LE MONDE LIBERTAIRE

N°1844 NOVEMBRE 2022 4 €

LE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE
MEMBRE DE L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

NOM DE DIEU, À BAS TOUTES LES RELIGIONS !

HISTOIRE p. 8
L'ÉCOLE LIBERTAIRE BONAVENTURE

PASSE-PORTS p. 14
ITALIE : QUE L'ABSTENTION DEVIENNE DÉSERTION !

RÉFLEXIONS p. 42
POUVOIR DIRE "OUI", C'EST AUSSI POUVOIR DIRE "NON"

SOMMAIRE INTERACTIF

N° 1844 – NOVEMBRE 2022

3 **Édito** Un éditorialiste fainéant va à confesse…
Crise foi Ni dieux ni maîtres !

TERRAINS DE LUTTES

4 **Communiqué** Assassinat de Mahsa Amini et révoltes en Iran
5 **Communiqué** Soutien inconditionnel pour les manifestant·e·s et activistes anti-guerre russes !
6 Halte à la fermeture des domiciles collectifs
7 À Metz comme ailleurs, à bas les C.R.A

HISTOIRE

8 L'école libertaire Bonaventure (1993-2001)
10 1962-2022, l'Algérie
11 **Le sourire qui mord** Dix-sept ressortissants français expulsés vers l'Algérie

PASSE-PORTS

12 **Chili** Dans l'incertitude du « Rejet »
14 **Italie** Élections : que l'abstention devienne désertion !
16 **Hommage** Disparition de l'anarchiste uruguayen Juan Carlos Mechoso
17 **Espagne** Jour de la race et peste brune

À BAS TOUTES LES RELIGIONS

18 Choisis ta religion (CMoa)
19 Les Dieux ! Les Religions ! Mais quel Bazar !
20 Ce n'est pas parce que Dieu n'existe pas… …qu'il ne faut pas s'en débarrasser !
21 Faits d'hiver L'opium du Peuple
22 Femmes, vie, liberté : mollahrchie, assez !
26 Iran : révolte ou révolution ?
29 Une femme iranienne
30 Manipulations, argent, illusions
31 Dans l'ombre de la croix
32 Dieu ou religion ?
34 Écologie, scientisme et religion
36 Dieu, l'antisémitisme et l'islamophobie
37 Metz : le Concordat de la discorde
38 Apostat hérétique

RÉFLEXIONS

40 Les avatars de l'anarchisme. Postface
42 Pouvoir dire « oui », c'est aussi pouvoir dire « non »
43 Féminisme et révolution
44 Il n'a pas inventé la poudre…
46 Mourir… de vivre !
47 Le Titanic prend feu

CULTURES

48 Chroniques Noir & Rouge

FICHES DE LECTURE

49 Pour la convergence des luttes Maudite soit la guerre !
50 « Contactez votre banque »… Tierra y libertad (y muerte)
51 L'anarchisme espagnol au travers de sa presse Dans le vent de l'histoire
52 **BD** Ricardo Floes Magón
54 **Librairie Publico** Dernières parutions
55 **Annuaire des groupes et liaisons** de la Féderation anarchiste
56 **Librairie Publico** Prochaines animations

BULLETIN D'ABONNEMENT

LE MONDE LIBERTAIRE

Je choisis mon abonnement

☐ **FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DROM-COM**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s, étudiant·e·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
un an numérique	☐ 11 numéros **22 €**	☐ 11 numéros **42 €**	☐ 11 numéros **11 €**
un an papier + numérique	☐ 11 numéros **44 €**	☐ 11 numéros **85 €**	☐ 11 numéros **22 €**
durée libre papier + numérique	prélèvement automatique ☐ **11 €** / trimestre	☐ **21 €** / trimestre	☐ **5,5 €** / trimestre
offre d'essai 3 mois	☐ papier + numérique **6 €**		

☐ **ÉTRANGER abonnement papier + numérique (uniquement virement et Paypal)**
● **tarif réduit :** chômeur·se·s ● **gratuit** pour les détenu·e·s.

abonnement	standard	soutien	tarif réduit
Union Européenne et Suisse (si paiement en €)	☐ 11 numéros **49 €**	☐ 11 numéros **89 €**	☐ 11 numéros **24 €**
reste du monde	☐ 11 numéros **65 €**	☐ 11 numéros **105 €**	☐ 11 numéros **32 €**

J'envoie ce bulletin sous enveloppe affranchie avec mon règlement à :
Les Publications libertaires – 145 rue Amelot 75011 Paris

☐ **par chèque bancaire :** libéllé à l'ordre de « Les Publications libertaires »
☐ **par virement bancaire : IBAN FR7642559100 0008001514236 17 – BICCCOPFRPPXXX**
☐ **par prélèvement (abonnement à durée libre)** JOINDRE UN RIB
COMPTE À DÉBITER TITULAIRE :.....
IBAN : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| **BIC** : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

mon adresse de livraison

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....
Code Postal .....
Ville .....
Date : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|
signature : .....

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal LE MONDE LIBERTAIRE. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal par courrier ou par courriel :

administration-ml@federation-anarchiste.org.

ORGANISME CRÉANCIER : PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS
N° NATIONAL ÉMETTEUR : 58 50 98

signature obligatoire :.....

Le Monde libertaire **est disponible en vente directe et à l'unité sur le site du journal www.monde-libertaire.fr**

ÉDITO

Un éditorialiste fainéant va à confesse…

La rédaction d'un édito est un exercice particulier. Je devrais décliner le thème de « À bas toutes les religions » pour te donner l'envie de poursuivre la lecture. Mais il se trouve que sur cette même page nous publions un texte d'un anarchiste charentais (note l'anagramme) qui conviendrait parfaitement en guise de.

Alors, pour ne pas tomber dans la redondance, je me contenterai de signaler la grande place faite dans ce *Monde libertaire* à la situation en Iran.

Nous aurions pu/dû également parler des jeunes femmes afghanes tuées dans un attentat à Kaboul. Leurs crimes : être d'une minorité chiite hazara, vouloir étudier et surtout être des femmes. Nous aurions pu/dû parler de la remise en cause de l'avortement dans de nombreux pays sous la pression des religions.

Oui, nous aurions pu publier un inventaire de toutes les crapuleries concoctées par les religions mais ne soyons pas un facteur de déforestation…

Bonne lecture.

Bernard

LE MONDE LIBERTAIRE

Le Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris

Direction de la publication :
Dominique Lestrat

Maquette mise en page
Philippe Camus
(ductus@me.com)

Prix de vente au n° : 4 €

Dépôt légal :
1er trimestre 1977

N°ISSN :
0026-9433

Commission paritaire :
0624D80740

Numéro d'imprimeur :
19070146

Imprimé par :
Corlet Imprimeur
ZI Rue Maximilien-Vox
14110 Condé-sur-Noireau

Pour les abonnés uniquement, est joint à ce numéro un exemplaire du VLAN n° 5

CRISE DE FOI

NI DIEUX, NI MAÎTRES !

Que les choses soient claires. Les anarchistes n'ont ni dieux ni maîtres. Le polythéisme (plusieurs dieux) nous semble moins PIRE que le monothéisme (un seul dieu mais plusieurs prétendants à l'unicité). Mais, dans tous les cas de figure, plusieurs ou un, nous refusons le concept de DIEU. Tout simplement parce que Dieu en version multiple ou unique n'existe pas. Sauf comme invention humaine. Comme le Père Noël !

Les êtres humains, ces bestioles à deux pattes arrières marchant debout, ont cette chance, ou cette malchance, de SE penser. Et, se pensant, ils ont du mal, eux qui ne sont que de passage entre le néant et le néant, à se penser ne plus pensant. En clair, il est profondément humain d'avoir peur de la mort. Mais ce n'est pas une raison pour croire au Père Noël de la vie après la mort.

Reste que cette croyance imbécile est respectable, tant que… Tant qu'elle ne cherche pas à s'imposer à d'autres croyances ou non croyances. La laïcité permet cela.

Pour autant, les laïques que nous sommes revendiquons le droit d'exprimer notre non croyance en dieu. Et de critiquer et de combattre TOUTES les religions qui sont à la croyance en Dieu ce que sont les cartels et les dealers pour la cocaïne. Des escrocs. Des parasites. Des enfoirés.

Les anarchistes ne sont pas des martiens. Comme les autres humains, ils ne savent pas d'où ils viennent et où ils iront. Et, donc, ils ont peur de mourir. Et donc, c'est pourquoi ils ont un profond respect pour la vie. Ce truc, incroyable, cet entre parenthèse entre le néant et le néant. Pour eux, le paradis doit, et peut, être sur terre. Tout de suite, ici et maintenant. Comme la révolution sociale qui ne vous promet rien d'autre que ce qui peut être et que vous désirez qu'il soit !

Jean-Marc Raynaud

COMMUNIQUÉ

ASSASSINAT DE MAHSA AMINI ET RÉVOLTES EN IRAN

Mahsa Amini était une jeune femme kurde de 22 ans. Le 13 septembre, en voyage familial à Téhéran, elle a été arrêtée dans la rue et embarquée par la police des mœurs de la république islamique sous prétexte d'une mèche de cheveux dépassant de son hijab obligatoire. Deux heures après son arrestation, on a transféré Mahsa, sans connaissance, dans un hôpital de Téhéran : elle avait reçu des coups à la tête, probablement dans la voiture de police ou pendant la « réunion éducative » infligée aux femmes qui ne respectent pas strictement le code vestimentaire imposé par le régime. Elle est morte le 16 septembre après trois jours de coma. La mort de Mahsa a d'abord ébranlé sa ville natale kurde, Saghez. Ses obsèques ont donné lieu à des manifestations qui ont, les jours suivants, gagné de plus en plus de villes en Iran et se sont propagées dans le monde entier.

À l'heure où nous écrivons, des révoltes ont eu lieu dans plus de 80 villes iraniennes, y compris dans des villes très religieuses, comme Qom ou Machhad. Les femmes retirent leur hijab et brûlent leur foulard en signe de protestation. Les slogans visent tout le régime : « nous ne voulons pas la république islamique » ou « Khaménéi (le guide suprême) est un assassin, son règne est illégitime »...

Les différentes forces de police répriment sauvagement ces soulèvements populaires. Le 24 septembre au matin, des organisations de défense des droits de l'homme ont annoncé un bilan d'au moins 49 personnes tuées pendant les premiers jours de la révolte. Un chiffre qui pourrait être beaucoup plus élevé car, comme cela a été constaté durant les précédentes révoltes, les autorités falsifient les actes de décès des tués par balle et font pression sur les familles pour s'assurer de leur silence, les menaçant de ne pas leur rendre les corps de leurs proches. Malgré l'arrestation de dizaines d'étudiant.es ces derniers jours, une première manifestation a eu lieu à l'université de Téhéran ce même 24 septembre, et iels étaient encore plus nombreux.ses que les jours précédents.

La répression est terrible : gaz lacrymogènes, coups de tonfas et tirs à balles réelles. La police emploie les pires tactiques pour surprendre les manifestants, entre autres en utilisant les transports en commun et les ambulances pour se déplacer. Et la police politique est plus active que jamais : des dizaines d'étudiantes et d'étudiants ont été arrêtés lors de rassemblements organisés dans l'enceinte des universités partout dans le pays. Les arrestations pleuvent également chez les militant.es politiques qui se contentent de critiquer le régime sans même demander, comme les jeunes et la population, la chute de celui-ci. Internet et surtout Internet mobile est comme d'habitude, soit ralenti, soit coupé dans les zones où le mouvement est au plus fort. Le régime fait tout son possible pour que les gens ne puissent pas s'organiser, ni publier d'informations ou diffuser les photos et vidéos des atrocités commises à tous les coins de rue. Mais de nombreux documents échappent à cette censure : images de manifestantes et manifestants en sang ou tué.es par balles, clip qui montre des policiers poursuivant des manifestants jusqu'à la traque, fracturant les portes des maisons où les habitants leur ont offert un refuge...

Malgré cette répression, le mouvement continue d'enfler. La devise « **Femme, Vie, Liberté** », issue du Rojava et scandée en kurde durant les obsèques de Mahsa, est devenue le point de ralliement de toutes et tous les protestataires : reprise d'abord dans plusieurs villes kurdes d'Iran, elle s'est diffusée dans tout le pays, traduite dans les différentes langues locales (persan, turc, arabe, etc.), puis dans le monde entier lors des manifestations de soutien à l'international, où la révolte iranienne rencontre une solidarité sans précédent.

Ainsi, de nombreuses personnalités politiques et beaucoup d'anonymes ont affiché leur soutien aux mouvements des femmes en Iran. Différents collectifs de hackers ont mis hors service plusieurs sites gouvernementaux iraniens et médias. Le hashtag #Mahsa Amini, en latin comme en persan, (#مهسا_امینی) est devenu le plus utilisé de tous les temps sur le réseau social Twitter. La solidarité internationale est très importante.

Pour nous, anarchistes, ce soulèvement massif contre l'oppression des femmes et contre la tyrannie religieuse d'un État totalitaire est une bouffée d'air frais. C'est une révolution que nous appelons de nos vœux. La fédération anarchiste est bien évidemment solidaire de toutes et tous les insurgé.es d'Iran, et appelle chaque libertaire à soutenir la lutte des femmes et du peuple iranien.

Vive la solidarité avec la lutte en Iran ! Vive la liberté !

Fédération anarchiste
28 septembre 2022

COMMUNIQUÉ

SOUTIEN INCONDITIONNEL POUR LES MANIFESTANT·E·S ET ACTIVISTES ANTI-GUERRE RUSSES !

Ce 21 septembre, Vladimir Poutine a fait une allocution télévisée afin de décréter une mobilisation partielle. Cela peut concerner entre 300 000 et 2 millions de Russes. Suite à cette annonce, de nombreuses manifestations ont eu lieu dans plusieurs grandes villes du pays, avec plus de 1 300 arrestations.

Cela donne espoir quant à un soulèvement populaire susceptible de faire trembler le régime de Poutine, qui n'a que trop duré et trop détruit de vies.

La Fédération anarchiste francophone tient à renouveler son soutien inconditionnel à toutes les personnes se dressant face au Kremlin, avec un courage immense, afin d'établir une société plus juste et plus égalitaire, mais surtout, pour la paix. Il est révoltant et inacceptable que des êtres humains, s'entre-tuent pour l'appétit de quelques oligarques et dictateurs avides de pouvoirs (il ne faut pas oublier le rôle de Loukachenko dans cette tragédie). Et comme à chaque fois, ce sont des civils qui en paient le prix fort, les femmes les premières…

Nous n'oublions pas ce que Poutine a fait subir, et fait encore subir, à nos camarades anarchistes et antifascistes en Russie, et nous continuerons d'être solidaires avec elleux.

Notre soutien est inconditionnel, peu importe que la résistance prenne la forme de manifestations, textes, sabotages ou par une résistance populaire armée.

Nous apportons également notre soutien à tous les déserteurs. Si cela est votre situation, n'hésitez pas à prendre contact avec nous et nous vous aiderons au maximum pour vous accueillir, vous et votre famille.

Nous ne pouvons également qu'espérer que la répression n'empêche pas l'émergence d'organisation parmi les contestataires, organisation nécessaire afin de construire une réelle révolte, voire une révolution ! Nous réaffirmons que la solidarité internationale est notre arme, et que nous mettrons tout en place pour qu'il en ressorte des choses concrètes pour les personnes qui osent défier le Kremlin.

Ici comme ailleurs, détruisons le pouvoir, car le pouvoir est maudit !

Fédération anarchiste
26 septembre 2022

HALTE À LA FERMETURE DES DOMICILES COLLECTIFS

La mobilisation contre la fermeture de domiciles collectifs de personnes âgées par le conseil d'administration de VYV - Pays de la Loire (Harmonie Mutuelle MGEN) s'organise. Ces cinq collectifs sont tous localisés sur l'agglomération nantaise : Les Glycines à Sautron, La Crémetterie à Saint Herblain, La Butte Sainte Anne, Le Haut de Chézine et Broussais à Nantes, pour un total de 78 places.

30 salarié·e·s, 6 par structure, sont concerné·es par cette fermeture annoncée pour 2023. Les syndicats CFDT, CGT, FO et CGC sont présents dans l'entreprise.

Ces structures non médicalisées mais à taille humaine sont très appréciées par les résident·es et par les salarié·es. L'argument avancé par la direction est double : ces structures seraient lourdement déficitaires à hauteur de 500 000 euros et ne correspondraient plus aux nécessités actuelles.

Sur le déficit, les syndicats expliquent que le déficit réel est de 150 000 euros auxquels s'ajoutent une provision de 350 000 euros suite à la décision des salarié·es d'aller aux prud'hommes pour faire respecter le paiement des heures de nuit qui ne l'étaient pas !

150 000 euros c'est moins de 1% du budget cumulé des 5 structures.

Sur les nécessités actuelles, la direction s'appuie sur le fait que les résident·es vieillissent et que les soins de médicalisation croissent. C'est une évidence, comme il est évident que les résident·es souhaitent surtout continuer de vivre dans une structure dans laquelle ils/elles se sentent bien.

Des adaptations sont certainement nécessaires en terme de recrutement de personnel soignant et de personnel 24h/24.

Le financement des personnels soignants dépend de l'ARS et les besoins nouveaux doivent être négociés avec le département.

Mais la pire des solutions serait la fermeture des 5 sites, à l'heure où l'ARS interdit la création de nouveaux EHPAD et que des structures légères répondent à l'attente des personnes âgées. Pour s'opposer à la fermeture des 5 domiciles collectifs, les syndicats ont décidé d'appeler à un rassemblement devant le Conseil départemental de Loire-Atlantique : le lundi 17 octobre à 11 heures.

L'intersyndicale appelle également à signer et faire signer massivement la pétition à l'initiative des familles des résident·es des 5 structures menacées de fermeture.

À vos claviers.

https://www.change.org/p/non-a-la-fermeture-des-domi ciles-collectifs-de-la-region-nantaise

Jean-Jacques Chatelux
Groupe Salvador Seguí

À METZ COMME AILLEURS, À BAS LES C.R.A

Le 22 Septembre 2022 À Metz

Le 14 Septembre 2022, douze réfugiés du C.R.A (Centre de Rétention Administratif) de Queuleu à Metz on réussi a s'évader. D'après les médias locaux, deux d'entre eux ont été repris.
Nous, militant.e.s anarchistes et anti-carcérals, ne pouvons qu'apporter notre solidarité à ces douze personnes ainsi qu'à toutes les personnes enfermé.e.s sous simple prétexte de ne pas posséder de « papier ».

Des luttes et révoltes dans les C.R.A il y en a toujours. Ce qu'il manque, c'est de la solidarité à l'extérieur ainsi que la capacité de relayer et soutenir les paroles des prisonnier.e.s en lutte.

★ LE C.R.A C'EST QUOI ?

- **Les Centres de Rétentions Administrative sont des prisons. Avec barbelés, matons et tout ce qui va avec, même si l'état ne les reconnaît pas comme tel.**
- **Dans certains C.R.A on enferme des familles entières avec des jeux pour enfants entre barbelés et mirador !**
- **A l'intérieur et comme dans toutes les prisons : violences policières, menaces, humiliations, racisme, viols, insalubrité, overdose de médicaments, familles séparées etc.... existent et sont parfois réguliers.**
- **Les C.R.A font partie d'un système généralisé d'exploitation et d'humiliation raciste. Ils participent donc au contrôle des étranger.e.s et à leur fichage.**
- **Et tout simplement, de quel droits enferme-t-on des personnes, des familles sans jugement ?**

Contre cet état qui enferme et expulse, parfois des familles entières, sous prétexte de ne pas avoir de papier : Organisons-nous et apportons notre solidarité aux prisonnier.e.s, sans-papiers et réfugié.e.s !

A BAS LES C.R.A ! A BAS LES FRONTIÈRES ! ET QUE CRÈVE LA TAULE !

GROUPE DE METZ
FÉDÉRATION ANARCHISTE
QUI SÈME LA MISÈRE RÉCOLTE LA COLÈRE

groupedemetz@federation-anarchiste.org
groupefametz

L'école libertaire Bonaventure (1993-2001)

L'école libertaire Bonaventure (1993-2001) est une expérience pédagogique, éducative, sociale… étonnante à plus d'un titre. De par sa durée, car 8 ans, pour une expérience s'affirmant libertaire, laïque et GRATUITE, mine de rien… ce n'est pas rien. Et de par son insertion clairement affichée dans un processus GLOBAL de révolution sociale libertaire. À ma connaissance, en effet, depuis La Ruche (1904-1917) de Sébastien Faure, c'est la seule expérience éducative de cette envergure dont peut s'honorer le mouvement libertaire.

Dans l'après 68, et aujourd'hui encore (mais pour d'autres raisons), de nombreuses expériences d'écoles différentes, anti-autoritaires, parallèles… ont vu le jour. Mais aucune ne s'est affirmée libertaire, laïque et gratuite et encore moins partie prenante d'un processus de révolution sociale. Alors, pourquoi Bonaventure a-t-elle fait ce choix ? Peut-être parce que Bonaventure était plus qu'une école et se voulait également un centre éducatif et surtout une république éducative ? Peut-être parce que, par-delà les techniques pédagogiques utilisées dans le cadre d'une construction des savoirs basée sur l'apprendre à apprendre, elle ne restait pas enfermée dans le champ clos de l'école et s'aventurait dans l'espace infini d'une éducation par nature SOCIALE ? Peut-être parce que, ce faisant, son âme de République la vaccinant contre toute dimension MOI-JE ou uniquement technicienne des choses, elle s'inscrivait en toute logique dans un processus social et politique tombé en désuétude depuis longtemps, à savoir la construction d'une école du PEUPLE via un service public SOCIAL d'éducation et non un service public étatique ?

Pour toutes ou parties de ces raisons, Bonaventure, qui aurait dû être source de réflexions, d'analyses et de débats, a été très largement ignorée ou plus exactement redoutée. Les pédagos se méfiant de l'éducatif, les éducateurs d'une connotation politique, les politiques d'une connotation par trop sociale, et les révolutionnaires d'une connotation par trop… révolutionnaire !

Un livre[1] vient de paraître qui relate par le menu l'histoire de cette belle aventure que fut Bonaventure et je n'ai ni le désir ni la prétention de vous le résumer dans ce petit article. Mon ambition s'arrête à énoncer quelques-uns des essentiels de cette expérience à nulle autre pareille.

Libertaire, différente, anti-autoritaire, parallèle…

Les écoles parallèles, différentes, anti-autoritaires…, et Bonaventure, ont un certain nombre de points communs. L'un d'eux est le refus d'une conception de l'école empêchant l'épanouissement de l'enfant via un formatage autoritaire réducteur. Toutes s'attachent donc à promouvoir des pédagogies anti-autoritaires, libertaires, actives… permettant à l'enfant d'être le **sujet** de son éducation et non l'**objet** d'une éducation lui étant imposée.

Pour autant, cette communauté de vue à propos de l'éducation et de l'école peut s'interpréter de manières « différentes ». La plupart des écoles parallèles, différentes, anti-autoritaires… sont de type « Rousseauiste » et, estimant que l'enfant est « bon par nature », prônent un laisser faire basé sur « le plaisir immédiat » dû à « l'enfant-roi ». À Bonaventure, une république éducative, il n'y avait pas de roi. Juste des citoyens, avec des droits, certes, mais également des devoirs. D'où la recherche permanente d'un consensus entre moi-je et moi-nous, et, parfois, l'acceptation du « plaisir différé » car socialisé. Dans le même ordre d'idée, à Bonaventure, l'acquisition de savoirs élémentaires (lire, écrire, compter…), bien que se déroulant sur le mode de « l'apprendre à apprendre » et non de l'apprendre pour apprendre, n'était pas négociable. Tout simplement parce que si l'analphabétisme, même heureux, pouvait être un facteur de progrès social…, ça se saurait depuis longtemps !

De même, alors que bon nombre d'écoles parallèles, différentes, anti-autoritaires… sont auto- centrées sur elles-mêmes (chacune se préoccupant uniquement de SES enfants), ne voient aucun inconvénient à être payantes, Bonaventure était GRATUITE, pratiquait l'ÉGALITÉ des salaires, reposait sur un financement SOCIAL et n'avait de cesse de tisser des liens avec un maximum d'alternatives sociales (associatives, syndicales, politiques…). Pour tout cela, le choix de l'étiquette libertaire - étiquette plutôt large et ouverte - allait, simplement, de soi.

École, centre éducatif, République éducative

Comme son nom l'indique, l'école libertaire Bonaventure était une école. C'est du moins ainsi qu'on appelle un lieu où on apprend à lire, écrire, compter. Une école primaire, pour être précis. Certes, c'était une école un peu particulière puisque les apprentissages qui s'y déroulaient reposaient sur l'apprendre à apprendre via une pédagogie anti-autoritaire et non sur l'apprendre pour apprendre à la mode je ne veux voir qu'une seule tête. Mais Bonaventure se voulait être beaucoup plus qu'une école. Une école, en effet, fût-elle libertaire, c'est toujours un lieu clos. Or, la construction de savoirs n'ayant de sens qu'en immersion dans l'espace global de la vie, la nécessité de sortir de l'école pour ce faire relevait de l'évidence et, donc, de l'éducation au sens large et social du terme. D'où le fait qu'à Bonaventure, un(e) instit et un(e) éduc opéraient en binôme et

que l'emploi du temps de l'après-midi se déroulait souvent en dehors de l'école. Bref, si elle était une école, Bonaventure était également un centre éducatif. Et même, encore autre chose.

Bonaventure, en effet, estimant que l'apprentissage de la liberté, de l'égalité, de l'entraide, de l'épanouissement de chacun(e) et de tous(tes) n'avait de sens qu'en vivant la liberté, l'égalité, l'entraide et l'épanouissement de chacun et de tous, l'école, le centre éducatif, ne pouvaient s'épanouir que dans le cadre d'une République éducative autogérée par tous ses acteurs et membres. Les grands comme les petits. Tous citoyens avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. Tous, bien que différents, égaux dans le respect des lois de la République, lois élaborées démocratiquement par tous. Et qui dit République éducative libertaire dit obligatoirement République laïque, GRATUITE, pratiquant l'égalité des salaires, dotée d'un financement social, actrice solidaire de tout mouvement social progressiste…

SERVICE PUBLIC social d'éducation

Bonaventure ayant vu son projet refusé par l'Éducation nationale n'a eu d'autre choix que d'évoluer dans le privé. Mais, sans pour autant en adopter les valeurs individualistes et mercantiles. Sa laïcité comme sa gratuité en témoignent. De même que son engagement comme membre à part entière du mouvement Freinet dont tout le monde pense qu'il se limite à la seule Éducation nationale.

Contrairement à la plupart des écoles parallèles, différentes, anti-autoritaires… et bien sûr confessionnelles, Bonaventure s'est toujours faite l'avocat d'un service public d'éducation, laïque et gratuit pour tous et toutes. Mais, plutôt d'un service public SOCIAL que d'un service public ÉTATIQUE. Libertaire, Bonaventure s'est toujours méfiée de l'État, comme classe en SOI et comme bras armé de TOUS les pouvoirs et s'est toujours réclamée des autogestions à la base et de leur fédération. Comme le mouvement ouvrier à ses débuts qui s'est construit sur ces bases au plan syndical, ou via ses coopératives ouvrières de production, de consommation, ses bibliothèques, ses maisons du peuple, ses clubs sportifs, culturels…

Pour autant, les choses étant ce qu'elles sont et la notion de service public étant aujourd'hui accolée au seul service public étatique, Bonaventure s'y est ralliée sans pour autant renoncer à son rêve de service public SOCIAL d'éducation et de révolution sociale libertaire seule à même de construire une véritable école du PEUPLE. **En guise… d'introduction !**

Par-delà les mots, les analyses, les concepts survolés dans le présent article, Bonaventure c'était aussi (et surtout) des enfants (une cinquantaine en huit ans), des instits[3], des éducs[6], des parents, des congrès, des relations avec d'autres alternatives sociales en actes, locales et même internationales (Sénégal), de la vie quoi, tout simplement. Tout cela est largement évoqué dans un livre qui vient de paraître. Alors, si vous voulez en savoir plus, vous savez ce qu'il vous reste à faire.

Jean-Marc Raynaud

L'école libertaire Bonaventure. 1993-2001. Histoire d'une république éducative libertaire laïque et… gratuite ». Les Éditions libertaires. 356 pages. 20 €. En vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % minimum pour participation au port.

1962-2022, l'Algérie

Depuis soixante années la guerre d'Algérie ne finit pas d'en finir. Macron parle de relancer « l'histoire d'amour » qui lie les deux pays. Un haut-le-cœur m'a saisi en entendant cela. Cette histoire d'amour a commencé il y a 130 ans dans les pires massacres qui soient et a fini ainsi.

On peut se demander aujourd'hui, alors que les acteurs de cette « histoire « sont presque tous morts ou hors d'état d'intervenir, combien faudra-t-il de générations pour que tout cela soit réservé aux livres d'histoire ? Car enfin, l'auteur de ce dossier l'a titré *Plus que jamais rouvrir un avenir à la révolution.*

Le futur s'écrit au passé

Différents textes sont rassemblés en son sein. Ils sont de trois ordres. Une discussion avec Mohamed Harbi, ancien haut responsable du FLN, une série de réponses aux questions que Nedjib Sidi Moussa a posées à une quinzaine de personnes dont l'auteur de ces lignes. Questions qui portaient tout à la fois sur ce que fut pour les questionnés la guerre d'Algérie, quelle personnalité l'incarnait, quelle œuvre en exprimait la complexité et enfin quelle en est la problématique aujourd'hui. Et pour terminer, trois textes plus théoriques, dont le dernier, une tribune, porte comme titre une variante de celui du dossier.

Des silences dans les témoignages

Je pourrais m'arrêter là. Mais la plaie reste ouverte. Les questions surgissent au fur et à mesure de la lecture. Les problématiques qui y sont abordées dépassent la seule question algérienne. La question du pluralisme politique au sein des partisans de l'indépendance algérienne est centrale et passionnante dans l'interview de M. Harbi. Pourtant une question me saisit. Si on s'est intéressé un tant soit peu au parcours de Sidi Moussa, on sait l'importance tragique que tient dans sa vie le M.N.A. (Mouvement national algérien) de

« Il y a 60 ans, les accords d'Évian mettaient un terme à une tragique et interminable guerre. C'était la fin de l'oppression colonialiste française imposée au peuple algérien ». C'est ainsi que commence le dossier que Nedjib Sidi Moussa publie dans le n° 54 de la revue *Contretemps*. « Il y a 60 ans, le 4 juillet, à Agadir, je regarde le défilé, klaxons et youyous mêlés, qui passe devant moi, ça y est la guerre est finie ! Je vais pouvoir rentrer. Ce que je ferai un an plus tard. »

Messali Hadj, et pourtant là, il n'en est pas question. Même si ce dernier traverse les réponses données au questionnaire. Elles sont presque toutes l'expression de personnes qui ne furent pas contemporaines de ce qui fut nommé pudiquement les « événements « et à ce titre leur façon de considérer ce qui se passa alors est très intéressante. Ces réponses sont suivies par deux interviews. Deux femmes, l'une est française, raconte comment elle vécut cette guerre, « déterminante dans ses orientations politiques » et comment elle fréquenta des militants, anciens « porteurs de valises ». La deuxième interview, intéressante par le parcours militant que raconte Sanhadja Akrouf, co-autrice de *Algérie. La seconde révolution,* laisse le lecteur sur sa faim, tant le titre de ce texte, *Le hirak, je l'ai vécu comme pouvant donner une suite à quelque chose d'inachevé* n'est pas suivi d'un développement.

Laisser les armes au passé

Je dois dire que j'ai été surpris de la présence dans cet ensemble d'un article de M. Raptis, dit Pablo, rendant compte du livre de Frantz Fanon *Les damnés de la terre* publié en 1962. Suffit-il de le lire « *pour mesurer à la fois la proximité et la distance de cette époque avec la nôtre, caractérisée par le désenchantement* » ? Je ne le crois pas. Se mêle au livre incontournable de Fanon tout le discours idéologique trotskyste et dans ce cas tiers-mondiste propre à Pablo.

Est présente dans ce texte l'expression de « l*a légitimité absolue de l'action révolutionnaire de masse – armée* ». Il aura fallu un peu moins de trois années pour que le maître des armes prenne le pouvoir et en chasse ceux qui en étaient les légitimes occupantes. Il aura fallu moins de trente années pour que ces armes soient à nouveau utilisées contre les maîtres algériens du pouvoir au cours d'une guerre civile atroce. Quand de nouveau, un mouvement révolutionnaire émergea, le Hirak, c'est le refus du recours aux armes qui le caractérisa.

Le dernier texte de ce dossier concerne la problématique identitaire. Il s'agit d'une critique justifiée de la dérive indigéniste qui pollue le débat français.

Pierre Sommermeyer
Individuel

Dix-sept ressortissants français expulsés vers l'Algérie

C'est juste une fiction, dommage !...

Un charter de la compagnie République française atterrit à Alger avec dix-sept terroristes sociaux à son bord.

Paris, France, dimanche 9 octobre. Dix-sept ressortissants français de la cellule *Milton Friedman*, ont été amenés depuis le centre de rétention du septième arrondissement dans des véhicules de la SDATS (Sous-direction anti-terroriste sociale) vitres teintées, sirènes hurlantes, gyrophares actionnés, virages pris sur les chapeaux de roue à l'aéroport de Villacoublay pour y être expulsés. Après un embarquement plutôt calme sur un jet privé de la compagnie *République Française* une compagnie low-cost connue pour sa collaboration dans des opérations de basse police, ils ont atterri à Alger où les autorités leur ont fait subir une fouille au corps minutieuse, susurrant un sibyllin « en souvenir d'Orly 2015 », date d'un attentat à la pudeur perpétré par un douanier français sur le corps du ministre algérien de la Communication.

Aux cris de « *Black Rock akbar* » les bannis ont commis une longue liste de crimes relevant du terrorisme : attentats sur les libertés individuelles, séparatisme de classe, destruction d'acquis sociaux et, tout récemment encore, trafic de polaires et de cols roulés.

Des bons à rien mauvais à tout

Utilisant les technologies les plus modernes, ils ont diffusé une idéologie archaïque qui séduit une grande partie d'un électorat crédule, relayant les slogans de leur chef – le caïd « Qu'ils Viennent Me Chercher » – toujours activement recherché à l'heure où paraît cet article. Selon une rumeur, il se cacherait dans une grotte du massif de l'Élysée, attendant que son homologue russe vienne l'exfiltrer pour lui accorder l'asile politique dans une forteresse à Bregançon ou qu'un Iranien secourable lui tende la main.. En attendant, on peut craindre qu'il ne reste pas inactif, préparant le dernier tour de vis à l'attentat qu'il prépare depuis longtemps, l'explosion du système des retraites.

« La France, on l'aime ou on la quitte », ces propos d'un vizir devenu calife, résument le sentiment général face au comportement des dix-sept expulsés. Ils l'ont quittée, qu'ils n'y reviennent pas. Comptons sur la vigilance jamais prise en défaut de la police de l'air et des frontières pour refouler ces individus au cas où ils tenteraient de revenir, munis de faux papiers en guise de documents officiels.

A moins qu'ils trouvent la mort, entassés dans une barcasse de passeur, au cours de la traversée du retour. Ils rejoindraient les mille deux cents exilés disparus au cours du premier semestre 2022.

Jean-Claude Lénervé

ILLUSTRATION BANART

CHILI - LETTRE DE SANTIAGO

En la incertidumbre del “Rechazo”
Dans l’incertitude du « Rejet[1] »

10 octobre 2022, *Santiago de Chile*

Trois ans après les révoltes d’octobre 2019, le climat social et politique est submergé par l’incertitude, surtout depuis que la proposition de nouvelle constitution, icône du progressisme au niveau mondial, ne parvient pas à s’installer au Chili. Ainsi que nous en avons pris l’habitude, pour comprendre ces bizarreries de la politique, il suffit de regarder les chiffres. L’option « *Rechazo* » a obtenu un 61, 86% (7 882 958 votes), s’imposant contre le « *Apruebo* » qui a réuni 38, 14% (4 860 093 votes). À la différence des élections antérieures (le plébiscite de 2020 et l’élection de l’Assemblée constituante en 2021), cette fois, le vote était obligatoire et les bureaux de vote avaient été déplacés, pour les rapprocher du domicile déclaré par les électeurs, afin de faciliter la participation au scrutin. Cette mesure a eu pour effet la hausse de la participation dans les villes, qui est passée de 50, 98 % à 85, 81 %, par rapport au premier plébiscite, quand le rejet n’avait obtenu que 1 634 506 votes.

Combien de raisons pourraient expliquer cette tendance au « rejet » ? Sans doute le changement des conditions de vote a-t-il influé sur le résultat, dans le sens où l’obligation a convoqué 5 447 229 électeurs qui n’avaient pas participé en 2020. Dans les statistiques, on observe que le « *Rechazo* » a traversé les classes sociales comme les régions. C’est seulement à Santiago et à Valparaiso que les écarts ont été plus réduits, alors que dans les autres villes du pays, la différence a été beaucoup plus grande, y compris dans celles avec d’importantes populations indigènes, de même que dans les prisons. La seule exception a été le vote à l’étranger.

Qui aura lu l’intégralité du projet ?

Devrions-nous considérer que c’est le contenu du texte constitutionnel qui a favorisé les résultats ? En réalité, depuis la publication du projet avec 499 articles, le 14 mai 2022, et la proposition finale avec 388 articles, le 4 juillet, nous ne pourrions pas assurer qu’on a pris pleinement connaissance de la portée et des implications du document en quatre mois. En revanche, en termes médiatiques, la discussion sur des points précis a été confisquée par les médias de communication de masse, et tout particulièrement ceux en lien avec les nouveaux statuts juridiques des peuples indigènes dans le cadre de la plurinationalité, la restructuration du système législatif qui supprimait le Sénat pour installer un format où la Chambre des députés fonctionnerait conjointement avec les Chambres régionales ; et les politiques que « l’État de droit social et démocratique » promouvrait dans certains domaines, comme le droit à l’avortement, les retraites, le logement, la démocratie paritaire et la reconnaissance des identités historiquement exclues.

Les conservateurs ont joué la carte des fake news

Même si l’influence de l’agenda médiatique à été un facteur favorable au « *Rechazo* », on ne peut pas le considérer comme le facteur principal. Les millions de la campagne orchestrée par les partis conservateurs, les organisations nationalistes et les hommes d’affaires de droite représentent 89, 5 % du financement de la campagne électorale (870 000 €), selon les informations du Service Électoral. Cette campagne, comme d’habitude à notre époque, s’est accompagnée de la prolifération de fausses nouvelles et d’images terrifiantes, décrivant un scénario apocalyptique en cas de victoire du « Oui », largement diffusées sur les réseaux sociaux (Facebook, Google et Twitter), comme sur la radio. Ces dernières années, les Églises évangéliques se sont emparées de nombreuses radios, un média qui conserve un rôle important dans des secteurs isolés du pays.

Alors, serait-ce un triomphe de la droite, dont la campagne a commencé bien avant que soit publiée la proposition constitutionnelle ? Même si ce segment politique, associé à d’autres du « centre », a été celui qui a encouragé l’option du « *Rechazo* », il y a loin à lui attribuer la représentation des 61, 86 % qui ont voté pour cette option. En effet, les tendances politiques expri mées dans les révoltes d’octobre 2019 ne projetaient pas nécessai-

rement la réforme politique de l'État au travers d'un processus constituant, mais plutôt une transformation radicale de la structure socio-économique, aspect qui, sous un certain angle, n'était pas exempt de l'individualisme promu et soutenu par la culture capitaliste-néolibérale durant les dernières décades.

Un projet boudé par les peuples indigènes

D'un autre côté, les sièges réservés aux peuples indigènes ne se sont pas traduits en un soutien transversal au nouveau texte, même si les critères de la plurinationalité en sont devenus un des aspects les plus pertinents. Certainement, cette problématique était-elle rampante depuis l'élection à la constituante, quand, sur un corps électoral de 1 200 000 personnes des peuples indigènes reconnus par l'État, seuls 260 000 ont voté pour un représentant de leur ethnie. Comme l'observe l'historien mapuche Sergio Caniuqueo, ceci est dû au fait que la représentation politique a évolué en une élite indigène éloignée des problèmes du quotidien et de certaines réalités d'où émergent des tendances conservatrices, comme l'irruption des Églises évangéliques et pentecôtistes, ou les liens qui se sont créés av ec le peuple Mapuche au temps de Pinochet. En tout cas, une caractéristique fondamentale des peuples indigènes est leur diversité de perspectives. Un ami *diaguita*[2] qui vit dans une région dévastée par la sécheresse m'indiquait qu'il ne faisait pas confiance au droit à l'eau garanti par l'État pour régler les problèmes d'approvisionnement dans sa vallée. Cela pour dire aussi que ce qu'ils souhaitent, ce n'est pas plus d'État, mais que les usages exagérés de l'industrie minière cessent une bonne fois pour que les rivières retrouvent leur cours, et apprendre par leurs propres moyens à affronter les adversités qu'ils rencontrent.

En ce sens, depuis la signature de « l'Accord pour la Paix » entre le gouvernement de Piñera et les partis politiques en novembre 2019, tout indique que le processus constituant, organisé par la classe politique était destiné à l'échec, indépendamment de son résultat. L'ascension de la social-démocratie au travers du gouvernement de Boric n'a pas contribué à améliorer les perspectives, bien au contraire : c'est ce président lui-même qui a indiqué que, si le « *Rechazo* » l'emportait, un nouveau processus l'emporterait. Certains analystes indiquaient également que la faible popularité de Boric avait affecté le résultat du plébiscite.

Pour l'extrême droite, la victoire de cette option devrait se traduire par le retour à la Constitution de 1980, fermant toute alternative à une nouvelle *Carta Magna*. Actuellement, des réunions se tiennent au Congrès pour impulser l'élaboration d'une nouvelle constitution, transformant la situation politique en un authentique labyrinthe. Alors que, d'un côté, le Congrès prend sa revanche en cherchant une meilleure représentativité dans ce processus, de l'autre côté, ces multiples réunions parallèles n'ont pour objectif unique que de définir les contours et les principes de la nouvelle proposition, au milieu desquels le droit de propriété et la liberté de religion.

Le problème devient complexe. Tout indique que si la classe politique détermine la modalité des réformes structurelles, les horizons de transformation seront rongés par l'usure et la crise sociale. Seule l'imagination de la révolte, libérée de toute illusion de conquérir le pouvoir politique, pourra ré-articuler la capacité créative des peuples qui luttent pour choisir leurs chemins en construisant des liens de solidarité et de fédération contre les forces oppressives du Capital et de ses gouvernements de la misère.

Diego Mellado
Grupo de Estudios Gómez Rojas
www.grupogomezrojas.org

Traduction, Nicolas - Groupe Gaston Leval

1. « *Rechazo* » peut se traduire par « Refus » ou « Rejet », ce qui n'est pas tout à fait la même chose. J'ai fait alterner ces deux acceptions. Je laisserai aussi le mot dans la langue d'origine, tant il est aussi devenu un slogan au cours de la campagne électorale. (Ndt)
2. Le peuple *diaguita* est le troisième groupe indigène chilien, après les *Mapuche* et les *Aymara*, pour une population estimée à 88 000 personnes. Ndt.

ITALIE

Élections : que l'abstention devienne désertion !

VOUS CHANGEZ AVEC LA LUTTE NON AVEC LE VOTE !

Avec cet article débute un échange avec le journal *Umanità Nova*, journal anarchiste italien fondé en 1920 par Errico Malatesta.

« Les anarchistes ont commis certes mille erreurs, ils ont dit cent sottises, mais ils se sont toujours maintenus purs et restent par excellence le parti révolutionnaire, le parti de l'avenir parce qu'ils ont su résister à la sirène électorale. » **E. Malatesta**

Une fois de plus, une chose est claire : le prochain parlement et le prochain gouvernement seront plus éloignés que jamais des classes exploitées. Moins de deux votants sur trois se sont rendus dans les urnes, dans certaines régions à peine un sur deux, avec un taux national à 63, 9 %, une chute de pas moins de 9 points depuis les précédentes élections. Au matin du 26 septembre, le décompte des votes n'est pas encore terminé, mais les chiffres sont stables et donnent la victoire de la coalition de droite. En fait, il semble qu'en dépit de la chute du taux de participation, la droite a maintenu le consensus obtenu lors des élections de 2018 avec un peu plus de 12 millions de votes. Si ceci devait conduire, ainsi que les journaux l'annoncent, à un gouvernement mené par la droite fasciste, alors la caste militaire, l'industrie de guerre, et en particulier Aeroespace, Confindustria (le patronat italien) et l'Église catholique auront les principaux porte-drapeaux de leurs privilèges au gouvernement.

> **« Comme le gouvernement ne sera pas fort par le consensus, on peut penser qu'il le sera avec le bâton. »**

Mais attention, l'agenda politique de misère et de guerre que nous devrons affronter dans les prochains mois était déjà celui conduit par le gouvernement Draghi. Cet agenda aurait été endossé par tout gouvernement, au nom de « l'intérêt national ». Les médias et partis officiels ont réclamé en chœur un gouvernement fort, mais comme il ne sera pas fort par le consensus, on peut penser qu'il le sera avec le bâton. Ils vont probablement essayer de gouverner avec quelques clichés paternalistes, avec une propagande d'unité nationale et avec l'aide d'une opposition de palais, au travers du PD (le Parti démocrate), la gauche institutionnelle et le CGIL (principal syndicat, proche du PD). Il est important de donner une nouvelle assise aux luttes, en renforçant les structures de base et les formes d'opposition sociale.

Avant de passer le relai au prochain gouvernement, Draghi doit encore s'acquitter de quelques tâches importantes : la

présentation de l'actualisation de la DEF (l'une des principales mesures financières de l'année) et la poursuite des négociations pour définir le plafond européen sur le prix du gaz. Les orientations politiques de base en matière de défense, d'énergie et de travail sont transversales, comme les choix des différents gouvernements d'union nationale qui se sont succédé au cours des dernières années l'ont montré. Tout cela, qui unit la Ligue, FI, M5S, PD, LEU[1], avec des tentatives répétées pour y inclure FdI, montre clairement que les appels à voter « contre le fascisme » sont des mots creux destinés à la campagne électorale. C'est aussi pourquoi le nombre d'abstentionnistes, 14, 8 millions, dépasse largement le nombre des votes obtenus par chaque coalition.

« Ne pas voter est toujours un choix, quelles qu'en soient les raisons. Sa dimension active est la dimension du refus. »

Mais l'abstentionnisme n'est pas la désorientation due à la volte-face de tel ou tel parti. Les mécanismes de la crise du consensus, même ceux du clientélisme, joints à la détérioration des conditions de vie et de travail d'une large part de la population, et à la disparition de toute marge de négociation dans les conflits sociaux, ont créé la méfiance à l'égard des institutions politiques. Cette défiance a explosé au cours des quinze dernières années. Depuis les élections de 2008, le grand objectif des partis, en période électorale, a été de rassembler des suffrages dans les rangs des abstentionnistes toujours plus nombreux. Mais, si ceux qui gouvernent, et ceux qui aspirent à gouverner, lisent l'abstention comme un réservoir à votes, comme un réservoir à consensus à satisfaire, comme une masse passive, ceux qui veulent transformer la société radicalement, dans un sens révolutionnaire, ne peuvent qu'y voir un élément de changement. Il n'est pas certain que cette tendance ne soit pas tôt ou tard réabsorbée dans des formes compatibles avec le système politique. Mais ne pas voter est toujours un choix, quelles qu'en soient les raisons. Sa dimension active est la dimension du refus. Elle marque immédiatement une distance avec le gouvernement, mais peut aussi être la base de prochains refus et opposition.

Les images qui nous parviennent de Russie, de jeunes gens fuyant pour éviter la conscription forcée, de manifestations dans les villes contre la mobilisation partielle durement réprimées, et nous montrent qu'il est possible de rejeter les massacres imposés par le gouvernement, et que, même sous la menace de la sévère répression d'un régime autoritaire, il est possible de choisir, de rejeter, et d'agir. La force de ces exemples d'un combat anti-guerre est formidable. Ce sont des exemples qui nous incitent à nous impliquer personnellement, pour organiser et donner corps à notre rejet de la guerre et de l'économie de guerre.

« De tous côtés, la propagande, dans un climat général d'incertitude et de catastrophe imminente, crée les besoins d'un leader et d'un « gouvernement fort » »

Pour s'attaquer à la défiance générale envers les institutions, les partis et le gouvernement, un virage autoritaire a été préparé depuis quelques temps déjà. Les organes de la démocratie représentative elle-même revoient aussi radicalement les formes institutionnelles, cherchant des solutions de stabilité pour le pouvoir politique face à la méfiance envers les institutions et à l'abstention croissante. Au nom de la gouvernabilité, de l'efficacité, de la stabilité et de la préservation de « l'intérêt national », des solutions dirigistes sont mises en avant, également sous la pression de modèles autocratiques de plus en plus influents à l'échelle mondiale.

Les développements de la guerre en Europe n'ont fait qu'accélérer ces processus. De tous côtés, la propagande, dans un climat général d'incertitude et de catastrophe imminente, crée les besoins d'un leader et d'un « gouvernement fort ». Mais il y a ceux qui, en dépit du fait que, plus que jamais la campagne électorale a été concentrée sur la personnalité des leaders politiques, en dépit des grandes peurs que nous vivons toutes ces années, à cause du chemin aveugle sur lequel nous entraînent l'État et le Capital, de la guerre à la pandémie, de la misère à la catastrophe climatique, en dépit de tout cela, il y a ceux qui ne se laissent pas entraîner tels une boîte ballottée par les flots. Il y a une partie de la société qui ne participe pas à l'élection et qui a choisi le rejet. Pour le prochain gouvernement, ce sera un problème dans tous les cas. Il nous revient, ainsi qu'à toutes les forces qui agissent au niveau des luttes de terrain de s'assurer que ce rejet de l'élection n'est pas capté par un quelconque nouveau parti ou leader gouvernemental, qu'il n'est pas enrôlé dans une quelconque armée, mais se traduit en un rejet de la guerre et de l'exploitation, et par une large désertion du massacre dans lequel le prochain gouvernement voudra nous jeter.

Dario Antonelli

1. Article tiré de *Umanità Nova*, hebdomadaire de la Federazione anarchica italiana (Fédération anarchiste italienne), n°21 du 2 octobre 2022. Traduction de l'Anglais, Nicolas - Groupe Gaston Leval
La *Lega*, ou Ligue du Nord de Mateo Salvini (proche du RN français) ; FI pour « *Forza Italia* » le parti de Silvio Berlusconi ; LEU est « *Liberi e Uguali* » un petit parti de centre gauche qui réunit des anciens membres du PD (Parti Démocrate) et, dans le parlement, représentait la « gauche » parce qu'il y avait vraiment peu de groupes parlementaires « plus à gauche » ; FdI est le parti fasciste « *Fratelli d'Italia* » de Giorgia Meloni.

HOMMAGE

Disparition de l'anarchiste uruguayen Juan Carlos Mechoso

HOMMAGE DE LA COORDINATION ANARCHISTE BRÉSILIENNE

C'est avec une profonde tristesse que je viens d'apprendre le décès, le 10 octobre dernier, de notre compagnon uruguayen Juan Carlos Mechoso. J'avais rencontré Juan Carlos et sa compagne Mari, dans leur petite maison du quartier populaire d'El Cerro à Montevideo, lors d'un voyage dans le cône sud de l'Amérique en 2016.

Juan Carlos Mechoso était le dernier militant vivant du groupe qui fonda la Fédération anarchiste uruguayenne (FAU). Il a vécu toute sa vie aux côtés de sa femme Mari dans le quartier populaire d'El Cerro, à Montevideo. Leur maison, durant de nombreuses années, a servi de lieu de rencontre pour les anarchistes du monde entier.

Ils ont passé les deux dernières décennies de leur vie à organiser les documents historiques de la FAU, certains écrits en langage codé se trouvaient dans une archive personnelle. Les militants-chercheurs pouvaient accéder au contenu lié à la révolte ouvrière uruguayenne des années 1960 et 1970. Une partie de ce travail consistait à rassembler ces documents cachés durant la dictature dans des refuges à travers Montevideo et à les préserver dans des archives accessibles au public.

Les bâtisseurs d'anarchie

Juan Carlos Mechoso et d'autres compagnons fondèrent la FAU en 1956. Trouvant son origine en partie dans l'immigration italienne et espagnole en Uruguay qui avait participé, dès 1905, à la création de la Fédération ouvrière régionale uruguayenne (FORU), la FAU était composée de nombreux militants anarchistes de la guerre d'Espagne. Elle participa dès sa création aux luttes sociales en appuyant le renforcement des syndicats.

Au début des années 1960, la FAU participa à la structure du « Coordinateur » (*El Coordinator*), ancêtre de l'organisation armée Tupamaros. Dissoute en 1967 par le gouvernement de Pacheco Areco, la FAU dut entrer dans la clandestinité jusqu'à 1971.

La Fédération anarchiste uruguayenne a entrepris de développer une stratégie et une pratique d'organisation anarchiste dans le contexte de la guerre froide en Amérique latine. Elle a développé un modèle de lutte parallèle à l'intervention alors dominante de l'anarcho-syndicalisme qui joua un rôle fondamental dans les premiers syndicats uruguayens du vingtième siècle.

À la fin des années 1960, une coalition appelée la Nouvelle gauche et centrée sur la FAU contrôlait environ un tiers des syndicats du pays. De 1968 à 1973, les travailleurs uruguayens ont mené plus de deux mille actions, dont la majorité était des grèves et des occupations sauvages dirigées par la coalition encadrée par la FAU. La coalition a soutenu les tactiques d'action directe dans le mouvement ouvrier. Ces actions se développèrent jusqu'au coup d'État militaire de juin 1973.

HOMMAGE DE LA FAU

En 1968, tentant de s'adapter à la situation d'illégalité et de répression, la FAU décida d'organiser un front de masse baptisé Résistance ouvrière étudiante (*Resistencia Obrero Estudiantil, ROE*). La ROE organisa ainsi un large front composé de militants de quartier, de syndicalistes ouvriers et d'étudiants combatifs.

La bascule vers les armes

L'état d'urgence et la militarisation de la vie politique conduisirent la FAU à développer en 1971 une structure armée : l'OPR-33 (*Organización Popular Revolucionaria-33 Orientales*), en publiant un hebdomadaire clandestin, et en créant un réseau d'infrastructures pour préparer ses actions et protéger ses militants. L'OPR-33 effectua plusieurs actions directes, telles que des sabotages, des « expropriations », des enlèvements de dirigeants politiques ou patronaux, l'appui armé à des grèves, des occupations d'usines…

Juan Carlos travaillait comme graphiste à cette époque. Il finit par entrer dans la clandestinité en faisant partie du groupe armée de la FAU, l'OPR-33, (un groupe) qui dévalisait les banques et kidnappait les employeurs trop brutaux afin de régler les conflits du travail. Il s'est constitué prisonnier en 1971 et resta emprisonné durant quatorze années, il survécut à de fréquentes séances de torture sous les ordres de l'armée et de la police. À cette époque, en Uruguay, 1 personne sur 30 a connu la détention et 1 personne sur 62 la torture.

Pendant son emprisonnement, Juan Carlos a perdu son frère et compagnon

ESPAGNE
Jour de la race et peste brune

de la FAU, Alberto « Pocho » Mechoso, qui disparut dans le cadre d'une opération de terreur d'État transnationale soutenue par les États-Unis, appelée le Plan Condor.

La FAU a vu 35 militants de son organisation disparaître pendant cette période. Juan Carlos a été libéré après la chute du gouvernement militaire de l'Uruguay en 1985. Il est retourné chez lui à El Cerro et a participé à la reconstruction de la FAU pour affronter l'ère néolibérale de la post-dictature.

En éducation permanente

Celui que les copains appelaient *el viejo Mechoso* (le vieux Mechoso) était un intellectuel organique. N'ayant qu'une éducation secondaire, il a consacré sa vie à comprendre la théorie politique de gauche et à développer de nouveaux modèles pour sa mise en œuvre pratique moderne dans une perspective anarchiste. Il était également influencé par la psychanalyse et la théorie post-moderne. Lors de notre visite, nous étions accompagnés de José Mari Olaizola, un militant anarchiste espagnol expérimenté, nous avons eu des heures de conversation autour des idées de théoriciens allant de Bakounine à Foucault. Il parlait de ce dernier avec passion tant il l'avait fortement influencé lors de ses lectures.

Tout le monde le connaissait dans le quartier d'El Cerro, un bastion historique du mouvement ouvrier devenu aujourd'hui une banlieue en proie au chômage, à la violence et aux trafics en tout genre. L'enracinement de Juan Carlos Mechoso était le produit de son engagement politique, dans lequel il se savait être du peuple et avec le peuple.

Son exemple de lutte et de vie entièrement engagée et dédiée au socialisme et à la liberté nous accompagnera à jamais. *Hasta siempre querido compañero Juan Carlos*.

Daniel Pinós

LES NÉO-NAZIS DE DEMOCRACIA NACIONAL, PARADENT À BARCELONE

La bête immonde bouge encore et même de plus en plus. Un peu partout en Europe, on peut voir ressurgir groupes et organisations néo-fascistes (qui ne veulent pas qu'on les nomme fascistes), ou d'extrême-droite (qui ne veulent pas non plus qu'on les étiquette ainsi, n'est-ce pas Marine ?). L'Espagne ne fait pas exception à la règle. Ainsi, depuis plusieurs années, le parti VOX ne cesse de grimper dans les sondages d'opinion. Comme si ça ne suffisait pas, cette année la fête du 12 octobre a vu s'étaler les revendications de tous les nazillons divers et variés.

Pourquoi le 12 octobre ?

L'origine de cette fête est la célébration de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (en fait de découverte, plutôt l'invasion et le pillage d'un continent qui était déjà habité). On a d'abord appelé ça, le *Jour de la race espagnole* ; puis pour faire simple, le *Jour de la Race*, et aussi le *Jour de l'Hispanité* pour en arriver au *Jour de la Fête nationale*. La forme change, pas le fond.

À Madrid, la commémoration officielle en présence du roi, et surtout du chef du gouvernement Pedro Sánchez, a été fortement perturbée par le groupuscule *Alternative Espagnole* aux cris de « *gouvernement socialiste traître, démission immédiate, vive Franco*… ».

Cette année on aurait pu l'appeler la « Fête aux fachos »

On pouvait voir aussi, toujours à Madrid, les fanatiques de la *Communion Traditionnelle Carliste* rendre hommage à Isabelle la Catholique et à ceux qui impulsèrent à partir de 1492 « *l'évangélisation et la civilisation* » en Amérique latine, en lançant des vivas au Christ Roi. Au même moment, à Barcelone, ce sont les membres de *Démocratie Nationale* qui défilaient drapeaux nationalistes en tête, croix gammées sur leurs tee-shirts ou même tatouées sur leurs torses nus, bras tendus pour le salut fasciste… À Valence, pour ne pas être en reste, les néo-fascistes d'*Espagne 2000* se réunissaient pour fignoler leur projet consistant à se rendre à Rome afin de participer à la célébration du centenaire de l'arrivée de Benito Mussolini au pouvoir en Italie.

À part ça, tout va bien en Espagne sous la direction des socialistes et de leur gouvernement autoproclamé *le plus progressiste de l'histoire de ce pays*.

Ramón Pino
Groupe Salvador Seguí

CHOISIS TA RELIGION
BON, EN FAIT, QUELQUE SOIT LE CHOIX, LA MOITIÉ DE L'HUMANITÉ SERA CONSIDÉRÉE COMME INFÉRIEUR À L'AUTRE, VOIR ELLE SERA INVISIBILISÉE.

Les Dieux ! Les Religions ! Mais quel Bazar !

Je suis athée. Et ma foi, je ne m'en porte pas plus mal et pour l'instant nulle malédiction ni punition divine.

Il y a de tout et pour tout le monde !

Des dieux, il y en a par milliers de par le monde, entre ceux qu'on ne vénère plus et ceux qu'on vénère actuellement. Si un seul dieu ne vous suffit pas, pas de souci, en fouillant dans la boutique aux religions vous pouvez trouver une religion polythéiste. Il y a, dans certaines religions, une déité pour tout et n'importe quoi, pour les arbres, pour les récoltes, le vin, les panaris. Pour ce qui est des dieux des premières-s Homo Sapiens ne connaissant pas l'écriture, eh bien on ne sait rien de ces dieux. Attendez, il y a même un rayon antiquité ! C'est à y perdre la tête ! Lequel choisir ? Et si je choisis, suis-je sûr de faire le bon choix ? Moi, j'ai résolu le problème : je n'en ai choisi aucun car, selon moi, ce ne sont que des mythes faribolesques !

Problème de l'authenticité et du label garanti véridique

De ce côté-là, on entre dans le mystère le plus total. Par-ci, par-là, on trouve de vieux manuscrits, mais jamais de signature d'un dieu. De plus, les textes actuels, une fois comparés aux anciens textes fondateurs, comportent de grosses voire d'énormes différences. Ne parlons pas des dieux qui ne savent pas écrire, tout se passe par la transmission orale, avec forcément là aussi des oublis, des modifications volontaires ou involontaires.

Les dieux d'amour qui provoquent des guerres

Là où ça devient extrêmement dangereux, voire tragique et même monstrueux ! Les dieux, par le biais de leurs religions qui sont censées être pleines d'amour et de respect, provoquent des guerres de religion, des massacres, des génocides. Tu es toujours l'impie de quelqu'un, l'athée de l'autre, qu'il faut exterminer à tout prix. Et c'est toujours d'actualité. Quel paradoxe.

Hiérarchies, misogynies, mensonges, scandales, homophobie, interdits de toutes sortes, liens politiques.

Forcément, dans les religions, il y a une hiérarchie hyper rarement féminine. En tant que simple croyant, tu es forcément inculte, ignorant, et tu es toujours prêt à te vautrer dans le péché, on ne mélange pas les serpillières et les serviettes.

De plus, les textes ont été remaniés pour satisfaire à la hiérarchie avide de pouvoir sur ses croyants. En parlant de pouvoir, pour le conserver et quand il y a conflits entre deux prétendants, le schisme s'impose et génère, là aussi, guerres, génocides et autres abominations. Les scandales sexuels, tout le monde en a entendu parler. Alors que les religieux prônent une bonne conduite sexuelle et impérativement hétérosexuelle. De plus, si vous êtes une femme, malheur à vous. Vous portez et incarnez tous les péchés et avez le droit de recevoir toutes les punitions les plus cruelles.

De plus, les dieux n'aiment pas voir les humains libres de leurs agissements. Interdits de manger ceci, interdits de faire cela à tel moment. Les interdits sont trop longs à lister ici. Les religions et les pouvoirs politiques font parfois bon ménage et s'appuient l'un sur l'autre pour se maintenir mutuellement au pouvoir, en bénissant la torture, la peine de mort.

La science, les religions s'en foutent

La création de l'Univers est due au Big Bang selon les avancées de l'exploration scientifique et les découvertes de la physique quantique. Si vous saviez ce que les religions s'en foutent. Selon les religions, la création du monde a des origines diverses et variées et souvent risibles. Ne parlons pas de la théorie de l'évolution, ça révulse les religieux. Et surtout, pas question pour les fondamentalistes de revenir sur le dogme de la création et réécrire les manuels de bourrage de crâne.

Dieux, Religions, fichez-moi la paix !

Pour moi, Dieu, ou les dieux, n'existent pas, aucune preuve scientifique, aucune photo, aucune vidéo, des textes fondateurs plus que douteux sur leurs véracités, origines et réécritures. Et nul besoin qu'on me dicte ma conduite via une hiérarchie, et me dire comment je dois utiliser mon corps pendant ma sexualité et avec qui, quoi manger et quand le manger et, de plus, cotiser pour faire partie des croyants.

Nul besoin de religions pour savoir que tuer, violer, mentir, avilir sa-son semblable, la-le léser physiquement ou moralement, c'est moche, indigne et monstrueux.

Et nul besoin d'un espoir d'une vie plus belle après la mort. Ni nul besoin d'un ami imaginaire qui d'ailleurs ne répond jamais.

Athéistement votre.

Frédéric Clère
Groupe Commune de Paris

Ce n'est pas parce que Dieu n'existe pas...

En SOI, Dieu (qui n'existe pas) n'a jamais été un problème. Par contre, la croyance en ce Dieu qui n'existe pas, c'est autre chose.
Autre chose qui pourrait ne pas être un problème si ce n'était que c'est sur cette croyance que se sont construites les religions et surtout leurs Églises dont c'est peu dire que...

Alors, comment aborder, sinon résoudre, cette problématique globale de Dieu, de la croyance en Dieu, des religions et des Églises, dès lors que l'on prône une société libertaire pluraliste et laïque où l'on aurait le droit de croire (ou non) en Dieu, de pratiquer une religion et le droit de critiquer et de dénoncer ces opiums du peuple et leurs dealers ?

C'est une bonne question. Quasiment diabolique !

Libertaire, pluraliste, laïque...

Une société libertaire est par définition une société de liberté et d'égalité. De libres égaux. Son « âme » est donc aux antipodes de toute exploitation et oppression de l'être humain par l'être humain. À savoir, le capitalisme, l'État, le nationalisme, le racisme, le sexisme, le patriarcat, la guerre, les dictatures de tous ordres, l'armée, la prison, le fric, la destruction sous quelque forme et quelque prétexte que ce soit des conditions de la VIE sur cette planète, l'individualisme égoïste, le collectivisme totalitaire... Son « âme » est également, par-delà le combat contre les EFFETS de ces insanités, de s'attacher à en éradiquer les CAUSES et parmi elles, celles des ALIÉNATIONS qui en favorisent l'émergence.

Est-ce pour autant à dire qu'une société libertaire serait un foutoir où MOI-JE régnerait en maître ? Bien sûr que non !

Une société libertaire de liberté, d'égalité et d'entraide n'est pas une société du MOI-JE, MOI d'abord. C'est une société pluraliste conjuguant le MOI-JE au temps du MOI-NOUS, et vice versa. Le MOI-JE, dans une société libertaire, c'est la liberté d'expression du MOI dans le respect de la liberté d'expression d'autres MOI et, donc, du MOI-NOUS. Et là encore, vice versa.

Dans ce cadre, pour ce qu'il en est de la liberté de croire (ou non), c'est pas de soucis. De même pour la liberté d'exprimer sa croyance (ou sa non croyance) dans l'espace public (à ne pas confondre avec l'espace des services publics) ou des lieux de culte dès lors que cette liberté ne contrevient pas à certaines règles de bon sens de toute vie en société.

Chez toi, dans la rue, mais pas dans un service public, si tu veux porter une croix, un croissant, ou un quelconque signe religieux ou politique, on s'en fout. Mais arborer des insignes nazis ou tout autre signe de cet ordre, c'est niet. Se balader à poil, c'est également niet. Et c'est bien dommage. Car, imaginez une charge de CRS naturistes contre une manif quelconque, nul doute que ça changerait beaucoup de choses.

De même, si tu veux partager ta croyance (ou ta non-croyance) dans un lieu spécifique (église, mosquée, temple, synagogue...), pas de soucis. À condition, là encore, que tu n'y appelles pas à la croisade, au djihad, à la haine, à l'extermination de ceux qui ne partagent pas ta croyance. Et que tu t'autofinances sans recevoir un sou de l'État ou de l'étranger.

Tout cela, c'est du simple bon sens libertaire et ça porte un nom : la laïcité.

Est-il besoin de le préciser, dans le cadre de cette laïcité, la liberté d'expression vaut également pour ceux qui critiquent toutes ces croyances. Ah bon !

Gérer les EFFETS, en limiter les CAUSES

La croyance en Dieu est, et sera toujours, de toute éternité. L'être humain, en effet, est la seule bestiole qui se pense, et, donc, ne peut pas se penser ne plus pensant. En clair, nous autres humains avons peur de la mort et nous la refusons. Et, ce faisant, nous sommes prêts à croire n'importe quel charlatan nous promettant la vie éternelle. Après la mort, bien sûr ! Personne n'a jamais pu témoigner de cette vie éternelle. Bizarre ! Dieu, peu importe lequel, n'a même pas une adresse Internet. Bizarre ! Dans le genre escroquerie c'est difficile de faire plus surréaliste. Et pourtant, ça marche !

Au « paradis » soviétique, les staliniens ont voulu interdire cette croyance insensée. Fiasco total. Le film *Don Camillo en Russie* l'illustre magnifiquement.

Dans ces conditions, la révolution sociale libertaire pour laquelle nous militons devra faire AVEC. Avec cette croyance propre à notre espèce et avec les conséquences inéluctables de cette croyance, à savoir les religions.

La laïcité permet cela en en limitant les effets pervers. Tu peux croire en ce que tu veux en privé. Tu peux exprimer ta croyance dans l'espace public (mais pas dans les services publics qui doivent être NEUTRES en la matière) ou dans ton lieu de culte, mais sous réserve de plusieurs choses. Pas question pour les croyants naturistes de se balader à poil dans la rue et pour les autres croyants d'afficher des appels à la haine et à l'extermination de ceux qui croient différemment ou pas du tout.

Tout cela relève du bon sens. D'où la nécessité d'en rester à ce bon sens laïque de la loi de 1905. Et de ne surtout pas la détricoter comme c'est depuis trop longtemps le cas au nom d'une soi-disant ouverture du genre des écoles confessionnelles « libres » et privées financées par l'État. Bref, la loi de 1905, rien que la loi de 1905, mais toute la loi de 1905 ! Reste que, dans ce cadre-là, il est néanmoins du devoir des révolutionnaires sociaux de s'attaquer aux causes des croyances et

des religions afin d'en limiter au maximum les effets. Nous allons tous et toutes mourir un jour. Ça fait chier, mais c'est comme ça. Reste qu'avant de naître nous n'existions pas et que nous n'étions pas malheureux pour autant. Et, qu'une fois morts, nous n'existerons plus et que nous ne serons pas davantage malheureux. Alors, c'est quoi la vie et la mort ? La mort on ne sait pas. Par contre, la vie on sait. C'est juste une CHANCE extraordinaire, un entre parenthèses entre le néant et le néant d'où nous venons et le néant qui nous attend. Il ne faut donc pas gâcher cette chance en supportant l'intolérable et l'insupportable du présent que certains veulent nous imposer via un chèque en bois sur l'au-delà.

Les révolutionnaires sociaux sont simplement des MATÉRIALISTES pragmatiques. Ils vivent au présent, cherchent à comprendre l'existant et à l'améliorer, et se refusent à croire au Père Noël. Personne n'est jamais revenu de la mort. Dieu (tous) n'existe que dans l'imagination de pauvres gens incrédules.

Par contre, la croyance en Dieu (qui n'existe pas) génère des religions et des guerres de religions. Et c'est incroyable que de s'entretuer pour quelque CHOSE qui n'existe pas. Et c'est incroyable d'accepter de souffrir ici-bas le martyre de l'exploitation et de l'oppression au profit d'un quarteron d'enfoirés, dans l'espoir insensé de pouvoir ENFIN vivre heureux... après la mort.

En guise d'homélie

La laïcité, contrairement aux religions, permet la cohabitation entre croyants de toutes croyances. La révolution sociale permet de vivre au mieux, tout de suite, ici et maintenant et ce faisant, de profiter de la vie au présent. La laïcité et la révolution sociale n'empêcheront pas les bestioles humaines d'avoir peur de la mort. Mais, du moins, en leur faisant goûter au plaisir de vivre, elles leur feront prendre conscience de l'escroquerie que véhiculent TOUTES les religions.

Jean-Marc Raynaud

...qu'il ne faut pas s'en débarrasser !

FAITS D'HIVER
L'OPIUM DU PEUPLE

Comme toutes les bestioles, la bestiole humaine pense. Mais, chance ou pas de chance, elle SE pense. Et, se pensant, elle peut difficilement se penser ne plus pensant. D'où sa peur de la mort.

Cette peur, légitime, de la mort représente un MARCHÉ dont certains se sont emparés. En l'occurrence, les religions et leurs institutions. En inventant, d'abord, DES, et ensuite, UN Dieu. Le leur. Le marketing était simple. Plus vous souffrirez (à notre profit) ici-bas et plus, une fois mort, vous aurez de chance d'accéder à la vie éternelle. Aussi incroyable que ça puisse paraître, ça a marché et ça continue de marcher. Alors que Dieu n'existe pas et que les dégâts collatéraux sont innombrables. Du genre se faire exploiter et opprimer ici-bas, guerres de religions, patriarcat de merde...

Bref, c'est flagrant, la croyance en ce machin inventé de toutes pièces, comme l'adhésion aux religions qui en ont fait un business à leur profit, est un anesthésiant de premier ordre à toute velléité de révolte contre l'intolérable de l'existant. Une DROGUE dure !

Dans ces conditions, se battre contre les dealers relève de l'évidence. Mais, éradiquer le besoin de drogue l'est beaucoup moins, alors que, c'est là le fond du problème.

Une révolution sociale ne résoudra sûrement pas tout. Mais, en offrant la possibilité et les conditions de vivre librement et égalitairement aujourd'hui, elle contribuera, à l'évidence, à atténuer cette peur de la mort qui nous bouffe la vie.

Vive la vie, bordel de merde de nom de dieu. Et la vie c'est tout de suite, ici, et maintenant. Pas quand on sera mort !

Jean-Marc Raynaud

Femmes, vie, liberté : mollahrchie, assez !

“ Mais le voile n’est pas le seul problème des femmes. Danser, chanter, jouer de la musique ou serrer la main des hommes sont aussi des activités à risque. Avant 1979, les femmes iraniennes étaient libres. Elles veulent le redevenir. ”

Chahla Chafiq

Le 16 janvier 1979, Mohammed Reza Pahlavi, le dernier Shah d’Iran, est contraint de quitter le pays sous la forte houle des mobilisations et protestations populaires qui contestent son régime. C’est Rouhollah Khomeini, après 15 ans d’exil, dont quelque temps en France, qui revient le 1er février et déclare la fin de la monarchie dix jours plus tard. Il met en place un gouvernement provisoire et rétablit l’*ordre* avec les *Gardiens de la révolution*. Dès mai 1979, les théologiens font main basse sur le pouvoir, ils s’imposent dans tous les gouvernements locaux. Les opposants et les figures de l’ancien régime sont éliminés par les tribunaux *révolutionnaires*. Le référendum du 1er avril 1979 aboutit à l’instauration d’une république islamique chiite. Khomeini en prend la tête et devient le Guide Suprême. Les femmes ont manifesté en grand nombre, 100 000, le 8 mars 1979, « *La liberté n’est ni occidentale, ni orientale, elle est universelle* », mais rien n’y fait : elles doivent porter le hijab conforme. Retour sur les 43 années de république islamique d’Iran, en compagnie de Chahla Chafiq, féministe, sociologue, écrivaine iranienne, pour la dernière période, invitée dans l’émission Femmes libres sur R adio libertaire.

Toutes les femmes sous surveillance

En fait deux *légitimités* cohabitent : une *légitimité* politique et une *légitimité* religieuse, dorénavant avec un pouvoir religieux supérieur au pouvoir politique, donc pouvoir absolu du religieux. Mise en place au lendemain de la révolution islamique en 1979, la police des mœurs est une unité de répression arbitraire qui sème la terreur, et que craignent toutes les femmes. Khomeini impose le port obligatoire du hijab pour les Iraniennes dans les lieux publics, foulard islamique qui couvre les cheveux mais laisse le visage apparent. En 1983, même les fillettes à partir de 7 ans doivent le porter. Un hijab mal ajusté, et il est question d’acte *haram*, c’est un péché. Toute Iranienne vue en public sans foulard est passible d’une arrestation, d’une peine de prison, de la flagellation ou d’une amende.

Tout est réglementé : le foulard, la couleur des chaussures, la surveillance des sorties accompagnées par un homme (père ou frère, mais pas le petit copain) des filles et des femmes, l’interdiction des manteaux trop courts, des jeans troués, des pantalons moulants ou de couleurs trop vives, pas le droit non plus au vernis à ongles, aux manches courtes ou aux chevilles visibles… Quant aux hommes, ils ne peuvent avoir des coiffures à la mode, avec du gel par exemple, ou porter des colliers.

Selon *Amnesty International*, « *entre mars 2013 et mars 2014, plus de 2, 9 millions de femmes iraniennes ont reçu un avertissement de la police pour non-respect du code vestimentaire islamique et 18 081 autres femmes ont été déférées aux autorités judiciaires pour être poursuivies et sanctionnées* »[1]. Conduites au poste de police, les Iraniennes arrêtées doivent signer un papier où elles s’engagent désormais à respecter la loi. Si elles résistent, elles sont alors transférées dans des centres de détention, et les punitions pleuvent : coups, tortures, viols, pouvant entraîner la mort comme pour Mahsa Amini. Dans la même veine, en 1989, Khomeini condamne à mort l’écrivain Salman Rushdie à travers une fatwa qui accuse celui-ci de blasphème contre le prophète de l’islam, Mahomet, en raison des *Versets sataniques*. La même année, Khomeini meurt.

De la Monarchie à la Mollahrchie

C’est le président sortant, Ali Khamenei, qui devient le nouveau Guide de la *révolution*, élu à vie par l’assemblée des experts théologiens, même s’il est constitutionnellement révocable : il y est encore depuis 33 années ! Il poursuit la politique du régime religieux de Khomeini. 89 % de la population appartient officiellement à l’islam chiite et ceci sans préjuger de leur pratique religieuse. Outre le sunnisme, qui représente environ 10 % de la population, les autres religions sont le zoroastrisme, le christianisme, le judaïsme,… à hauteur de 1 % de la population. Ces trois religions sont reconnues comme les seules minorités religieuses qui, dans les limites de la Charia, sont libres d’accomplir leurs rites religieux et, quant au statut personnel et à l’éducation religieuse, elles peuvent agir en conformité avec leur liturgie. Si l’enseignement de leur religion est assuré et respecté dans les écoles publiques et dans leurs propres institutions, cependant, du fait du Bureau des minorités, les religions minoritaires sont particulièrement surveillées et contrôlées. Le ministère de l’éducation insiste pour que les directeurs des écoles soient des musulmans, que tous les cours soient donnés en persan, que toutes les classes de littérature arménienne, par exemple, aient reçu une approbation de l’administration et que toutes les étudiantes observent le port du hijab en classe.

En 1993, le Parlement adopte une loi rendant obligatoire la mention de la religion sur les cartes d'identité, favorisant encore plus le contrôle des minorités. Les conséquences ne se font pas fait attendre : éviction des chrétiens des services publics, des écoles, de l'armée et des institutions de l'État. Bien qu'il n'y ait aucune loi se rapportant à l'abandon d'une religion, l'application de la loi islamique condamne l'apostasie d'un musulman par la peine de mort. De fait, la persécution des minorités relève d'une politique d'État. La loi iranienne exige que tous les Iraniennes et Iraniens se conforment aux codes vestimentaires, à la prohibition de l'alcool et à la séparation des genres en public, même celles et ceux qui sont adeptes de religions minoritaires bien que ce soit dans certaines situations contraires à leurs traditions religieuses. L'ONU comme *Amnesty International* et *Human Rights Watch*, dénoncent régulièrement depuis des années les persécutions frappant les minorités religieuses en Iran, principalement les baha'is[2] et les chrétiens, surtout protestants : intimidations, arrestations arbitraires, emprisonnements et condamnations sous divers prétextes fallacieux, morts suspectes, confiscations de biens, destructions de lieux saints et profanations de cimetières, discriminations au travail et dans l'éducation.

Quant au président de la république, l'équivalent du premier ministre français, Akbar Hachemi Rafsandjani sera à ce poste de 1989 à 1997, avant d'être membre de l'assemblée des experts et président du conseil du discernement. Puis en 1997, Mohammad Khatami est élu président, il sera réélu en 2001 et remplacé en 2005 par le maire de Téhéran, ultraconservateur, Mahmoud Ahmadinejad, puis en 2013, par Hassan Rohani, « plus modéré ». Si le Guide suprême est élu à vie, la durée du mandat présidentiel iranien est de 4 ans, renouvelable consécutivement qu'une fois. À l'issue de deux mandats, la présentation à l'élection, pour un troisième mandat, n'est possible qu'au bout de 4 ans. Depuis 2021, Ebrahim Raïssi, très conservateur, est le président. Pour son élection, ce fut le scrutin le moins *démocratique* de l'histoire de la République islamique d'Iran. La candidature d'aucune femme ne fut retenue par le Conseil des Gardiens, institution non élue filtrant les candidatures. La participation électorale a ainsi accusé une chute de 23 %, passant de 71 à 48 %.

En 1979, les espoirs d'une république démocratique avec des principes d'indépendance, de liberté, d'égalité et de tolérance ont été tout de suite déçus. La théocratie constitutionnelle n'a rien à voir avec une république démocratique. La totalité du pouvoir a été transféré vers le Guide suprême, avec un régime totalitaire à l'islam violent. La république n'est devenue qu'une Mollahrchie aux relents d'inquisition. Le principe de *velayat-e faqih* correspond à la somme de Dictature et Théocratie. Le *velayat-e faqih* est une tyrannie de droit divin, une copie déviante de la monarchie absolue. L'organisation en est la suivante, avec des religieux à tous les étages :

- l'assemblée d'experts, soit 86 théologiens ;
- le conseil des gardiens, au nombre de 12, avec 6 religieux et 6 juristes (civils ou religieux) ;
- le conseil du discernement, pour arbitrer les conflits entre les différentes instances et conseiller le Guide ;
- le parlement iranien, le Majlis, composé de 290 membres en une seule chambre.

Amnesty International classe l'Iran dans les deux pays ayant le plus fort taux d'exécution à mort, avec la Chine. La torture et le viol par les gardiens de la révolution sont très régulièrement dénoncés, même si les messages sont faussés car souvent la famille et les proches qui se plaignent sont elles-mêmes menacées de torture, d'emprisonnement ou d'assassinat. Et les Mollah ne font pas que menacer, ils passent à l'action. Il n'est qu'à voir depuis le 16 septembre 2022, combien de manifestant·es ont-ils, ont-elles été tué·es, après matraquage et torture ou même de sang-froid par balles réelles. Ils ont beau dire que les révoltes, celles de 2009, 2017 ou 2022 sont déclenchées par un triangle, les États-Unis, Israël et les *monaféquine* (terme religieux péjoratif utilisé par la théocratie iranienne en référence aux Moudjahidine du peuple, l'opposition principale au régime), les slogans fusent : « *Notre ennemi est ici même, alors qu'on nous ment en disant que c'est l'Amérique* ». En 2009, un mouvement d'envergure a démarré à l'occasion des élections présidentielles en revendiquant citoyenneté et démocratie dans ●●●

Femmes, Vie, Liberté : Mollahrchie, assez !

•••

le slogan « *Où est mon vote ?* » des jeunes. La fraude électorale massive était dénoncée profitant au président sortant Ahmadinejad au mépris de Moussavi, le candidat réformateur. Ce mouvement a éclaté un an et demi avant les *révolutions* arabes de fin 2010-2012 qui inaugurait ainsi l'aspiration démocratique des sociétés civiles moyen-orientales assujetties à des gouvernements autocratiques, dans des États s'appuyant sur des groupes répressifs, ennemis mortels du pluralisme politique.

Les Iraniennes debout et fières !

En 2009, le mouvement a été très sévèrement réprimé. Les intellectuelles iraniennes ont subi une répression abominable pour des revendications portant sur l'égalité juridique des droits et un accès égalitaire aux postes de travail. La théocratie n'a pas hésité à les torturer mentalement voire physiquement. Shirine Khorassani, Narges Mohammadi, Simine Behbahani et aussi de nombreuses autres femmes ont été emprisonnées et contraintes à de lourdes cautions pour leur libération conditionnelle et à la confiscation de leurs biens en cas de récidive. Un écrasement mental et social ne permettant pas un mouvement collectif.

Cette année, le 5 juillet 2022, une loi « *sur le hijab et la chasteté du pays* » a été mise en place par le président Ebrahim Raïssi. Ainsi de nouvelles restrictions vestimentaires s'imposent aux femmes. Le foulard obligatoire pour les femmes doit, en plus de couvrir les cheveux, également couvrir le cou et les épaules. La banque iranienne Mellat, qui compte 1 400 succursales en Iran, a publié une directive interdisant aux employées de porter des chaussures à talons hauts et des bas. Elle interdit aussi à ses directeurs masculins d'avoir des femmes comme assistantes administratives. Le 5 juillet également, le bureau du procureur de la ville de Mashhad a publié une lettre demandant au maire d'empêcher les femmes qui portent un « *hijab inapproprié* » d'utiliser le métro[3]. Alors, des activistes ont appelé les femmes à sortir dans les rues des villes iraniennes sans hijab, le mardi 12 juillet. Le mouvement a été lancé sur les réseaux sociaux en réaction à la montée de la répression des libertés des citoyennes.

Ce mouvement de 2022 montre des femmes au premier plan. Les femmes ont souvent dénoncé le patriarcat, mais parce qu'elles étaient le plus souvent intellectuelles ou occidentalisées, leur voix ne portait guère jusqu'au cœur des quarante millions d'Iraniennes, tant la grande partie des hommes, arrimés aux valeurs familiales s'y opposaient ou refusaient de s'y engager. Désormais, « *des verrous essentiels ont sauté, le mensonge et la peur* »[4]. Le mouvement des femmes, après l'assassinat de Mahsa Amini, 22 ans, matraquée et laissée sans soins (16/09), puis de Hadis Najafi, 20 ans, tuée de 6 balles (23/09), et aussi celui des lycéennes, Nika Chakarami, 17 ans, torturée et tuée (20/09), et Sarina Esmailzadh, 16 ans, matraquée et tuée (23/09) a fait venir, en nombre important, les hommes aux manifestations. Et pourtant, la police continue de matraquer, de tuer, d'emprisonner, plus d'une centaine de morts et des milliers d'arrestations, mais la jeunesse se retrouve dans la rue, celle qui est née au XXIe siècle, les enfants et petits-enfants de ceux et celles qui s'étaient déjà levé·es mais qui n'avaient pas pu se dégager de l'emprise du pouvoir théocratique fondé sur la peur, la corruption et la répression. Des parents, et des grands-parents qui avaient pris part à la *révolution* islamique de 1979, et aux mouvements de la dernière décennie, les rejoignent. Tous et toutes partagent leur exaspération face au pouvoir répressif et corrompu. Les slogans « *À bas la dictature* » ou « *On ne veut plus de ce pouvoir* » sont largement entendus dans les manifestations.

Dénoncer le patriarcat et la théocratie

La nouvelle génération dirige ainsi un mouvement de société civile, dans la passion de la liberté et en cristallisant toutes les protestations et les résistances accumulées depuis 43 années, sur des revendications concrètes comme le rejet du voile obligatoire. « *Le voile est un symbole, un étendard, un drapeau. L'obligation du port du voile, ce n'est pas seulement se couvrir la tête et le corps, c'est aussi toute une série de mesures accompagnant les lois discriminatoires, l'infériorisation des femmes dans le champ de la famille, mais également la mise en place d'une police de conduite morale. C'est cela qui a causé la mort de la jeune Mahsa en septembre dernier, qui a motivé les premières protestations donnant lieu à une révolte généralisée* ».

C'est une remise en cause du pouvoir théocratique qui veut continuer à enfermer le corps des femmes dans un voile, au nom d'une pudeur féminine d'un autre âge. « *Le système hiérarchique du pouvoir islamique s'appuie sur la manipulation des religieux pour placer à la tête de l'État et à sa tête, le leader suprême religieux. Il domine les femmes, puis tout citoyen, et annihile toute liberté* ». Et pourtant, soumises à cacher leur corps, les filles vont à l'école, deux millions de jeunes femmes étudient aujourd'hui à l'université représentant la moitié des étudiant·es, partageant culture et science avec les jeunes hommes, sans sentiment d'infériorité. Comme dans de nombreux pays, les jeunes se saisissent des réseaux sociaux pour savoir comment vivent, pensent, chantent, dansent les autres jeunes du monde, ou en joignant les moins jeunes quand ils et elles s'adressent aux membres de leur diaspora, à leur famille et ami·es exilé·es.

Depuis trois décennies, le pouvoir n'a pas permis une amélioration des conditions de vie, bien au contraire. Le fossé des classes se creuse entre les puissants qui possèdent quasiment tout et les gens d'en bas de plus en plus pauvres. La classe moyenne s'appauvrit face à une inflation débridée et une corruption éhontée, si bien que le pouvoir perd tous les médiateurs potentiels entre la société civile et lui. Sa seule force c'est intimider et tuer ! C'est de semer la terreur ! « *Le pouvoir survit sur une armée idéologique, c'est-*

à-dire sur des gens qui ont des intérêts comme dans tous les systèmes totalitaires, qui développent une classe sociale liée au pouvoir par l'argent et l'idéologie. Ce qui reste de la première décennie, c'est le mensonge et la corruption généralisée du pouvoir, la pauvreté galopante, l'absence totale de liberté ».

Le mouvement féministe en Iran, en contestant le voile forcé, rejette cette emprise humiliante sur le corps des femmes, cette servitude à un ordre patriarcal qui les dépossède. Ôter son voile en pleine rue devant la police, c'est une remise en cause frontale de l'hégémonie illégitime du régime théocratique, ce pouvoir des mollahs. Bout de tissu à retirer, à brandir, à brûler comme tous les oripeaux de ce régime d'enfer ! Et les portraits du Guide suprême sont piétinés, arrachés, mis à feu : quel *blasphème* ! Dimension symbolique que ressentent les jeunes hommes car ils comprennent la dépossession de leur être à eux aussi, dépossession qui s'opère si on ne réagit pas, par un État immoral et dépravé. La répression généralisée est érigée en unique doctrine de gouvernement. « *Le retour de la religion dans la politique est un phénomène de l'époque, cela ne se réduit pas à l'islam, l'islamisme est mis au-devant de la scène, c'est une idéologisation de la religion à des fins politiques. Mais depuis les années 1980, on est en train de vivre une articulation et une alliance entre des mouvements idéologico-religieux de toutes obédiences, les évangélistes y compris, avec les forces d'extrême-droite et répressives. La base de ce mouvement idéologico-politique religieux, lié avec des extrêmes, c'est toujours la répression des libertés sexuelles, le sexisme, le racisme parfois, ce sont des idéologies qui répriment toute liberté et tout ce qui sort de l'ordre. Et l'ordre moral qu'ils proposent, c'est la domination sexiste* ».

Mais les sociétés civiles ne sont pas encore étouffées tant qu'elles sont en mouvement contre l'illégitimité. « *Quoiqu'il arrive, même si ce mouvement ne parvient pas à renverser le régime, il a déjà fait reculer le régime, certains proposent des aménagements, cela ne suffira pas bien sûr. La peur a changé de camp. Cette victoire est chère payée car beaucoup de sang a été versé. Si le mouvement venait à mourir, il n'aura pas été vain. Il renaîtra plus fort et dans une forme plus radicale encore* ».

Dans le livre, *Le rendez-vous iranien de Simone de Beauvoir*[5], Chahla Chafiq rappelle que Simone de Beauvoir a refusé de porter le hijab en rencontrant Khomeini, mais surtout en utilisant les paroles des jeunes sur des blogs en 2019, elle a dépeint une jeunesse éprise de liberté, d'émancipation au mépris de sa vie. Tout ce qui fait écho aujourd'hui, avec cette jeunesse et ce mouvement qui bravent le régime mortifère des normes et des mœurs que le pouvoir islamique impose à tous et toutes. Les femmes ont déclenché un mouvement non violent et puissant, une bombe qui s'appelle liberté.

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Emission Femmes libres, Radio libertaire, 89.4
https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/03/sexual-and-reproductive-rights-in-iran/
Le baha'isme est une religion abrahamique et monothéiste et proclamant l'unité spirituelle de l'humanité. Rassemblant 300 000 adeptes en Iran extrêmement persécutés, de manière génocidaire dans les années 1980, cette religion est exclue de la protection constitutionnelle accordée aux minorités religieuses. Elle s'est aussi développée au Égypte, au Yémen, etc.
https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20220712-iran
Chahla Chafiq, dans l'émission Femmes libres sur Radio libertaire, 89.4 : https://emission-femmeslibres.blogspot.com/2022/10/chahla-chafiq-cornelia-moser.html Toutes les citations suivantes émanent des propos de Chahla Chafiq au cours de cette émission.
Chahla Chafiq, *Le rendez-vous iranien de Simone de Beauvoir*, éditions iXe, 2019.

Iran : révolte ou révolution ?

Quand vous commencez à lire ces lignes un nom et un slogan vous sont déjà familiers : Mahsa Amini et « *Femme, Vie, Liberté* ». Mais qui était Mahsa ? Pourquoi ce slogan ? Est-ce une révolte ou une révolution qui se passe sous vos yeux en Iran ?

L'échec de la révolution de 1979 suivie par l'instauration d'un régime théocratique n'est plus à démontrer. Ce régime est la résultante d'une anicroche historique dont la dénomination même est un oxymore, République islamique : une république pourrait être théocratique ? Une théocratie pourrait être démocratique ?

Quand les femmes sont victimes d'une révolution

Ce régime n'a jamais pu, ni voulu, modérer ou répondre aux antagonismes de la société iranienne. Il les a aggravés et empirés. Il a toujours essayé de créer une crise pour cacher la précédente. Il a englouti la société dans une réaction plus que moyenâgeuse. Il a installé un véritable apartheid sexiste contre la moitié de la société : les femmes.

La lutte des femmes pour leur émancipation ne date pas d'hier : Bibbi Maryam Bakhtiari est une figure importante de la Révolution constitutionnaliste de 1905-1906 d'Iran. Elle a pris fait et cause pour les droits des femmes. Elle s'opposa à un mollah réactionnaire qui s'appelait cheikh Fazlollah Nouri.

Mais l'émancipation des femmes rencontra aussi des accrocs quand elles-mêmes ne furent pas de véritables actrices et que les évolutions sociétales ne furent pas prises en considération. Reza Pahlavi le fondateur de la dynastie des Pahlavi, dont le fils a été renversé en 1979, voulut imposer l'interdiction du port du voile islamique. Il décréta le 8 janvier 1936 l'interdiction du hijab dans les écoles, universités et administrations. Des millions de femmes ont alors décidé ou ont été obligées par leurs pères, frères ou maris de rester cloîtrées dans les maisons. Six ans plus tard, le ministère de la « culture » de la même monarchie ordonna que les femmes n'aient plus le droit d'entrer dans les écoles, universités et administrations de l'État sans hijab islamique !

L'ayatollah Khomeiny s'est emparé du leadership de la révolution de 1979. Il avait l'appui financier des commerçants du Bazar (la bourgeoisie commerçante), très importante à l'époque. Il avait aussi le réseau organisationnel des mosquées que le Chah (le roi) avait laissé libre, contrairement à toutes les autres oppositions de gauche, marxistes ou même nationalistes qu'il avait réprimées. Khomeiny a toutefois bien compris que, malgré les appuis financier et organisationnel, il n'arriverait pas à renverser le régime. Il a alors promis monts et merveilles à tout le monde y compris

aux femmes, en disant par exemple que le hijab ne serait pas obligatoire. Cette promesse n'a pas duré longtemps. Le 11 février 1979, le régime du Chah fut renversé et le 8 mars 1979 Khomeiny déclara : « *Les femmes doivent sortir avec le hijab islamique… On m'a dit que les femmes circulent nues dans les administrations*. » La résistance féminine n'a pas tardé. Les femmes étaient dans la rue le même jour, à l'occasion du 8 mars, et cinq jours plus tard contre le hijab islamique obligatoire. Elles disaient entre autre : « *La liberté est universelle* » et « *Nous n'avons pas fait la révolution pour régresser* ».

Au cours de ces quatre décennies de vie néfaste, le régime des mollahs a sans cesse renforcé son arsenal législatif misogyne. Il a aussi mis en place des moyens de répression énormes, dont une partie spécialement contre les femmes. La patrouille Ershad (Guidance) ou police des mœurs est un moyen de répression principalement anti-femme, sous forme de vans blancs et verts avec quatre policiers dont deux femmes à bord. Le budget dédié à cette p atrouille pour l'année en cours est deux fois et demi supérieur au budget des urgences médicales du pays. L'opacité statistique ne permet pas d'avoir un bilan des persécutions de la police des mœurs mais des féministes avaient donné des chiffres il y a huit ans pour une année : 2 910 798 rappels à l'ordre, 225 134 engagements écrits dans les vans de respecter le hijab et 18 171 poursuites judiciaires. Les femmes d'Iran désobéissent majoritairement à la loi du hijab islamique obligatoire.

Quand une mèche de cheveux allume une explosion

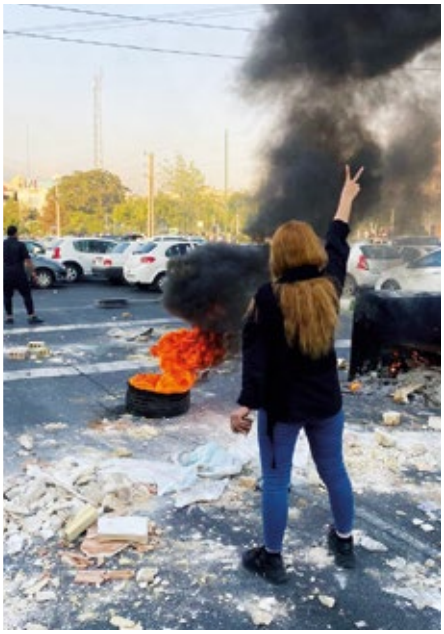
Mahsa Amini était une jeune femme kurde iranienne de 22 ans, en voyage à Téhéran avec sa famille le 13 septembre. Un van de la police des mœurs l'arrête devant une station de métro, non pour absence de hijab mais pour un foulard mal mis laissant apparaître une mèche de cheveux, une forme de résistance depuis des décennies pour des jeunes comme elle. Le frère de Mahsa leur dit : « *N'arrêtez pas ma sœur, nous sommes étrangers ici*. » Chaque mot de cette phrase a un sens important. Voilà un frère qui défend sa sœur, alors que le régime demande aux hommes d'imposer aux membres féminins de leur famille le respect des règles archaïques religieuses. Il leur dit aussi : « *Nous sommes étrangers*. » Le régime a toujours considéré les Kurdes comme des étrangers dangereux. Un Kurde n'a, par exemple, pas le droit de se présenter comme candidat aux élections présidentielles, car légalement un candidat ne peut être que chiite et la plupart des Kurdes sont sunnites. Les Kurdes comme les Baloutches, les Azéris, les Arabes et toutes les autres nationalités vivant en Iran n'ont même pas le droit de pratiquer leur langue dans les écoles, administrations etc. Le persan est la seule langue officielle. Et il est fort probable qu'une fois Mahsa embarquée, les policiers l'aient battue plus fort s'apercevant de son accent. Mahsa est décédée à l'hôpital trois jours plus tard d'après les autorités, ou peut-être avant car elle avait reçu des coups mortels à la tête avant son transfert à l'hôpital.

Le choc de la mort de Mahsa a été tel que les protestations ont commencé devant l'hôpital le 16 septembre. Les réseaux sociaux explosent avec l'hashtag #Mahsa_Amini (en persan) de telle sorte que le record de tous les temps de Twitter est battu.

Le régime, effrayé par une telle ampleur de protestations, fait tout ses efforts pour que les obsèques de Mahsa dans sa ville kurde de Saghez soient très calmes, mais il échoue totalement. Plusieurs centaines de personnes se rassemblent. Deux événements majeurs se passent au cimetière : les femmes retirent leur hijab et tournent en l'air les foulards, un petit groupe de participants crie : « *Femme, Vie, Liberté* » en kurde (mots venus du Rojava où les femmes du YPJ ont vaincu Daech).

Les protestations continuent encore plus d'un mois après la mort de Mahsa. Des centaines de milliers de femmes participant aux protestations retirent leur hijab pendant les manifestations ou brûlent leur foulard. « *Femme, Vie, Liberté* », scandé pendant les obsèques de Mahsa, se répand d'abord dans d'autres villes du Kurdistan d'Iran puis, comme une traînée de poudre, dans plus de 131 villes où les protestations sont en cours. De plus, chaque nationalité a traduit ces trois mots dans sa langue : arabe, azéri, turkmène, baloutche, lur, etc. La République islamique n'aurait jamais cru que la mort d'une jeune femme kurde pourrait créer une telle solidarité entre les gens de différentes cultures et nationalités qu'elle a toujours essayé de diviser. ●●●

Iran : Révolte ou Révolution ?



Quand la répression est impuissante

Le régim e des mollahs crée toujours une crise pour couvrir la précédente, là aussi il a perdu. Il nie la mort de Mahsa par coups mortels à la tête en déclarant qu'elle avait des maladies chroniques. Les protestations se développent et les Pasdaran (Gardiens de la révolution) vont bombarder les bases des groupes et partis kurdes d'Iran au Kurdistan d'Irak. Les Baloutches, à l'autre extrémité du pays, manifestant en signe de solidarité avec les Kurdes, sont massacrés massivement, au moins 91 morts pour la seule journée du 30 septembre. Les étudiants se solidarisent et protestent avec les Kurdes et les Baloutches à Téhéran, on les embastille dans les universités. Pour faire encore plus diversion, on provoque un grand incendie dans la prison d'Evin, l'une des plus sécuritaires du monde où des centaines de prisonniers politiques sont détenus, et on dit que les prisonniers de droit commun en sont responsables.

Les révoltes précédentes, en particulier celles de 2018 et 2020, avaient des causes telle l'augmentation du prix des produits de première nécessité et des carburants. Elles se sont déroulées sur quelques jours et ont été durement réprimées. Pour la révolte de 2020, Amnesty International parle de plus de 350 morts et Reuters de plus de 1 500. Les protestations actuelles sont entrées dans leur deuxième mois et continuent. Le mouvement actuel paraît s'adapter à la coupure totale ou restriction d'Internet en choisissant d'autres modes d'organisation, ce qui n'a pas été le cas précédemment. Les gens faisaient des manifestations sporadiques sans les annoncer auparavant, alors que, dans le mouvement actuel, les protestataires annoncent des dates pour une ville ou une autre et les événements ont bel et bien lieu. Des manifestants utilisent aussi d'autres tactiques. Une date était donnée pour la très importante ville d'Ahvaz pour vendredi mais toute la ville était en mouvement la veille. Si, pendant les révoltes précédentes, les populations les plus pauvres urbaines et périurbaines étaient les principales participantes, maintenant l'on constate l'engagement d'autres couches et classes sociales. Rien qu'à Téhéran, les manifestations sont aussi nombreuses dans les quartiers extrêmement pauvres du sud de la mégapole que ceux plus huppés du nord. Jamais un mouvement n'avait entraîné un soutien artistique aussi large que maintenant : le nombre de chansons révolutionnaires, de dessins, de réalisations vidéo du mouvement actuel, en seulement un mois, n'a jamais eu d'égal. Les très jeunes écoliers et surtout les lycéennes n'avaient jamais pris une part aussi importante qu'actuellement. Iels manifestent pratiquement tous les jours, elles se présentent sans hijab aux classes puis descendent dans les rues et jettent par terre les photos de Khamenei, qu'elles ont déchirées de leurs manuels scolaires. Les ouvriers commencent à débrayer et faire grève non pour des revendications d'augmentations de salaire, dont ils ont pourtant fortement besoin, mais pour protester contre la répression politique. Les ouvriers des firmes non étatiques de l'industrie pétrolière, une industrie clé en Iran, ont déjà fait grève et le régime a arrêté plus de 100 d'entre eux. On a coupé leur Internet mobile pour qu'ils n'envoient pas d'informations. On a même coupé l'eau courante et l'électricité de leurs camps et dortoirs, alors qu'ils travaillent dans des zones du pays où la température atteint quelquefois les 50 degrés. Un autre signe dans le mouvement actuel est la solidarité internationale, jamais constatée auparavant.

La répression est féroce. Selon un bilan publié par une organisation des droits de l'homme non gouvernementale, au 18 octobre 2022, 31e jour du mouvement, 215 personnes, dont 27 de moins de 18 ans, ont été tuées dans les manifestations partout en Iran. Les blessés se comptent par milliers. Le nombre d'arrestations arbitraires est inconnu. Rien qu'à Tabriz, la police politique a préventivement arrêté 1 700 personnes en raison des appels aux manifestations et de l'importance historique de cette ville azérie.

Ce n'est qu'un début ?

Alors, révolte ou révolution ? Citons la réponse de Djaafar Azimzadeh de l'« Union Libre des Ouvriers d'Iran », basée dans le pays, mais interdite. Il a été plusieurs fois emprisonné pour son militantisme ouvrier. Il a publié un article le 17 octobre qui a pour titre « *Insurrection du peuple d'Iran, une grande Révolution historique* » :

« *Le monde est témoin de la formation de la plus grande Révolution du 21e siècle en Iran… Cette Révolution aura, chemin faisant, de gigantesques conséquences non seulement en Iran mais dans tout le Moyen-Orient et même dans le monde… C'est une Révolution pour les libertés et l'égalité… Cette Révolution est celle des femmes, des jeunes, des adolescents, des ouvriers, des enseignants et des écoliers de l'ère informatique et d'échanges d'informations mondiales…* »

Nader Teyf
Groupe Commune de Paris de la FA

Une femme iranienne

Iran. 2011. 1 h 42. Ressortie en salles le 12 octobre 2022 Au vu de la demande des exploitants, et tenant compte de la situation politique et sociale en Iran, le distributeur Outplay a décidé de ressortir le film ***Une femme iranienne*** de la réalisatrice Negar Azarbayjani le 12 octobre 2022. Par cette démarche, l'équipe d'Outplay souhaite soutenir la réalisatrice et toutes les artistes iraniennes du film.

Différentes et pourtant semblables

Deux femmes que tout devrait séparer, l'une contrainte de conduire un taxi, respectueuse des valeurs traditionnelles, la deuxième, issue d'un milieu très aisé et promise à un mariage forcé, vont se croiser, se parler, s'aider, se comprendre. L'une, Irana, se bat pour payer une dette qui cloue son mari en prison et la deuxième, Adineh, issue d'un milieu aisé, intrinsèquement rebelle - on apprend vite qu'elle est trans -, attend désespérément son passeport pour pouvoir quitter l'Iran. On comprend rapidement que leurs deux destins ne sont pas si éloignés. Les deux femmes sont dépossédées d'elles-mêmes, forcées de porter le voile, surveillées sans cesse par les voisins, la famille, la police. Elles se débattent pour exister dans une société où il est impossible d'échapper aux traditions et aux bonnes mœurs, où le simple fait d'ôter le foulard devient un acte politique subversif clairement anti-régime théocratique.

Negar Azarbayjani, la réalisatrice, réussit à nous faire vivre l'étouffante condition de la femme à travers ces deux personnages interprétés par deux comédiennes magnifiques et touchantes de vérité. Les regards échangés sont poignants, rien n'est inutile dans la narration de cette course vers la liberté. Les mots sont échangés dans l'urgence. Les deux femmes ne trichent pas, elles n'ont pas le temps, elles s'observent et elles vont à l'essentiel. Elles se doivent d'être fortes, chacune avec son propre combat. Tout le film se construit sur cette relation d'amitié que ces deux femmes aux parcours peu communs vont tisser pas à pas, une amitié, au départ improbable, pure et combative, sans manichéisme, et c'est ce qui fait de cette histoire, on a envie de dire, une histoire universelle.

Alors, on pense à toutes les femmes aux destins sacrifiés, à celles qui osent et celles qui se battent.

On pense aux victimes anonymes et à celles qui, comme Mahsa Amini assassinée à l'âge de 22 ans par la police des mœurs iraniennes le 13 septembre dernier, meurent sous les coups d'une féroce répression.

On pense à Negzzia, réfugiée à Paris, condamnée à un minimum de 148 coups de fouet dans son pays, autrement dit condamnée à mort pour atteinte à la pudeur et à son cri pour la liberté publié aux Éditions du Cherche Midi sous le titre *Dis adieu à ton corps*.

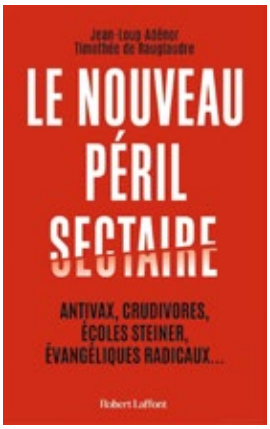
« ***Il suffira d'une crise politique, économique et religieuse, pour que les droits des femmes, nos droits, soient remis en question. Votre vie durant, vous devrez demeurer vigilantes.*** »

Simone de Beauvoir.

Mireille Mercier et Daniel Pinós
Un strapontin pour deux

Une femme iranienne. Un film de Negar Azarbayjani. 1h42.
Née en 1974, Negar Azarbayjani obtient un diplôme de cinéma à l'Université d'art de Téhéran.
Elle obtient ensuite une maîtrise en Arts visuels des médias à l'Emerson College de Boston.
Elle débute sa carrière en réalisant des séries TV et en travaillant comme monteuse.
Après un rôle dans *Nasl-E-Sookhte*, de R. Mollagholi Poor, elle s'installe aux États-Unis. Elle réalise de nombreux courts-métrages. *Une Femme iranienne* est son premier long-métrage de fiction. En 2017, elle réalise son deuxième film, *Season of Narges*. Le film a été primé au Festival de Toronto en 2011.
Les actrices : Ghazal Shakeri (Irana) et Shayesteh Irani (Adineh Tolooyi)

Manipulations, argent, illusions



Un article consacré au nouveau péril sectaire, est-ce pertinent dans notre sensibilité ? Bien sûr, car s'il est bien un domaine dans lequel les anarchistes sont vigilants, c'est bien celui de l'exercice des libertés, celui de l'esprit critique et le rejet de tout dogme véhiculé par des gourous souvent à la tête de belles fortunes. Il semble impossible de définir juridiquement la secte, certains ont essayé, ont échoué et connu les foudres de la Justice.
Jean-Loup Adénor et Thimothée de Rauglaudre, dans leur dernier ouvrage *Le Nouveau péril sectaire* publié chez Robert Laffont, démontent les structures typiques, des comportements, des méthodologies d'aliénation.

Plus de 500 d'entre elles sévissent en France échappant souvent aux feux de l'actualité, bénéficiant de protections politique, religieuse, économique. Contrairement à une idée répandue, « *l'emprise sectaire ne frappe pas forcément les plus fragiles ou les plus démunis. Toutes les classes sociales sont potentiellement concernées. [...] Cependant, quelle que soit la catégorie de population ciblée, ces mouvements hétéroclites recréent souvent, in fine, une forme de système pyramidal qui écrase les possibilités d'émancipation de leurs recrues.* »

Comment repérer une emprise sectaire ? la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires, Milivudes, repère 11 critères pour qualifier cette emprise éventuelle. Vous les retrouverez dans l'ouvrage. Loin de la dimension religieuse qui existe encore dans certaines communautés chrétiennes, les responsables s'orientent vers la santé et le bien-être. La religion donne une illusion d'espoir pour plus tard... La santé et le bien-être, c'est du présent, tout aussi illusoire comme guérir un cancer par l'absorption de jus de gui, par exemple...

500 000 personnes sont « accros » à ces illusions pour le plus grand profit des charismatiques dirigeants. Ceux-ci vivent mal le contrôle de la Milivudes. En parallèle, des associations, notamment l'Union nationale des Associations de défense des Familles et de l'Individu, connaissent une chute importante de leurs subventions. Tout semble fait pour que le contrôle sur ces structures s'affaiblisse. Seul point positif : la loi About-Picard de 2001 qui sanctionne l'abus de faiblesse.

Des relations ambiguës

Les pouvoirs publics se sont mobilisés après le massacre au Guyana et celui du Temple solaire. Pour autant, la France connaît des attaques régulières d'organisations nord-américaines qui refusent la laïcité, version loi de 1905. Ainsi le gouvernement américain s'en émeut auprès de son homologue français. Des institutions comme l'OSCE multiplient les rapports négatifs. Sur cet aspect plus juridique, je vous invite à lire le livre d'Étienne Ollion, Raison d'État, histoire de la lutte contre les sectes en France, publié aux Éditions de La Découverte, 2017.

L'entrisme dans ces institutions internationales est doublé d'approches de responsables politiques invités à des colloques, des réceptions alléchantes aux effets anesthésiants.

Une autre technique utilisée par les organisations consiste à multiplier les procédures devant les tribunaux pour asphyxier financièrement les associations de victimes.

En parallèle, il n'y a pas de dissolution d'organisation dite sectaire. Certaines vont même disposer de locaux luxueux en région parisienne. D'autres sont plus discrètes mais leurs comptes bancaires sont pleins.

Des comportements obsessionnels

Les auteurs passent en revue de nombreuses organisations sur la base de témoignages de victimes. Les propos sont fascinants : « le corps peut se guérir de lui-même », « le développement du Covid a pour but de cacher l'installation de relais 5G ».

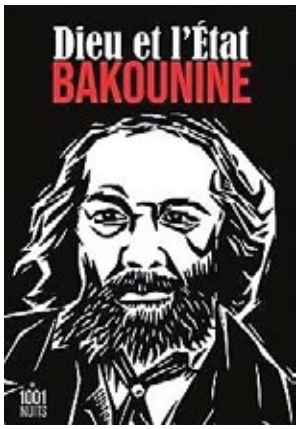
La course au fric est permanente via la vente pyramidale notamment. Souvent l'escroquerie financière est au coin de la rue.

De plus, la mouvance chrétienne et l'Empire Moon sont en lien étroit avec l'extrême droite en France et ailleurs comme au Japon en ce qui concerne Moon.

Des groupes de pression aboutissent à la reconnaissance de médecines aux effets incertains, au sein même des institutions de santé. Les réseaux fonctionnent bien. Merci !!

L'anthroposophie constitue « *une discrète multinationale de l'ésotérisme* », un lobby économique et politique puissant dont certains ministres actuels ou anciens sont proches. Pour son fondateur, « *des esprits et des forces surnaturelles agissent dans un monde invisible* » (sic). « *Il faut lâcher prise avec tout ce que l'on a connu* ». Les témoignages sur les écoles Steiner sont évocateurs.

Dans l'ombre de la croix



Le formatage des adeptes

Une autre méthode pour assurer la mainmise sur les adeptes consiste à les isoler par des menaces, les réduisant au silence, par l'excommunication psychologiquement dure, par une capacité de nuisance dans la vie des personnes, leur carrière, leur place dans la société. Plusieurs mouvements de différentes sensibilités sont analysés et vous trouverez des points communs dont le but est le formatage des adeptes et leur enfermement psychologique.

Les groupes charismatiques au sein de l'Église se caractérisent par la présence d'un homme « *saint* », entouré d'un groupe de fidèles adorateurs, sans aucun discernement et encore moins de lucidité. Certains sévissent dans le diocèse de Toulon-Fréjus, à telle enseigne que même le Vatican s'en inquiète mais l'Église est une autre « grande muette » surtout lorsque des chefs d'entreprises veillent sur ces Fraternités.

Très habilement, ces organisations s'appuient, comme l'extrême-droite, sur les libertés fondamentales pour les retourner en leur faveur : liberté d'enseignement, liberté de croyance, liberté d'association. Ce qu'elles veulent : surtout rester discrètes. Elles ne répondent pas aux demandes d'interview, elles ridiculisent les témoignages et surtout elles s'appuient sur le désintérêt relatif de l'opinion publique, des pouvoirs publics. *In fine*, seuls des lanceurs d'alerte, des associations relaient les appels des victimes avec de bien faibles moyens. Je m'en tiens bien volontiers à cette citation de l'ami Bakounine, extraite de *Dieu et l'État* : « ***De tous les despotismes, celui des doctrinaires ou des inspirés religieux est le pire.*** »

Francis Pian

Le Nouveau péril sectaire, Jean-Loup Adénor et Thimothée de Rauglaudre. Éd. Robert Laffont, 2021
Raison d'État, histoire de la lutte contre les sectes en France, Etienne Ollion. Éd. La Découverte, 2017
Dieu et l'État, Michel Bakounine. Éd. Mille et une nuits, 2007

En France, et ailleurs, l'Église catholique, qui a fait au moins largement aussi pire (les guerres de religion, les croisades, l'Inquisition…) que l'intégrisme musulman (et TOUS les intégrismes religieux) en matière d'ignominies et de crimes en bandes organisées, a été mise au pas, il y a un peu plus d'un siècle, par notre République laïque. Elle a donc été contrainte de prendre le « maquis ».

Un temps, ma génération (soixante-huitarde) a pu croire que ces « résistants » étaient une queue de race. Et que, le XXIe siècle, à défaut d'être non religieux et athée, serait, du moins, rationnellement, laïque. Grave erreur !

Dans l'ombre, l'araignée immonde (dixit Voltaire) a tissé et continue de tisser sa toile. Et, son influence, via la crise du capitalisme, ne cesse de croître. Insidieusement. Comme de bien entendu. Via des myriades d'idiots utiles ou de lobbyistes crapuleux.

Un livre, *Les hommes du Vatican*, recense le parcours de dizaines et de dizaines de ces créatures « diaboliques » de l'ombre. Vous ne les connaissiez pas sous cet angle, les Arthus-Bertrand, Attali, Blanquer, Cassen, Ciotti, Duhamel, Leclerc, Le Drian, Léonetti, Löwy, Meirieu, Rabhi… car vous ne saviez pas. Vous n'auriez jamais imaginé que…

Désormais il vous sera difficile d'avancer cet argument. Car ce livre est d'une limpidité « biblique ».

Jean-Marc Raynaud

Les hommes du Vatican, auteurs multiples. Coédition Éditions libertaires et Éditions de la Libre Pensée. 456 pages, 15 €.
En vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez (à minima) 10 % pour participation au port.

Dieu ou religion ?

En préambule, cette célèbre citation de Bakounine : « Dieu est, donc l'homme est esclave. L'homme est libre, donc il n'y a point de Dieu. Je défie qui que ce soit de sortir de ce cercle, et maintenant, choisissons. »

Ensuite, un extrait des *12 preuves de l'inexistence de Dieu* de Sébastien Faure : « Il y a deux façons d'étudier et de tenter de résoudre le problème de l'inexistence de Dieu. La première consiste à éliminer l'hypothèse Dieu du champ des conjectures plausibles ou nécessaires par une explication claire et précise par l'exposé d'un système positif de l'Univers, de ses origines, de ses développements successifs, de ses fins. Toutefois, camarades, il y a une seconde façon d'étudier et de tenter de résoudre le problème de l'inexistence de Dieu. Celle-là consiste à examiner l'existence du Dieu que les religions proposent à notre adoration. [...] Ce n'est pas cet « Inconnu » cette Force énigmatique, cette Puissance impénétrable, cette Intelligence incompréhensible, cette Énergie incognoscible, ce Principe mystérieux : hypothèse à laquelle, dans l'impuissance où il est encore d'expliquer le comment et le pourquoi des choses, l'esprit de l'homme se plaît à recourir ; ce n'est pas le Dieu spéculatif des métaphysiciens, c'est le Dieu que ses représentants nous ont abondamment décrit, lumineusement détaillé. C'est, je le répète, le Dieu des Religions, et, puisque nous sommes en France, le Dieu de cette Religion qui, depuis quinze siècles, domine notre histoire : la religion chrétienne. C'est ce Dieu-là que je nie, et c'est celui-là seulement que je veux discuter et qu'il convient d'étudier, si nous voulons tirer de cette conférence un profit positif, un résultat pratique. »

Nous affranchir.

Si je comprends bien, la question de Dieu, et principalement de son existence, a souvent taraudé certains de nos penseurs anarchistes. Mais, si je vais encore plus loin en relisant Élisée RECLUS : « La conduite de l'anarchiste envers l'homme d'Église est tracée d'avance. Aussi longtemps que les prêtres, moines et tous les détenteurs d'un pouvoir prétendu divin seront constitués en ligue de domination, il faut les combattre sans répit de toute l'énergie de sa volonté et de toutes les ressources de son intelligence et de sa force.

D'ailleurs, cette lutte acharnée ne doit empêcher nullement que nous gardions le respect personnel et toute la sympathie humaine pour chaque individu chrétien, bouddhiste ou fétichiste dès que sa puissance d'attaque et de domination aura été rompue. Nous commencerons par nous affranchir, puis nous travaillerons à l'affranchissement du ci-devant adversaire. Nous ne songeons point à nous venger quand viendra le jour où nous serons les plus forts : les échafauds et les bûchers n'y suffiraient point, tant les Églises ont massacré d'infidèles au nom de leurs dieux respectifs, tant l'Église chrétienne tout spécialement a fait de victimes pendant quinze cents années de domination. La vengeance n'est point dans nos principes, car la haine appelle la haine et nous avons hâte d'entrer dans une ère nouvelle de paix sociale. Le ferme propos que voulons réaliser n'est point d'employer « les boyaux du dernier prêtre à tordre le cou du dernier roi ! « , mais de faire en sorte que ni prêtres ni rois ne puissent naître dans l'atmosphère purifiée de notre société nouvelle. »

Là, on aborde clairement une nouvelle problématique, celle de la religion, de son rôle et de notre positionnement face à elle et notamment la distinction qu'il nous faut opérer entre prophètes et moutons.

Athéisme et matérialisme

Enfin, une fort intéressante théorie d'Anton Pannekoek, penseur et théoricien non anarchiste, je le rappelle : « Au XIXe siècle, on vit naître, au sein de la classe ouvrière, en liaison avec son mode de vie et sa position de classe, une conception matérialiste complètement différente. Elle divergeait de l'athéisme qui avait joué son rôle dans la lutte de la bourgeoisie. L'athéisme s'oppose au déisme, à la croyance en Dieu ; pour lui, le problème essentiel est : existe-t-il un Dieu qui règne sur le monde ?

Le matérialisme ne traite pas ce problème, il s'intéresse aux véritables forces qui dominent le monde : ce sont des forces matérielles, c'est-à-dire des forces réelles et observables. Car les forces qui dominent les ouvriers sont visibles et distinctement identifiables : ce sont des forces sociales. Dès que les ouvriers en arrivent à la conscience de leur position de classe, ils comprennent que leur sort commun est déterminé par le capitalisme ; ils comprennent que leur exploitation est le résultat naturel de la vente de leur force de travail ; ils comprennent que leur misère est le résultat d'une nécessité, celle pour le capital d'accumuler en faisant des profits ; ils comprennent que, par cette lutte qu'ils mèneront en nombre croissant, ils seront capables de renverser le Capital et de supprimer l'exploitation. Leur pensée se meut au sein des réalités du monde ; la vieille question de l'existence d'un Dieu qui dirige le monde ne se pose pas pour eux. Elle est vide de sens, tout comme cette question que se posait le Moyen Âge : mille anges peuvent-ils se tenir ensemble sur la pointe d'une seule anguille ? Questions et problèmes religieux n'ont aucun intérêt pour les ouvriers car ils ne jouent aucun rôle au sein des problèmes qui les mettent véritablement en mouvement. Ils n'en ont rien à faire et, comme ils n'en font rien, questions et problèmes religieux disparaissent de leur conscience, et finalement disparaissent totalement.

Telle est donc la différence entre athéisme et matérialisme. L'athéisme s'en prend essentiellement à la religion, la considère comme cause principale de la stupidité et de l'oppression et la combat car il voit en elle l'ennemi le plus dangereux du progrès.

Le matérialisme voit en la religion une conséquence des relations sociales et, par suite, ne s'intéresse pas du tout aux questions religieuses en tant que telles, mais ce faisant il n'en mine pas moins la religion elle-même. Il n'a à en traiter que du seul point de vue théorique, montrer qu'elle est un phénomène historique important, et ainsi la comprendre et l'expliquer.

Toutefois, dans la pratique, athéisme et matérialisme ont coexisté dans le mouvement ouvrier. Il arrive souvent en effet qu'un ouvrier élevé au sein d'une tradition religieuse, se mette à penser à partir de son expérience personnelle de la réalité, c'est-à-dire de manière matérialiste, et constate alors que ses anciennes croyances s'évanouissent. Dans cette période de doute et de contradictions internes, il recourt aux ouvrages athées et aux livres de vulgarisation scientifique pour triompher de la tradition par sa prise de conscience. »

Dieu, on s'en fout, l'ennemi c'est la religion

Ne faut-il pas en déduire que la question de l'existence de Dieu ne se pose pas, que ce n'est pas le problème essentiel, que ce sujet n'est pas à débattre et n'est pas fondamental ? Et si nous nous trompions d'adversaire, si Dieu n'était qu'un leurre ?

Nous sommes au XXIe siècle, la science est capable d'expliquer beaucoup de mystères, de phénomènes et d'établir des théories telles le Big Bang qui sont à même de faire douter quiconque de l'existence d'un Dieu créateur de l'Univers ; et elle ne fera que progresser dans ce sens. Néanmoins, force est de constater que, même preuves à l'appui, il est difficile d'éradiquer des croyances qui sont ancrées profondément et gravées dans le marbre (et parfois même dans la constitution de certains pays dits développés). De plus, comment infirmer l'existence d'un Dieu : on ne le voit pas mais l'air non plus et pourtant il existe. Alors oui, la logique voudrait que ce soit à celui qui affirme de prouver et pas l'inverse. Mais non, nous faisons fausse route, et sauf à être capable de prouver l'inexistence de Dieu (et encore, il y aura toujours des sceptiques et des incrédules pour parler de « Fake news »), le véritable ennemi, c'est la religion. Et, comme l'affirme Pannekoek, on peut historiquement démontrer son vrai rôle. Elle n'est pas un ennemi virtuel comme Dieu. Notre seul objectif devrait donc être de combattre les religions qui asservissent, exploitent et maintiennent les humains dans l'ignorance. Ces religions complices des dirigeants, des exploiteurs, des souverains et dictateurs de tout temps.

Au final, la bonne question n'est-ce pas : est-ce Dieu qui crée la religion ou la religion qui crée Dieu ? Si l'on considère que Dieu n'existe pas, la religion, elle, existe bel et bien. Et si Dieu existe, la religion existe toujours. Dans les deux cas, la religion demeure. C'est donc elle l'adversaire et pas Dieu.

La religion devrait, au pire, être une affaire personnelle mais en aucun cas un système collectif, coercitif et obscurantiste organisé. Dans sa conception, la religion est finalement comparable et assimilable à un État. Et nous sommes contre l'État et donc contre la religion, nous sommes pour la liberté et donc contre l'oppression religieuse, nous sommes fédéralistes et donc opposés au système oligarchique de fonctionnement des Églises, et enfin, nous sommes féministes et donc franchement des adversaires du patriarcat que professent les religions. Et si Dieu était une femme ? Comme aurait dit Coluche : voilà une question qu'elle est bonne ! En attendant, et plaisanterie mise à part, je vous invite à continuer de vous poser des questions, mais les bonnes, et à continuer l'inlassable combat contre toutes les religions. Et, dans le pire des cas, on ne sait jamais, gardons toutes et tous nos poings levés car, Dieu étant partout, et s'il n'est pas un mythe, on finira bien par le lui mettre dans la gueule ou, encore mieux, dans le cul.

Yannick
Individuel 87

Écologie, scientisme et religion

À partir du XIXe siècle, la science moderne se voulait un moyen de rompre avec les récits mythologiques aux fondements des religions, comme la Bible pour le christianisme, et de lutter contre les superstitions qui ont permis à l'Église de maintenir son emprise aux côtés des seigneurs.
Mais certains penseurs l'ont aussi conçue comme une façon de réorganiser la société autour de nouveaux clercs, laïcs et déconfessionnalisés, parlant au nom de la technique et du progrès. À la fin de sa vie, Auguste Comte prône ainsi une « *Église positiviste* » qui s'occuperait notamment du culte des morts.

Le scientisme de l'écologue Haeckel

Le fondateur de l'écologie (1866), le biologiste prussien Ernst Haeckel, procède de la même

façon. Sa philosophie, le « monisme » qui postule l'unité de l'inerte et du vivant, veut réaliser « *le lien entre la religion et la science* » comme l'indique le titre de l'un de ses livres (1893). La Ligue moniste qu'il fonde en 1906 compte cinq mille membres en 1911.

Haeckel, qui vend à son époque davantage de livres que Darwin, est souvent considéré comme un athée, ce qu'il n'est pas. Certes, il fréquente les congrès des libres penseurs, mais il le fait non par démarche anti-religieuse mais parce que, en tant que protestant luthérien, il lutte contre la papauté et le catholicisme.

Il se fait aussi le chantre d'un darwinisme interprété dans un sens gladiateur, où l'emporterait le plus adapté dans la loi de l'évolution, donc le plus fort. Cela lui permet de combattre le socialisme qui plaide pour une égalité qui, selon lui, n'existe pas dans la nature.

Le darwinisme pénètre facilement dans les sociétés protestantes (Allemagne, Royaume-Uni, Scandinavie, États-Unis…), car sa vision de la nature rude et sauvage peut être assimilée à une œuvre de Dieu. Pour les calvinistes puritains, on peut pré-comprendre Dieu dans la nature, voire aussi dans les autres religions non chrétiennes d'où leur intérêt pour les religions indiennes ou orientales (Emerson, Thoreau, Muir, Leopold, Holston III, partisans du *New Age*…).

Le darwinisme gladiateur et l'écologie

Le darwinisme plaît aux naturalistes américains car il légitime l'idée d'une lutte au sein d'une nature sauvage contre les Indiens ou les bisons et la promotion d'une agriculture moderne fondée sur l'écologie. On peut à la fois exploiter la nature dont Dieu nous donne les fruits, mais aussi la protéger, car c'est une œuvre de Dieu. Le racialisme de Haeckel, qui établit une hiérarchie des races où les Noirs sont en bas, n'est en outre pas pour déplaire à une société traversée par la question noire.

Le livre du botaniste luthérien danois Eugen Warming sur l'*Écologie des plantes* (1895) devient rapidement un must chez les naturalistes américains qui, à leur congrès de Madison (1893), décident d'adopter l'écologie comme discipline synthétique en lieu et place de la géographie botanique ou bien de la sociologique végétale.

Cet adoubement n'est pas neutre. Car l'écologie, telle que la conçoivent Haeckel, ses disciples et leurs successeurs jusqu'à Park et l'École de Chicago, se fonde sur une lecture biologique et organiciste du monde. La verticalité hiérarchique d'une lutte pour l'existence entre espèces, et au sein d'une même espèce, supplante la lecture horizontale d'une géographie qui analyse la répartition des espèces non pas biologiquement, mais en fonction des espaces et des pluralités socio-culturelles.

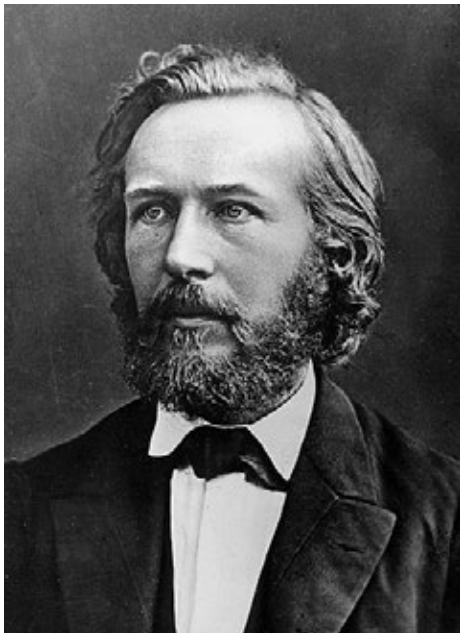
Les camps du bien et du mal

Le monisme favorise toute explication mono-causale, approche que l'on retrouve de nos jours où n'importe quel phénomène environnemental passe par la moulinette du « climat » (et du « changement climatique », tautologique puisque, par définition, le temps change tout le temps).

De la lutte pour l'existence, le botaniste américain Frédéric Clements tire deux conceptions redoutables au cours de la première moitié du XXe siècle. Sa théorie du *climax* postule qu'une formation végétale évolue conformément à la vie - naissance, maturité, décès - en correspondance avec un milieu physique bien défini. Il y aurait donc une sorte de programmation inéluctable du vivant, que l'être humain ne peut modifier qu'au risque d'être considéré comme un « perturbateur » (vocabulaire typiquement policier).

Corollaire de cette approche, Clements considère le monde du vivant - être humain y compris -, sous l'angle du normal et du pathologique. Mais il oublie que le pathologique lui-même relève aussi du normal puisque, comme l'a brillamment montré l'épistémologue Georges Canguilhem, la maladie est propre à l'activité humaine : sans elle, pas de bonne santé, et réciproquement.

De ces conceptions découlent en écologie savante un certain nombre de concepts et d'approches traçant les camps du bien et du mal : les prédateurs et les proies, le pur et l'impur, le sacré et le non-sacré. Sous une apparence ingénue, l'écologie savante véhicule peu à peu une conception hygiéniste et puritaine du monde tournant autour du péché religieux ou laïc. Le concept d'« espèces invasives » promue en écologie par le



ERNST HAECKEL. 1860.

RACHEL CARSON

zoologue britannique Charles Elton, un social-darwinien convaincu, reprend par exemple sous une forme anthropomorphique le risque que ferait courir dans la société humaine l'arrivée d'immigrants.

L'écologie savante et le capitalisme vert

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, l'écologie savante change de statut. Jusque-là, elle est limitée à certaines opérations (restauration des sols après le *Dust Bowl*, renaturation des milieux avec Aldo Leopold…) et à des politiques de préservation (« réserves » naturelles avec un terme jusque-là utilisé pour mettre à l'écart les Indiens ; « parc nationaux » qui servent à forger une identité nationale autour du mythe de la *wilderness*…).

Désormais, changeant d'échelle et de fonction, elle se préoccupe des ressources naturelles dans une visée à la fois économique (conserver, protéger) et géopolitique (combattre la démographie du Tiers-Monde et la tentation communiste). Le tout opère sur fond de malthusianisme (prétendre que les êtres humains sont trop nombreux pour éviter de partager les richesses).

Les conférences internationales de Denver (1948) et de Lake Success (1949) alertent sur la question des ressources fossiles en prônant des mesures alternatives (recyclage, ressources non fossiles, électronucléaire, économie d'énergie). Elles jettent les prémisses du capitalisme vert par le biais d'un argumentaire savant, scientiste en fait.

Deux ouvrages retentissants et très bien diffusés promeuvent l'écologie comme science globale avec des accents catastrophistes et messianiques. Dans l'un, Fairfield Osborn Jr parle de « *crise finale de la civilisation* » (*La Planète au pillage*, 1948). Dans l'autre, William Vogt évoque un imminent « *jour du Jugement écologique* » (*Road to Survival*, 1948).

Après la destruction atomique de Hiroshima et Nagasaki, l'élite américaine - dont font partie ces deux essayistes, le premier vivant confortablement des revenus de sa famille millionnaire et du zoo du Bronx qu'il dirige, le second étant stipendié par le précédent à la tête d'une fondation pour la conservation - se complaît ainsi cyniquement dans la fausse bonne conscience en agitant la menace de l'effondrement.

Le scientisme et l'écologisme

La religion monothéiste qui repose sur la peur apocalyptique devient un sous-texte conscient ou inconscient de nombreuses déclamations environnementales. La presbytérienne bigote Rachel Carson commence son *Printemps silencieux* (1962) par une véritable parabole de type biblique. Elle annonce la mort des oiseaux, des abeilles et des arbres victimes des produits chimiques tout en écrivant que « *cette ville n'existe pas* », qu'elle « *ne connaît aucun endroit qui a fait l'expérience de tous les malheurs* » qu'elle « *décrit* ». Mais elle ajoute aussitôt que « *cette tragédie imaginaire pourrait aisément devenir une réalité brutale que nous connaîtrons tous* ». Dans ce prophétisme à l'état pur, l'usage du « conditionnel » (« pourrait ») est rapidement transformé en voix active par les journalistes pressés et les prophètes de malheur qui généralisent tout.

Sur le plan politique, les anciens personnalistes et les protestants comme Denis de Rougemont ou Jacques Ellul pilotent la structuration du courant écologiste en ralliant les naturalistes et les marxistes désabusés qui ont remplacé la philosophie de l'histoire par une naturalisation du social.

L'écologie réunit amoureux de la nature et gestionnaires du capitalisme vert sous l'aune consensuelle de la science. Elle se déploie : Programme des Nations Unies sur l'Environnement lié au Sommet de Stockholm (1972), publication du *Rapport Meadows* (1972) commandité par l'oligarchique Club de Rome (1972), des rapports comme *Blueprint for Survival* (1972), du *Rapport Brundtland* (1987) ou ceux du GIEC (centré sur le climat, mais dont les décideurs nous demandent de faire pénitence en mangeant moins de viande).

Elle devient un véritable scientisme pour qui seule la science a raison (= certains savants, en réalité), tout en édulcorant le principe fondamental du doute méthodologique et en prétendant que le consensus règne. Elle prend ainsi la forme d'une religion avec ses textes sacrés, son clergé et ses croyants plus ou moins fanatiques, jusqu'à la jeune Greta Thunberg qui vient de déclarer que « *ce serait une erreur de fermer les centrales nucléaires* » puisque « *d'après le GIEC, l'énergie atomique peut contribuer à un nouveau mix énergétique sans carbone* » (*Le Monde*, 14 octobre 2022).

Philippe Pelletier

Le Puritanisme vert, aux origines de l'écologisme, Paris, Le Pommier, 2021.
Écologie et géographie, une histoire tumultueuse (XIXe-XXe siècle), Paris, CNRS Éditions, 2022.

Dieu, l'antisémitisme et l'islamophobie

Un Juif athée est-il antisémite ? Voilà la drôle de question que je me pose depuis un certain temps. Renversons la proposition, un Juif peut-il être athée ? De quelque côté que l'on se tourne, on se trouve confronté à cette réflexion. Le peuple juif, quelle que soit son histoire, son origine ou son absence d'origine pour certains, sans dieu, existerait-il ?

LA PAMPHLET ANTISÉMITE DE DRUMONT

ET LA RÉPONSE D'ALEXANDRE WEIL À LA FRANCE JUIVE DE DRUMONT (À DROITE)

Il y a 32 ans, dans la nuit du 8 au 9 mai 1990, un groupe de néo-nazis s'introduisait dans le cimetière juif de Carpentras et profanait une trentaine de sépultures. Un corps fut exhumé et exposé, nu, dans un simulacre d'empalement. Quelques jours plus tard, le 15 mai, le philosophe Jean-François Lyotard publiait une tribune dans le journal *Libération*, sur la persistance de l'antisémitisme en Europe, un demi-siècle après la Shoah.

Ce qui nous intéresse ici n'est pas son argumentation pour attaquer l'antisémitisme mais, à cet effet, l'utilisation de la Bible pour l'expliquer. Dans le conflit entre l'apôtre Paul et le judaïsme religieux, Lyotard voit, avec raison, le « début de la modernité ». Ce qui a marqué le début du christianisme a continué selon lui en façonnant « *l'histoire sociale, politique, religieuse, spéculative de l'Europe chrétienne* ». L'antijudaïsme puis l'antisémitisme se sont appuyés sur ces origines pour produire la Shoah et les soubresauts suivants. Lyotard rappelle avec raison que « *Ce n'est pas un Autre qui nous donne la loi* » c'est selon lui « *la communauté civique qui la fait, qui oblige, interdit, permet* ». Exit Dieu.

Alors que faire ? Peut-on réduire le judaïsme à un ensemble de gens qui suivent les préceptes d'une, selon nous, inexistence ?

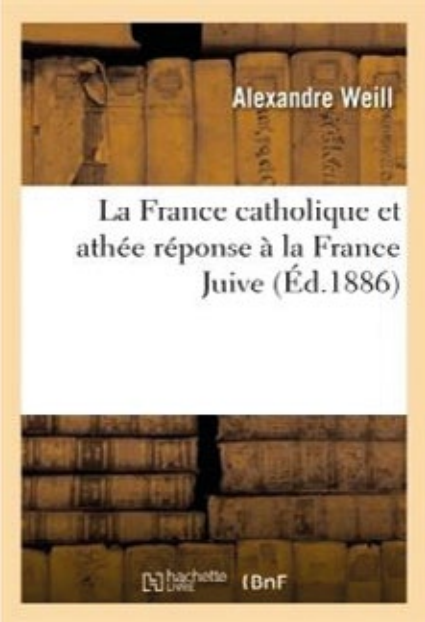
Le grand nombre de Juifs athées au cours de l'histoire rend cela impossible mais, en même temps, ouvre la question, comment peut-on l'être et en même temps refuser cette spécificité ? Pour complexifier la chose il faut reprendre ce que dit David Nirenberg dans son livre *Antijudaïsme* (*Labor et Fides*). Il pense que c'est dans « *l'Alexandrie hellénistique* [...] *que se structure un discours égyptien visant les Juifs, repris ensuite par les auteurs latins. Les Juifs sont désignés comme alliés ou agents du pouvoir* ». Il oublie de dire que le judaïsme émergeant alors implique une transformation radicale du rapport à la spiritualité.

Alors existait un polythéisme de bon aloi, la multiplicité des dieux en faisait un vivre ensemble possible. Le monothéisme juif récupéré par le christianisme naissant devient l'outil indispensable de l'établissement du pouvoir du moment. Pour que cette récupération soit, il fallait exacerber le conflit entre ces deux religions, exacerbation jusqu'à l'hystérie en ce qui concerne l'ecclésiologie catholique dépassée en cela par Luther. Folie de théologies concurrentes qui s'incarnèrent, à un moment avec le nazisme, dans une négation de cette théologie ainsi que de ceux qui en étaient à l'origine.

Comment faire aujourd'hui pour tout à la fois nier l'existence de ce Dieu auquel se réfèrent nombre de Juifs et l'État d'Israël et ne pas être accusé d'antisémitisme ?

En Israël certains se posent la question. Selon le sociologue Ouri Weber, figure de la gauche israélienne, « *tout un courant est en train de se développer dans lequel des athées enseignent un judaïsme laïque où Dieu n'a sa place que comme personnage historique et non comme source d'autorité* ». Une ancienne ministre de la Justice, israélienne, avance même que la langue juive utilisée subit des modifications comme dans n'importe

Metz : le Concordat de la discorde



quel pays totalitaire : « *les colonies sont maintenant des communautés, les avant-postes illégaux sont des communautés de jeunes familles, et ceux qui les critiquent, sont opposés à la nation dans son ensemble.* [...] *C'est ainsi qu'on impose un récit, et cela conduira certainement à notre disparition en tant qu'État juif démocratique.*[1] ».

Arrivé là, on a changé de paradigme. La question de Dieu a laissé la place à celle du pouvoir.

Qu'on ne s'y trompe pas, il en est de même en ce qui concerne l'islamophobie. Les musulmans qui, en France, subissent vexations, mise au ban, sont souvent des croyants qui pensent que leur Dieu leur ordonne de faire ci ou ça. Pour les anarchistes qui prônent le *ni dieu ni maître*, leur solidarité trouve là ses limites.

Dans les deux cas notre solidarité n'a de sens qu'en tant que protestation contre l'injustice que subissent des individus du fait de leur croyance ou de leur origine. En aucune façon il n'y a assentiment à cette croyance.

Pierre Sommermeyer
Individuel

1. La paix maintenant https://www.lapaixmaintenant.org

Que les églises se vident, voilà qui n'est pas pour déplaire à tout anarchiste qui se respecte. Mais la hiérarchie catholique, elle, cherche à enrayer cette tendance lourde par tous les moyens imaginables.

C'est ainsi que, le 5 septembre dernier, la cathédrale de Metz a accueilli 700 personnes pour la présentation des *Dragonnes*, les joueuses du *Metz Handball*, sous la forme bien peu religieuse d'un défilé de mode, en short et maillot (jaune) de l'équipe dans un premier temps, en tenue de soirée pour finir.

Concordat oblige, aux côtés des puissances d'argent qui financent le club, la classe politique locale avait honoré l'événement de sa présence et faisait assaut de bondieuserie : « *Que la lanterne du bon Dieu éclaire votre chemin vers les sommets* », s'est exclamé Patrick Weiten, le président du Conseil départemental de Moselle, visiblement touché par la grâce. Le chanoine coûtre[1] de la cathédrale, l'abbé Dominique Thiry, pour sa part, félicitait le club sportif pour son *« audace »* d'avoir sollicité le diocèse pour cet événement.

Les laïques, propriétaires des lieux religieux

Réquisitionner les lieux religieux pour les rendre utiles à tous, qu'ils accueillent des défilés de mode, cela s'est déjà fait ailleurs, cela n'a rien de choquant en soi, et c'est encore mieux si, au préalable, on a pendu le curé des lieux avec les tripes des politiciens du coin...

Sauf que Metz est un repère de cathos traditionalistes, que Civitas y a des militants, et que tout ce petit monde ne comptait pas laisser impuni l'affront fait à leur sainte Mère l'Église par des mécréants.

C'est ainsi qu'une foule immense de sept fidèles a investi le 17 septembre les marches de l'autel du lieu naguère profané, qu'elle a aspergé le sol d'eau bénite (absente des bénitiers depuis la crise sanitaire, un comble...), exorcisé les lieux, et que des prières de réparation ont été ânonnées pour demander le pardon divin après le défilé de sportives à moitié nues (en catho, ça veut dire « en short ») auprès de l'autel. La plus illuminée de ces drôles de paroissiens n'était autre que Cassandre Fristot, déjà connue à Metz pour avoir brandi une pancarte antisémite lors d'une manifestation contre le pass sanitaire en 2021.

Pour info, le président du club de handball, Monsieur Weizman, serait israélite, déicide par conséquent. Ce qui fait écrire à Jules Putois, le bien nommé : *« Pourquoi n'a-t-il pas choisi la synagogue de Metz pour organiser la soirée en l'honneur de l'équipe de handball ? »*[2] Parce qu'il y a un complot judéo-maçonnique, tout s'éclaire... Tout ce pitoyable folklore s'est terminé, à la demande du chanoine, par une intervention des pandores, qui savaient à quel saint se vouer...

Depuis, les tradis se retrouvent le mercredi soir Place Saint-Jacques pour des prières de rue devant la statue de la Vierge libératrice de la bonne ville de Metz. Les Zemmour et Le Pen ne s'en émeuvent guère. Tant que les inégalités de toutes sortes continueront à s'aggraver, les obscurantistes prospéreront. Et même si des querelles intestines semblent miner les hiérarchies religieuses, elles savent toujours trouver des terrains d'entente pour exercer leur domination sur les consciences et sur les corps.

Didier
La Sociale, Rennes

1. Un chanoine coûtre (vieux terme qui n'est plus utilisé qu'à Metz) a pour responsabilités d'organiser l'entretien de la cathédrale avec le sacristain, le gardien et les personnes qui assurent le nettoyage. Il doit veiller, avec l'organiste titulaire, à l'entretien des orgues. Et dans le cas qui nous occupe, à gérer les demandes d'utilisation du hangar à prières. Ndlr.
2. https://www.medias-presse.info/notes-sur-les-evenements-de-septembre-2022-dans-la-cathedrale-de-metz/163120/

Apostat hérétique

Monsieur l'évêque,

Ayant reçu mon baptême à l'âge de quelques mois, à l'insu de mon plein gré car mineur non émancipé et non encore conscient, je vous fais part, par la présente, de mon intention de ne plus apparaître dans vos registres.

Je ne crois pas et n'ai jamais cru en l'existence d'un Dieu qui aurait créé le monde en une semaine. Je ne crois pas non plus en l'histoire de Jésus, qui serait né d'une mère vierge, aurait pu marcher sur l'eau, multiplier la nourriture, et serait revenu à la vie après avoir été crucifié.

Je ne suis également pas en accord avec les textes de la Bible : quand elle prône l'amour de son prochain, que penser de la lapidation du conjoint adultère, qu'elle prescrit également ? Je ne partage donc pas les croyances fondatrices de l'Église et ne souhaite pas cautionner des écrits parfois violents.

Je ne souhaite pas faire partie d'une communauté souvent concernée par des cas de pédocriminalité. Le rapport Sauvé estime à 300 000 le nombre de victimes d'abus sexuels de la part de membres du clergé ou de son personnel. Le refus papal de la démission du cardinal Barbarin, pourtant condamné pour non dénonciation d'atteintes sexuelles, montre que l'Église n'a toujours pas pris ses responsabilités. À de nombreuses reprises, l'Église a préféré muter les prêtres impliqués dans des cas de pédocriminalité au lieu de les dénoncer.

> **« Je m'oppose au baptême systématique des enfants en bas âge. »**

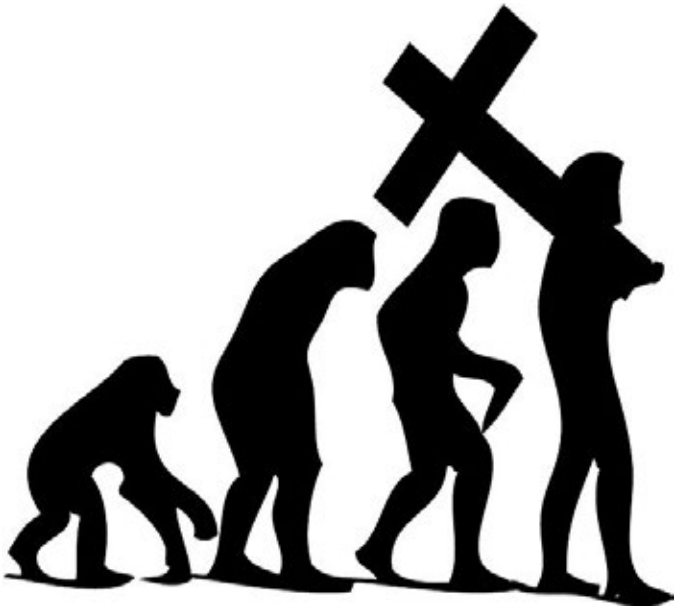
Je ne souhaite pas cautionner l'attitude de l'Église envers les personnes LGBT+, qui juge leurs inclinaisons « *objectivement désordonnées* ».

Je ne peux pas accepter la position des membres de l'Église au moment du débat sur la légalisation du mariage pour tous. Je pense notamment à sa participation aux marches de La Manif Pour Tous, collectif composé à plus de 50% d'association religieuses, ou encore aux déclarations du cardinal Barbarin, qui n'hésite pas à comparer le mariage homosexuel à l'inceste. Plus récemment, j'ai trouvé choquants les propos du Pape François, qui recommande la psychiatrie pour les enfants aux « orientations homosexuelles » et qui renvoient à l'idée que l'homosexualité est une maladie. Ces positions archaïques de l'Église sont néfastes et encouragent l'homophobie à laquelle les personnes LGBT+ font face quotidiennement en France.

Je m'oppose au baptême systématique des enfants en bas âge, une pratique encore fortement ancrée dans les mœurs et encouragée par l'Église. Toute personne devrait pouvoir choisir librement sa religion (ou de ne pas en avoir), avec une conscience éclairée, à l'âge adulte. De plus, cette pratique permet de gonfler les chiffres des membres de l'Église : celle-ci annonce qu'environ 70% des français sont catholiques alors que des enquêtes d'opinion montrent que plus de la moitié des français ne se réclament d'aucune religion.

> **« L'Église véhicule une image patriarcale de la famille, où la femme doit se soumettre à l'homme. »**

L'Église est encore aujourd'hui un obstacle à l'égalité entre hommes et femmes, que ce soit en son sein ou dans la société civile. Les postes d'importance au sein de l'Église sont exclusivement masculins alors que cela serait impensable dans n'importe quelle autre organisation. L'Église ne doit pas être exemptée d'appliquer l'égalité hommes/femmes. De plus, l'Église véhicule une image patriarcale de la famille, où la femme doit se soumettre à l'homme. La lutte pour l'émancipation des femmes a dû ardemment faire face à cette vision chrétienne de la famille afin de faire évoluer les mentalités. Je n'approuve pas le refus de l'avortement de la part de l'Église et je pense qu'une femme doit avoir accès à l'avortement légal, sûr et gratuit. En Argentine, l'Église a contribué à l'échec de l'approbation d'une loi qui aurait permis de mettre fin aux nombreux avortements clandestins



et parfois mortels dans le pays. Si l'avortement est à utiliser en dernier ressort, il me parait justifié dans certaines situations particulièrement difficiles. Au-delà de ça, la possibilité d'avorter est un garant du droit des femmes à disposer de leur corps.

Je pense qu'empêcher les religieuses et les religieux de se marier ou même d'avoir des relations sexuelles n'est pas une bonne chose. La sexualité est une part intégrante de la vie d'une personne qu'il ne faut pas inhiber. De plus, cette règle de chasteté force certaines religieuses ou religieux à vivre une relation amoureuse dans la clandestinité, et les empêche de l'officialiser ou de fonder une famille.

Je trouve absurde la réticence de l'Église face au progrès scientifique qui s'est démontré tout au long de son histoire. C'est ainsi que des catholiques brûlaient jadis ceux qui affirmaient que la Terre tournait autour du Soleil et que Galilée ne fut réhabilité par l'Église qu'en 1992, soit 359 ans après sa condamnation. De plus, la théorie créationniste, selon laquelle l'Homme a été créé en l'état par une volonté divine, n'a aucun fondement, et le refus de la théorie de l'évolution est une preuve que l'Église se voile la face devant les innombrables preuves scientifiques qui viennent toujours plus invalider les théories chrétiennes.

Les religions ont été maintes fois la source de nombreuses violences et guerres de l'histoire de l'Humanité. Les exemples sont nombreux, de l'Inquisition aux guerres de religions, des croisades au massacre de la Saint Barthélémy. Le fait que certaines personnes puissent mourir à cause de la religion me paraît invraisemblable.

Je trouve que l'attitude de l'Église au sujet du port du préservatif est irresponsable. En continuant à affirmer que le préservatif n'est pas une solution face aux maladies sexuellement transmissibles, elle participe notamment à la progression de l'épidémie du VIH qui tue près d'un million de personnes dans le monde chaque année.

Je suis en désaccord avec l'Église pour qui toute forme d'euthanasie doit être prohibée. Je pense que dans certains cas encadrés, l'euthanasie volontaire (lorsqu'une personne, capable physiquement et mentalement, demande l'euthanasie ou qu'elle a pu exprimer précédemment un tel souhait) peut être envisagée. Les patients en grande souffrance, pour lesquels les soins palliatifs ne suffisent plus, doivent pouvoir choisir de terminer leur vie dans la dignité.

« En conclusion, je considère que la question même de l'existence d'un dieu et a fortiori d'une Église ou d'une religion, quels qu'ils soient, ne se pose pas. »

Pour toutes ces raisons, je vous demande de radier mon nom et toute autre donnée me concernant du registre des baptêmes et de tout autre fichier manuscrit ou informatisé que vous détiendriez. Cette lettre fait office de décision définitive, il est donc inutile de me demander une quelconque confirmation. Conformément aux articles 38, 39 et 40 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, cet acte d'apostasie ne peut m'être refusé. Conformément à la loi précitée, les données me concernant doivent être « effacées ». Suite à la décision de la Cour de cassation, vous êtes pour le moins tenu d'ajouter la mention « a renié son baptême par lettre datée du 30 septembre 2022 » en marge des registres. Je vous rappelle cependant que rien ne vous empêche d'effacer complètement (rendre illisible) mon acte de baptême. Conformément à l'alinéa 2 de l'article 40, je vous demande de me fournir, sans frais, une attestation confirmant cette radiation. Conformément à l'alinéa 2°c de l'article 11 de cette même loi et en cas de non réception de mon attestation de radiation, je serai au regret de saisir la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés), voire d'engager toute procédure nécessaire pour obtenir le respect de ma volonté présentement exprimée. Veuillez agréer, Monsieur, mes sincères salutations.

Hérétique et fier de l'être. Ça ne sert pas à grand-chose, c'est symbolique, mais ça soulage la conscience.

Yannick
Individuel 87

https://apostasiepourtous.fr

Les avatars de l'anarchisme
Postface

Juillet 2022, sous ce pavé la plage ?
De pavé, il s'agit d'un livre (768 pages) de Michel Froidevaux *Les avatars de l'anarchie* sous-titré « La révolution et la guerre civile en Catalogne (1936-1939) vues au travers de la presse libertaire » et paru cet été.
À l'heure où les libertaires s'interrogent sur la participation ou non de groupes anarchistes à la lutte armée contre les troupes russes, Pierre Sommermeyer nous propose la postface du livre de Michel Froidevaux.

La Révolution espagnole de 1936 joue encore, avec constance, un rôle déterminant dans le récit anarchiste contemporain ; pour autant, la lecture de la thèse de Michel Froidevaux ouvre, nous semble-t-il, un champ de réflexions nouveau, une autre dimension, par le simple fait de la méthode historique utilisée : avoir compulsé, pour l'essentiel, plus d'une centaine de publications libertaires de l'époque, nous restituant ainsi une quotidienneté très animée – le moment de la Révolution – en bref, la vie de ceux qui participèrent plus ou moins activement à ces événements.

Parce que les franquistes tentèrent un coup d'État, parce qu'une résistance armée s'y opposa, un « vide » se créa soudain tant au niveau gouvernemental qu'au niveau des entreprises ; ce moment où les forces sociales, les contre-pouvoirs, sont en mesure, non plus de défier le pouvoir étatique-capitaliste, mais de s'y substituer.

En effet, l'échec, provisoire, du pronunciamiento entraîna néanmoins l'effondrement de l'ordre politique et économique, la fuite des membres en vue des classes dirigeantes. Nombre d'établissements et d'exploitations agricoles se trouvèrent alors sans direction, abandonnées par leurs propriétaires.

« *Les anarchistes, par conséquent, se retrouvaient au pied du mur, comme contraints de démontrer la validité de leurs thèses* », écrit Michel Froidevaux.

Il faut ajouter que, tout au long de cet écrit, est exprimée, de différentes façons, l'idée de « dignité », dignité ouvrière ou tout simplement humaine qui conduit à la révolte et qui entraîne à imaginer une société autre.

Ce qui s'explique, en Espagne, par une activité militante quotidienne, sans relâche, durant quelque trois générations, engendrant par là même une culture, paysanne et ouvrière, qui amena ces peuples à un niveau quasiment sans précédent et très élevé de mentalité libertaire, à un état d'esprit nourrissant un pays où l'histoire et la géographie se prêtaient sans doute à ces idées.

Combattre pour sa dignité, sans être sûrs de vaincre, ce fut le cas dans les Asturies en 1934, révolte qui se termina par un massacre ordonné par la République et réalisé par un certain général Franco.

Par contre, en 1936, après la défaite des nationalistes, la Catalogne, surtout par l'action des libertaires, va s'ouvrir sur « *le bref été de l'anarchie* » que Michel Froidevaux s'efforce de décrire avec une lucidité critique, mettant en avant les nombreuses contradictions, les incohérences – du point de vue libertaire –, que durent affronter les principes libertaires et les pratiques mises « *à l'épreuve des faits* ».

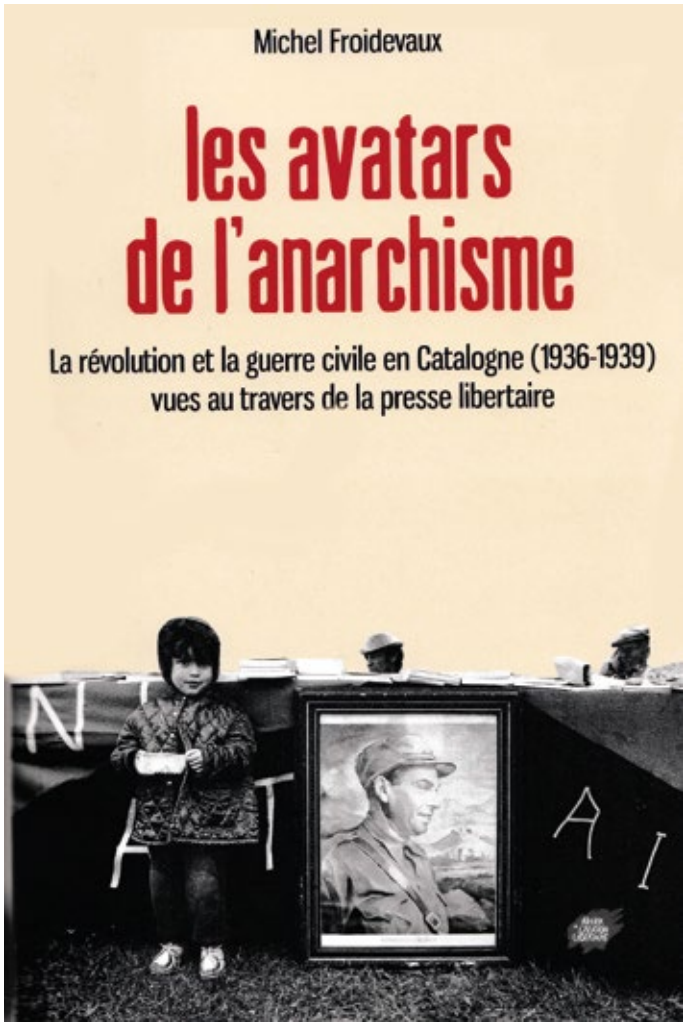
On ne s'attardera pas sur deux « erreurs » que reconnaissent, de nos jours, avec des nuances, la plupart des libertaires : la participation au gouvernement central (et à celui de la Généralité) – contribuant au renforcement de l'État –, qui impliqua, en conséquence, la participation à la militarisation des milices. « *Pouvait-il en être autrement ?* » avancent certains. Michel Froidevaux pense que d'autres perspectives, en adéquation avec les pratiques anarchistes de cette période, étaient possibles. Mais, à aucun moment, il ne propose d'alternative plus proches de sa propre sensibilité libertaire. Quant à nous, nous dirions que l'on ne refait pas l'Histoire…

En Espagne, si, à l'époque, les libertaires étaient nombreux et puissants, ils n'étaient nullement majoritaires ; il était donc vital pour leur projet révolutionnaire de recueillir l'assentiment d'une large partie de la population. Mais il ressort, rétrospectivement, que les anarcho-syndicalistes n'ont pas accordé suffisamment de place aux artisans, aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie, ce dont profita le Parti communiste espagnol.

De plus, au niveau international, la situation se montrait encore moins avantageuse : Hitler et Mussolini d'un côté, Staline de l'autre ; par ailleurs, les démocraties (française, anglaise, états-unienne, etc.) ne voyaient pas d'un bon œil s'installer un régime politique anarchiste.

Paul Lapeyre, dans *L'Espagne nouvelle,* de mars 38, estimait que les chances d'une révolution catalane étaient nulles au plan international :

« *Enfin, si malgré tout cela la révolution avait triomphé en mai, elle aurait seulement débouché sur un rapide triomphe de Franco. Serait-il possible de penser, en effet, que la France ou l'Angleterre qui se refusaient à aider l'Espagne républicaine, auraient aidé l'Espagne libertaire ? Or, actuellement, l'industrie espagnole tire toutes ses matières premières de l'étranger. On ne doit pas oublier, en effet, que les principales mines sont aux mains des nationalistes. Privés d'armes – tant russes que françaises–, privés de matières premières nécessaires pour les fabriquer, qu'auraient fait les libertaires espagnols ?* »



Si Froidevaux est critique, il n'en salue pas moins « *l'enthousiasme révolutionnaire et l'exubérance des premiers temps* » et aussi « *les mentalités en ébullition* » :

Toutes les façons de vivre sans exception sont « repensées » : l'utilisation de l'argent, le sport, l'hygiène, la pédagogie, la sexualité (et donc la prostitution), la créativité dans les arts en général, etc., mais aussi la médecine, l'aide sociale, le statut de la femme, l'enfance et la vieillesse, le tout couronné par un culte pour le livre et le savoir.

C'était cependant négliger les poids des habitudes et des traditions, car le passage à la société idéale ne peut se réduire au mythe du Grand Soir, au moment révolutionnaire, au coup de baguette magique qui fait place nette à l'édification d'une société harmonieuse.

Ce qui n'empêche pas Michel Froidevaux de célébrer avec chaleur la construction des différentes autogestions (les collectivités), de dire leurs problèmes et leurs contradictions. Nombre d'ouvrages ont fait la part belle à cette autre façon d'organiser l'économie et la société, nul besoin d'en rajouter.

Cependant, c'est sur le problème de la cohérence entre la fin et des moyens que met l'accent Michel Froidevaux, essentiellement sur le problème de la violence. À l'époque, déjà, des critiques s'élevaient : « *Nous sommes fatigués des paradoxes. Des ministres anarchistes… Des gouverneurs anarchistes… Des maires et des conseillers municipaux anarchistes… Des policiers anarchistes… Des geôliers anarchistes… Ça suffit !* » En oubliant les anarchistes qui participaient aux pelotons d'exécution…

À l'époque, bien sûr, il n'était pas question d'action non-violente ; ce n'était pas dans la culture du temps, encore moins dans les comportements libertaires du temps. Certains ripostèrent à cette simple éventualité en critiquant *« l'objection de conscience* » et le « *pacifisme* », montrant par-là leur ignorance historique ou leur négligence d'esprit.

Pourtant, dans *La Voix libertaire* (n° 372 d'octobre 1937, éditée à Limoges), Pierre Ramus écrivait que « *la guerre et la révolution sociale sont deux principes absolument contraires, fondamentalement distincts et antagonistes.* […] *Toute révolution se servant des moyens et méthodes des révolutions historiques politiques (armes, militarisme, guerre civile, comme nous les connaissons à travers l'histoire) ne pourra jamais arriver à la révolution sociale et encore moins à l'anarchie.* […] *Actuellement nous voyons ceci d'une façon terrible et douloureuse en Espagne.* »

De notre côté, nous pouvons ajouter que l'abandon de l'antimilitarisme traditionnel anarchiste a débuté dès le premier départ des milices pour le front. Quelle que soit la façon de participer à une guerre, il s'agit toujours de tuer ou de se faire tuer. Fondamentalement, elle est étrangère au projet anarchiste d'une société fraternelle. Cette guerre civile comme toute guerre ne dépend pas des révolutionnaires. Elle soumet à sa logique toutes les réalisations révolutionnaires aussi admirables soient-elles.

De son côté, Froidevaux écrit :

« *La violence collective* – révolutionnaire *ou non – apparut très vite comme la manifestation du* droit *du plus fort. La violence, pour les anti-autoritaires qu'étaient censés être les libertaires, se révéla, à contrario, comme la preuve effective qu'ils exerçaient la coercition, le pouvoir.* »

« *De la même manière que les anarchistes stigmatisent la dictature du prolétariat chère aux communistes, puisque ce n'est pas en renforçant l'oppression que l'on peut se rapprocher d'une société de libertés, l'on pourrait aussi reprocher aux anarchistes* violents *de croire qu'il est possible de forger un monde de fraternité ou d'amour en recourant pour cela à la force brutale.* »

« *L'anarchisme a, sans doute alors, manqué son rendez-vous avec l'histoire, mais l'histoire de l'anarchisme, elle, continue* », écrit Michel Froidevaux en terminant sa thèse ; idée dont nous ne voulons pas douter, car il ne s'agit pas de cultiver une « *mémoire de vaincus* », mais, plutôt, après réflexion, d'ouvrir d'autres voies. Qui plus est, l'anarchisme procédant du vivant, on suivra Jean-Jacques Kupiec dans son anticipation : *Et si le vivant était anarchique ?*

Collectif Désobéissance libertaire

Pouvoir dire « oui », c'est aussi pouvoir dire « non »

À l'occasion de la réédition de l'ouvrage *Du consentement* de Geneviève Fraisse, revenons sur ce concept, comme une invitation à lire ou relire le texte de la philosophe. L'ouvrage est construit en plusieurs parties mettant en interrogation autant « Les vertus du consentement » que « Les défauts du consentement », « Les ambitions du consentement » ou la « Misère du consentement ». Le texte initial de 2007 a été complété, en 2017, d'un épilogue : « *Et le refus de consentir ?* » et dans le format poche de 2022, il bénéficie d'un avant-propos. « *J'ai longtemps pensé que l'acte de consentir relevait de l'intimité la plus grande, mélange de désir et de volonté dont la vérité gisait dans un moi profond. Lorsque j'ai entendu ce mot consentement dans des enceintes politiques, Parlement européen, débats télévisuels, discussions associatives, j'ai compris qu'il pénétrait l'espace public comme un argument de poids* » nous dit l'autrice. Quelques affaires dans les mouvements politiques apparaissent au grand jour depuis quelques années alors que ces mêmes affaires étaient étouffées auparavant par les uns comme par les autres.

Pas de consentement sans corps, et sans autrui

En effet, comment le consentement contraint dans la sphère privée s'est-il imposé aussi dans l'espace public ? Depuis l'automne 2017, nous assisterions à la libération de la parole. Non, ce n'est pas la parole qui s'est libérée - forme passive -, ce sont les femmes qui ont pris la parole de manière active et des personnes ont ouvert leurs oreilles pour les entendre et surtout les écouter. Geste affirmatif du côté de la parole et du côté de l'écoute. Or, pour prendre la parole et être écouté, il faut des moyens. C'est pourquoi #MeToo a été lancé par des femmes socialement connues. Puis, cela a été repris par un grand nombre de femmes aux métiers très divers, bien au-delà des artistes, sur tous les continents.

Si certains auteurs ont continué à penser le consentement superflu, c'est qu'ils vivent dans ce climat d'impunité, ils seraient intouchables, sûrs de leur séduction unilatérale au point de croire légitime la possession du corps féminin. Le bon droit (celui du père de famille, le pater familias, le patriarche) et l'impunité indiquent l'injustice, faite de certitudes pseudo-morales. Pourtant, la charge de la preuve incombe autant à la plaignante qu'au mis en cause qui doit s'expliquer. Mais, l'impunité qui règne conduit souvent à servir le dominant pour se croire diffamé. Ce qui explique le faible nombre de plaintes de la part des dominées et le plus faible nombre encore d'affaires instruites, tant les femmes craignent le retour du bâton et la plainte en diffamation, et que les services de police ou de gendarmerie comme les magistrats, pour la plupart, baignent encore dans les stéréotypes d'un autre temps. Pour autant, une grande partie de la population a ouvert ses oreilles et a reconnu cette relation sexuelle toxique entre dominant et dominée. Le consentement advient politiquement pour comprendre tant l'emprise que le choix et l'acceptation.

Concept non pas psychologique mais politique

Pendant longtemps, le consentement s'appréciait, ou non, dans la relation privée entre deux personnes, c'est la version maritale. Puis avec la Révolution, le divorce est apparu – rupture importante - et actait le consentement de deux époux à se séparer. La femme peut consentir, étape dans la conquête de l'autonomie des femmes. Mais tant que la domination existe, mariage et divorce tordent le cou au consentement soi-disant mutuel. Pas d'égalité, pas d'accord, puisque rien n'est partagé en toute liberté. Cette zone grise, comme le nomme Geneviève Fraisse, entre le oui et le non, il faut en sortir pour parvenir au consentement. Or #MeToo a modifié le rapport de force en donnant un caractère politique, dans une relation collective. #MeToo a réinterrogé l'histoire du contrat social fondé sur l'adhésion et la réciprocité potentielle. Si « *le consentement dit bien le privé et le public, le singulier et le pluriel* », cela ne suffit pas.

« *Le consentement a une fonction sociale et politique implicite. Il n'est pas besoin de l'énoncer à chaque acte qui le requiert* ». Il se dit ou ne se dit pas, s'exprime ou se tait. C'est toujours une relation entre au moins deux êtres, non réductible à une « immédiateté », circulant d'un individu à l'autre. Et c'est pourquoi, il est si difficile d'en faire état dans une procédure judiciaire. Geneviève Fraisse indique « *À la dernière phrase de ce livre sur le consentement, apparaît enfin le « non », la possibilité, la décision de dire « non »…* ». Ainsi le « oui » et le « non » caractérisent l'épaisseur et la complexité de l'« autonomie du sujet ». Mais le sujet ne peut exister que dans des rapports sociaux, ici des rapports de pouvoir, rapports sociaux de sexe, dans la « disqualification des femmes ». #MeToo a institué la subversion en constituant des groupes de plaignantes face à un seul homme, « *la visibilité du non-consentement apparaît comme une affaire publique. C'est donc la publicité, l'espace public qui se construit pour poser une question taboue : Le corps des femmes leur appartient-il ?* » Bien sûr, par les luttes, les femmes ont conquis la propriété de leur corps – contraception et avortement, entre autres – pour autant, « *cela n'exclut pas qu'il puisse encore être possédé* » du fait de la vulnérabilité des

Féminisme et révolution

dominées, la possession n'étant pas la propriété. En dénonçant collectivement le violeur ou le harceleur, les femmes croisent le privé et le public.

On disait : « elles consentent » ; on dira maintenant : « je consens »

Geneviève Fraisse revient sur le viol, les soupçons pesant sur la personne violée, de l'invention de son éventuel consentement. Elle traite, entre autres, de la capacité politique, de l'éthique du consentement, du choix, de la liberté, de la volonté individuelle, de l'égalité sexuelle, du pouvoir, de la violence, etc. Accord, acceptation, consentement. La contradiction est dans le mot même de consentement.

« *Être exclue, hors champ ; ou être dans le champ, opprimée ; ou être augmentée en puissance et élargir le champ. Tout est une question d'espace plus que d'appartenance. Et, peut-être est-ce justement dans l'espace plus que par le temps que l'époque devra penser l'égalité.* »

Un moyen de dénoncer et de lutter n'est pas nécessairement une fin ; c'est un moyen, une stratégie. Et si le corps collectif des actions de #MeToo ne dit pas l'addition des corps individuels mais le pluriel d'un ensemble, où ce pluriel nous mènera-t-il ? L'autrice répond « *Pas seulement, et pas nécessairement, du côté des tribunaux. Des voix désormais se font entendre pour user du judiciaire de manière réfléchie, pour inventer de nouvelles pratiques de résistance et de subversion de l'abusif pouvoir masculin* ». Et l'abus ne cadre pas vraiment avec la pensée politique de l'égalité, ce mot est du côté de l'excès, donc de l'incontrôlable. « *Ce sont donc bien, encore et toujours, les principes de liberté et d'égalité qui nous invitent à penser la sexuation du monde* ».

Hélène Hernandez
Groupe Pierre Besnard

Geneviève Fraisse, *Du consentement*, Points Seuil, 2022.

Simultanément en Iran et ici, sans que la situation générale et les risques soient comparables, les femmes disent publiquement « *Non à l'obéissance !* ».

Pour le premier pays, non aux diktats religieux quant aux tenues féminines autorisées, et, au-delà, de la soumission qu'elles impliquent dans la vie quotidienne.

Pour le second, non à l'obéissance aux hommes en général et à ce que leur permet leur statut social.

Ce non grandissant menace ce statut-même, comme le montrent maints exemples dans le monde culturel et politique, puisque de lui, surtout en cas de notoriété, découle un surcroît de prestige et donc, d'une possible domination.

On voudrait porter assistance de toutes les façons aux Iraniennes et aux Iraniens qui les soutiennent, exposant leur vie dans les rassemblements et défilés face à une répression féroce.

Privées d'avis dans la vie privée

De la même façon nous sommes solidaires de corps et d'esprit avec nos compatriotes en lutte contre l'inégalité de genre et les mauvais traitements qu'elle autorise.

J'ai développé ailleurs[1] comment le ressort principal de cette situation était dans le rapport - et le fossé - entre vie privée et vie publique. Les restes de relégation des femmes aux soins domestiques sont contradictoires avec leur formidable ascension socio-professionnelle. Cette relégation qui sert le confort des hommes, leur confiance en eux, leur réussite ; et parfois, par voie de conséquence, leur emprise et leurs abus vis à vis de l'autre genre.

On nous parle de « degrés » dans ces abus... C'est en effet à la Justice, pour finir, de les apprécier et, si besoin est, de les sanctionner. Il reste qu'ils sont les fruits du même mécanisme d'oppression reposant sur ce leurre de supériorité, admis et entretenu par l'ensemble de la société.

Que des révélations en cascade tendant à le détruire soient récupérées, instrumentalisées à des fins partisanes est regrettable ; mais l'égalité est à ce prix.

Que certains jugent excessives l'obstination et l'audace des féministes ne peut nous surprendre puisque tout effort des femmes pour sortir du « rien », du néant auxquels le sexisme les assigne, est toujours « de trop ».

Marie-Claire Calmus

1. *Privé-Public* 2020
Éditinter Éditions 2021

Il n'a pas inventé la poudre…

« Je crois qu'il y a des résistances honnêtes et des rebellions légitimes. »

Alexis de Tocqueville,
De la démocratie en Amérique, 1835

Le président, la poudre aux yeux

C'est ainsi qu'il utilise les propos et les actes de ses prédécesseurs, il n'hésite pas à chausser leurs pantoufles à partir du moment où cela lui permet de mystifier le peuple. Sa dernière trouvaille, annoncée et reprise par l'ensemble des médias comme magique, est destinée à qui veut bien croire à ses mensonges et soi-disant devrait régler tous les problèmes de société. Il vient de créer une nouvelle usine à gaz, le Conseil national de la refondation (CNR), récupérant ainsi le sigle du Conseil national de la Résistance pour créer l'illusion et pour appeler à l'union nationale.

« C'est tous ensemble que nous résoudrons la/les crises que ma classe génère ». Bravo bouffi ! Vraiment, tu nous prends pour des billes. Mais, fais tout de même attention à tes acabits car les retours de bâton pourraient te chatouiller désagréablement les côtelettes.

Utiliser le sigle CNR relève d'une véritable imposture

Le CNR (Conseil national de la Résistance) est né le 15 mars 1944. Ce fut l'organisme qui a coordonné les différents mouvements de Résistance intérieure française pendant la Seconde Guerre mondiale (PCF, SFIO, MRP). Une Union sacrée qui, entre décembre 1944 et octobre 1945, était une sorte de gouvernement provisoire dont le programme contenait des mesures qui allaient dans le bon sens, en voici quelques-unes :

> 26 août et 30 septembre 1944 : réorganisation de la presse et interdiction des concentrations.

> 18 septembre 1944 : relèvement des cotisations de la Sécurité sociale.

> 16 janvier 1945 : nationalisation de l'usine Renault et confiscation des biens de Louis Renault suite à sa collaboration avec l'ennemi.

> 22 février 1945 : transfert à l'État des actions des compagnies Air France et Air bleu.

> 4 et 19 octobre 1945 : ordonnance de base de la Sécurité sociale, fusion des anciennes assurances (maladie, retraites) et gestion de cet organisme par les intéressés.

Aux élections du 21 octobre 1945, les trois partis qui étaient à la base de la création du CNR (le Parti communiste français (PCF), la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) et le MRP (Mouvement républicain populaire) gagnent les élections et forment un gouvernement. Le général de Gaulle est élu président d'un gouvernement tripartite.

Ce gouvernement continuera à mettre en œuvre les mesures contenues dans le programme du CNR :

> 2 décembre 1945 : décret sur la nationalisation de la Banque de France et de quatre banques : le Crédit lyonnais, la Société générale, le Comptoir d'escompte de Paris et la BNCI (Banque nationale pour le commerce et l'industrie devenant la BNP, en 1966).

> 18 janvier 1946 : dépôt d'un projet de loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz qui contient la création d'EDF (Électricité de France) et de GDF (Gaz de France).

> 21 février 1946 : rétablissement de la loi des 40 heures.

> 28 mars 1946 : vote de la loi sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

> 24 avril 1946 : nationalisation des grandes compagnies d'assurances.

> 25 avril 1946 : extension du nombre de comités d'entreprises aux attributions étendues.

> 26 avril 1946 : généralisation de la Sécurité sociale en y incluant la retraite des anciens.

> 19 octobre 1946 : vote de la loi sur le statut de la fonction publique.

Toutes ces avancées sociales étaient contraires aux intérêts du grand capital mais le rapport des forces à la sortie de la Deuxième Guerre mondiale n'a pas permis aux politicards de l'époque de continuer à exploiter le peuple. D'autant que les industriels, les financiers et responsables des partis politiques avaient besoin des travailleurs et des travailleuses pour redresser le pays et le reconstruire. Il fallait bien, contraints et forcés, faire quelques concessions d'où quelques avancées sociales et améliorations au niveau des conditions de travail.

Les rapaces n'ont jamais lâché prise. La lutte de classe, ils y sont aguerris.

La casse des acquis légalisée et officialisée

Cette lutte de classe s'est accélérée depuis maintenant 15 ans. L'ancien vice-président du MEDEF, Denis Kessler, aujourd'hui toujours patron du groupe d'assurance SCOR, dans un éditorial qu'il a donné à la revue *Challenges*, le 4 octobre 2007, a donné aux politicards le feu vert de la casse des acquis sociaux qui ont été mis en place entre 1944 et 1952. La casse a commencé sous la présidence de Nicolas Sarkozy.

Sous le titre Adieu 1945

Le requin s'est lâché. « *Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du CNR* », a-t-il écrit. Sa feuille de route est claire. Tout doit disparaître, statut de la fonction publique, régimes spéciaux des retraites, la Sécurité sociale, le droit du travail…

Dans cet éditorial, il applaudissait les réformes engagées par Sarkozy : « *Le modèle social français est le pur produit du CNR »…* « *Il est temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie.* » Mais, l'individu s'impatiente, il trouve que cela ne va pas suffisamment vite, précise sa pensée et donne sa feuille de route. La liste des réformes dit-il : « *C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre*

1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du CNR ».

La résistance et la lutte

Seulement, il avait minimisé le niveau de résistance. Les travailleurs, les retraités, les salariés, les jeunes, les fonctionnaires… ont lutté, sont descendus dans la rue, ont fait grève. Toutes ces luttes ont empêché l'éradication de la totalité des acquis sociaux.

« Résistance et obéissance, voilà deux vertus du citoyen. Par l'obéissance il assure l'ordre ; par la résistance, il assure la liberté. »

Alain, *Propos d'un Normand*

Quinze années après cette déclaration de guerre, la lutte continue

Pourtant, tous les gouvernements qui ont succédé à celui de Sarkozy (droite), Hollande (dit de gauche), Macron (le caméléon), se sont pour l'instant cassé les dents. Certes, ils les ont abîmés sérieusement : statut de la fonction publique, code du travail, Sécurité sociale, régimes de retraites, entreprises nationales privatisées, banques… Mais concrètement, ils n'ont pas pu aller au bout. Les réformes issues du CNR sont encore debout. Elles ont la vie dure et sont résistantes ! Certes bien amputées mais elles tiennent le coup.

Cependant le danger est permanent

Le second quinquennat de « Vulcain » ne laisse présager rien de bon dans la mesure où il a échoué dans sa réforme des retraites lors du premier. Revanchard et décomplexé, on peut penser que ce manipulateur va s'inspirer de l'histoire pour nous duper. D'où le nouveau CNR. Son truc à lui ce n'est pas pour mettre en place des mesures sociales afin d'alléger le sort du peuple mais pour concocter des mesures antisociales et répressives, avec l'aval de toutes les composantes sociales. Bien sûr, pour le bonheur du peuple, au nom de la démocratie. Sic !

Cette usine à gaz est censée apporter des solutions à tous les problèmes rencontrés par les destructeurs de la planète et, pour cela, le bougre va faire appel à toute la fine fleur de la protection des êtres humains et de la nature et à ses complices. Toutes et tous espèrent en collaborant en tirer quelques bénéfices et échapper à la pandémie…

C'est ainsi que le 8 septembre 2022 est créé, avec l'accord des partenaires dits sociaux, le Conseil national de la refondation… Refondation de quoi, du système capitaliste ? Il aurait fallu le détruire pour refonder, on ne bâtit pas sur des assises branlantes qui risquent de s'effondrer au moindre soubresaut. Le but n'est pas le bien-être du peuple mais bien de renforcer le système capitaliste.

Il annonce la couleur, il a besoin d'avoir les coudées franches et le gouvernement, les ministres, l'Assemblée nationale sont des obstacles au pouvoir personnel. Il ne va pas supprimer le Conseil des ministres pas plus que l'Assemblée nationale, ces deux structures seront la vitrine de la démocratie. Pensez donc, il y a l'opposition, si pâlotte, mais tout de même gênante. Il lui faut donc une structure qu'il peut manipuler selon sa volonté et ses envies et surtout les envies des milliardaires et des industriels. Il lui faut agir vite pour être en mesure de contrer la colère du peuple qu'il craint comme le lait sur le feu.

Avec cette usine à gaz, croix de fer croix de feu, il va s'attaquer à tous les fléaux dont ses amis(es) les milliardaires et industriels sont les instigateurs et les responsables.

Le pouvoir personnel en marche

Le CNR n'était pas encore créé, que l'autocrate proclamé a déjà fixé les objectifs et choisi arbitrairement les personnes qui y siégeront.

Elles viendront de la sphère politique, économique et associative, des citoyens et citoyennes tirés au sort (sic), du CESE (Conseil économique social et environnemental), de responsables des partis politiques, des groupes parlementaires, des associations d'élus, des corps intermédiaires (syndicats ouvriers et du patronat). Tout ce beau monde a été choisi en fonction des critères de Vulcain. En ce qui concerne les objectifs, ils sont déjà fixés : l'indépendance (industrielle, militaire…), le plein emploi, la neutralité carbone, les services publics pour l'égalité des chances, la renaissance démocratique. Également dans le collimateur la réforme des institutions et de la constitution qui lui donnerait les pleins pouvoirs !

Il tient à préciser que le CNR n'aura pas le pouvoir de voter des textes mais devra produire des données… qui seront soumis à l'approbation de Vulcain.

Voilà comment, insidieusement, la société, sous des apparences démocratiques, de concertations, se transformera en une dictature.

Justhom
Groupe de Rouen

Mourir… de vivre !
to be or not to be, j'expire.

Jusqu'à il y a encore peu, il était interdit d'aider les gens à mourir… dans la dignité.

La loi, dite Léonetti[1], a autorisé la fin de l'acharnement thérapeutique qui, dans certains cas de figure, sans espoir aucun, faisait qu'on mourait dans la souffrance. Un petit pas, salué comme un grand pas en avant. C'est dire où on en était !

Pour l'heure, la nébuleuse macroniste, de plus en plus nébuleuse, « réfléchit » à une loi « sociétale », non pas pour mettre en place le **droit** de mourir dans la dignité, mais, du moins, là encore, pour faire la moitié du quart d'un petit, tout petit, pas dans cette direction soutenue par une majorité de l'opinion publique. Pitoyable !

De l'hypocrisie !

Cas de figure ordinaire. Vous souffrez d'un cancer en phase terminale, sans espoir aucun de… Et vous avez envie d'en finir. Vous souffrez d'une maladie dégénérative inéluctable (Charcot…) qui vous détruit peu à peu sans espoir aucun autre que d'être un légume… et vous avez envie d'en finir. Vous… Et bé non ! On va vous filer des médocs pour ne pas souffrir, mais on ne va pas vous aider à mettre un terme à votre… survie. Car, merde, la vie c'est sacré. Sacrée ! Ah bon !

Les mêmes qui nous tiennent ce genre de discours sont, bizarrement, ceux qui nous parlent de guerre juste contre nos ennemis héréditaires qui, demain, et tant mieux, seront nos amis héréditaires, et qui nous invitent aux guerres, toujours justes, de religion contre les hérétiques, les « infidèles » et autres apostats. Là, pour eux, non seulement nous avons le droit, mais le devoir de mourir. Pour qu'eux, les marchands de canons comme les ensoutanés, puissent continuer à profiter de nos vies. Car, sans nos vies et nos morts, dont ils s'arrogent le droit d'en gérer le pourquoi et le comment, que seraient-ils ? Rien !

Bref tous ceux, les capitalistes comme les curaillons, qui estiment avoir le droit de décider de nos vies et de nos morts, ne nous accorderont jamais le droit de décider (et de profiter) de notre vie comme de choisir notre mort. Car ce serait la porte ouverte à nous accorder le droit de **vivre dans la dignité**. Et là… !

TOUJOURS VERT MÊME AU BOUT DU ROULEAU BANART

On s'en doute, ces droits qu'ils nous refusent, pour la mort, ils se les accordent dans certains « paradis fiscaux » en la matière. En Suisse, en Belgique… Bien sûr, contre monnaie sonnante et trébuchante dont ils sont largement pourvus, eux !

Du bon sens !

Autre « argument » de quelques idiots utiles (du genre climato-sceptiques) : oui, mais si on nous donne le droit de mourir dans la dignité (donc, quand c'est nous qu'on décide), cela ne risque-t-il pas d'être la porte ouverte à… ? Du genre, un ado, après un chagrin d'amour, qui voudrait en finir, mais qui six mois plus tard, lors d'un nouvel amour, croquerait la vie à pleine dents. Si on lui accordait ce droit, serait-ce bien raisonnable ?

Bien sûr que non ! Et il n'en a jamais été question.

Par ailleurs, quand on est, ou qu'on se sent, au bout du bout, droit ou pas droit, ce n'est pas compliqué.

Mon grand-père, un paysan charentais qui avait fait 14-18 et 39-45 (les deux fois prisonnier en Allemagne dans une ferme où je le soupçonne de ne pas avoir dormi longtemps dans la grange), me disait néanmoins, j'en ai marre. Et il me disait aussi : « *C'est dommage qu'on ne parle pas la même langue car les Boches sont des braves gens comme nous, et les enfoirés d'en haut en profitent pour nous faire nous foutre sur la gueule* ». Bien gazé, en 14, il s'est retrouvé avec un cancer généralisé. Alors, il a fait ça à la paysanne. Dans la grange. Le fusil dans la bouche. Et, boum ! Il y en avait partout. Beurk !

Bref, dans de nombreux cas, surtout quand on n'a plus sa tête et peut-être encore plus quand on l'a encore, c'est quand même mieux d'être aidé à en finir de manière civilisée. Mais c'est quoi être aidé et être aidé d'une manière civilisée ?

Le droit, ses règles et les moyens du droit !

Tous et toutes, autant que nous sommes, nous n'avons pas choisi de naître et, donc, pas choisi de vivre. Aussi, dès lors qu'elle ne nous tombe pas dessus à l'improviste, le droit de pouvoir choisir notre mort relève d'un **droit imprescriptible**.

Mais ce droit imprescriptible doit-il pour autant être un foutoir du genre hypermarché à la mode capitaliste ?

Bien sûr que non !

Ce droit, simple question de bon sens, doit s'accompagner de règles. Car, bien sûr que, préalablement à ce que l'on nous aide à mourir dans la dignité, il conviendra, si on est en état de lucidité, d'avoir des entretiens avec des toubibs, des psys, des… Et, si on est en état de mort cérébrale, de consulter la famille et les proches. Donc, s'en méfier et avoir sur soi un papier disant que… Reste que, fondamentalement, même avec des règles, ce droit sera un DROIT. Un droit

Le Titanic prend feu

qui, comme tous les droits, pourra être contesté en droit, mais dans les limites d'une décence temporelle à définir. Du genre quelques mois. Mais, les anarchistes connaissent la différence entre les **droits formels** et les **droits réels**. Aussi…

Aussi, ce droit imprescriptible, avec ses règles, n'aura de sens (et de réalité) que s'il est accompagné des MOYENS de sa mise en œuvre. En l'occurrence, en s'appuyant sur un service PUBLIC et gratuit de santé. Car le droit, seulement pour les riches, n'est pas un droit. C'est juste un POUVOIR, pour certains, de pouvoir l'exercer.

En guise d'introduction

On l'aura compris, le droit de pouvoir mourir dans la dignité s'inscrit dans une logique globale de **révolution sociale libertaire**.

Pour l'heure, tel n'est pas le cas. Et c'est bien pourquoi, pour pouvoir arracher le droit imprescriptible de pouvoir choisir notre mort, il nous faudra, d'abord, arracher celui, tout aussi imprescriptible, de pouvoir choisir notre vie. Car…

Car, sans pouvoir vivre librement on ne pourra jamais mourir librement !

Aussi, en attendant de pouvoir mourir librement, commençons par le début, à savoir par vivre librement.

Qui a dit que les anarchistes, par-delà le fait de toujours vouloir tutoyer le ciel, n'avaient pas les pieds sur terre ? Sur terre, camarades, pas sous terre !

Jean-Marc Raynaud

1. Pour en savoir plus sur cet individu, reportez-vous à la lecture de *Les hommes du Vatican*, coédition Les Éditions libertaires et les Éditions de la Libre Pensée. 456 pages. 15 €.

La métaphore du Titanic pour représenter la société qui court à sa perte due au réchauffement et au changement climatiques est un grand classique. Ceci dit, il faut admettre qu'elle a le mérite d'être parlante, l'image la plus connue étant celle de l'orchestre qui continue de jouer sur le pont alors que le navire est en train de disparaître sous les eaux signifiant que nous allons dans le mur mais que nous nous obstinons à regarder dans la mauvaise direction. Alors allons-y à fond dans cette imagerie navale.

En premier lieu, on peut constater que la classe dominée est la première à être consciente que quelque chose ne tourne pas rond et que, de par sa situation, cloîtrée en fond de cale, elle est la première à subir les conséquences de la catastrophe à venir. C'est certain qu'avec de l'eau à 10° jusqu'à la taille, on percute plus vite.

Les canots de secours ne seront pas pour les galériens

Pendant ce temps, la classe dominante, comme à son habitude, gavée de privilèges, bien installée dans les beaux salons des étages supérieurs, n'est pas encore dérangée par les vibrations qui font osciller les parois métalliques et prend cette rumeur qui circule avec dédain et déni, s'estimant au-dessus de ces problématiques de petit peuple.

Ensuite, lorsque le navire prend l'eau de toute part et qu'il ne fait plus aucun doute que celui-ci est en train de sombrer, que se passe-t-il ? Les portes qui séparent les étages et les cales sont verrouillées et on laisse crever les pauvres en les empêchant d'accéder à la surface. Ces pauvres qui, dans leur tragique détresse, pourraient se voir importuner les riches. Mais enfin, lorsque ces riches sont au pied du mur, que leur confort est perturbé par des coupures de courant ou des serviteurs qui courent en hurlant et qu'ils n'arrivent plus à tenir debout, alors ils réclament au commandement des solutions rapides, sans oublier d'aller cacher leurs lingots et leurs bijoux.

Le bâteau prend l'eau, vite où sont les pansements ?

Maintenant, la proue sous l'eau et les hélices tournoyant dans les airs, le fier paquebot est en train de piquer lentement vers le fond de l'océan. Que propose alors le gouvernement, pardon, le capitaine, maître à bord ?

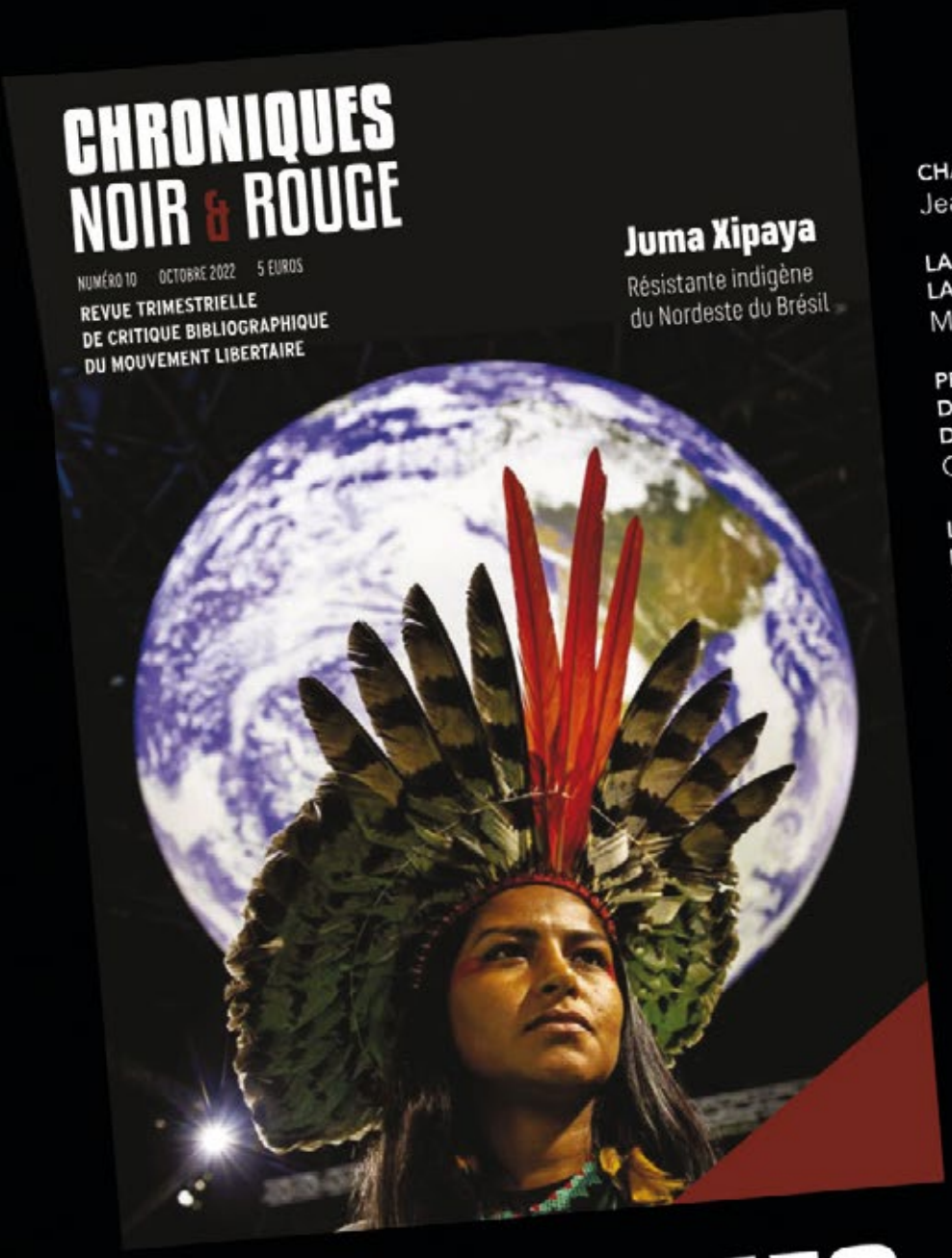
Il demande de baisser le chauffage dans les cabines pour économiser du carburant, il demande de bien fermer tous les hublots, il exige des pauvres qu'ils se serrent à l'arrière du navire pour faire contrepoids, il demande de bien caler les caisses de champagne, il demande de fixer les meubles au sol, il propose un grand référendum pour décider de la couleur des nouveaux gilets de sauvetage…

Et beaucoup regardent et écoutent l'orchestre jouer.

La survie passe par l'autogestion

Alors qu'il fallait à la première alerte expulser ce capitaine et ses lieutenants de la cabine de pilotage, rassembler tout le monde sur le pont, sans distinction, organiser collectivement le comptage des gilets, des bouées et des canots de sauvetage, fabriquer des radeaux de fortune avec tous les matériaux disponibles et ce, en se faisant riche de toutes les compétences se trouvant à bord. Et enfin tenter de quitter le navire dans un esprit d'égalité et de solidarité et de sauver le plus grand nombre de personnes.

Julien Ory



CHAUD, L'ÉTÉ A ÉTÉ CHAUD !
Jean-Louis Phan Van

LA PREMIÈRE VICTIME DE LA GUERRE C'EST LA VÉRITÉ
Mireille Mercier

PENSEURS CONTEMPORAINS D'EXTRÊME DROITE ET L'AVENIR DE LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE
Claire Auzias

L'HOMME AUX BRAS CROISÉS IMAGE ET DICTATURE
François Roux

PHILOSOPHIE DE L'ANARCHIE
André Bernard

L'ESPÉRANTO : QUELLE UTILITÉ ?
Frank Mintz

LE MOUVEMENT DES KIBBOUTZ ET L'ANARCHIE
Charles Jacquier

SUR UN LIVRE QUI N'EXISTA PAS : LE GRAND ŒUVRE DE SIMONE WEIL
Miguel Chueca

LA CONTRE-RÉVOLUTION PRÉVENTIVE
Luce Fabbri

L'ÉMANCIPATION PAR LES SAVOIRS
Claire Auzias

BONAVENTURE, RÉPUBLIQUE ÉDUCATIVE ET LIBERTAIRE
Hélène Hernandez

(RE)LIRE MADELEINE PELLETIER
Hélène Hernandez

L'IDÉE JAMAIS VAINCUE DE FRANS MASEREEL
Thierry Maricourt

UNE VIE VÉCUE À TOMBEAU OUVERT
Daniel Pinós

NOTES DE LECTURE

CHRONIQUES NOIR & ROUGE

Revue trimestrielle de critique bibliographique du mouvement libertaire

n° 10 octobre 2022 5 euros

Éditions Noir et Rouge, Appt 170, 75 avenue de Flandres, 75019 Paris
ed.noiretrouge@gmail.com

Abonnement : 20 € pour 4 exemplaires

Pour la convergence des luttes

Les Éditions Libertaires n'ont jamais eu pour pratique de demander à leurs auteurs un *Ariernachweis* anarchiste. Au contraire, elles se sont toujours enrichies de la diversité des points de vue, pourvu qu'ils convergent vers certains horizons, lutte anticapitaliste, antifasciste, laïcité n'en sont que des exemples. Jean-Marc Raynaud, à la fois l'inventeur et l'animateur de cette noble maison d'éditions, a toujours milité pour une union des mouvements anarchistes et pour un rapprochement des révolutionnaires sur la base de luttes communes. Il le rappelle encore dans la très belle préface de ce livre : aux bals des vaincus, les vaincus c'est nous, *si nous persévérons dans nos crispations identitaristes momifiées, nous serons condamnés à regarder passer le train de l'Histoire*.

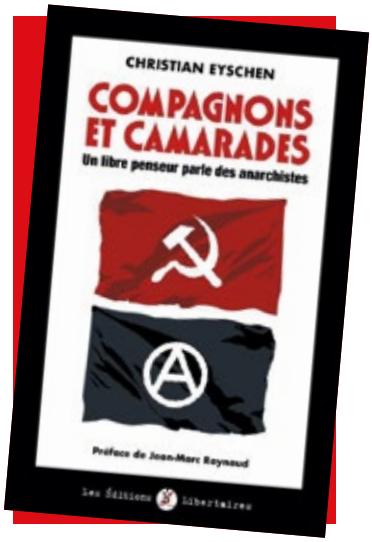
On ne s'étonnera donc pas de la publication du livre de Christian Eyschen, trotskyste, franc-maçon, libre penseur, qui depuis des années en camarade de route avec son regard parfois critique et ne cédant rien à ses propres convictions, écrit des notes de lectures de livres anarchistes dans *La Raison*. Ces livres sont souvent, dit-il, des *ouvre-boîtes à intelligence*.

Christian ne vit pas dans le monde des Bisounours, il connaît très bien les points de frictions entre trotskystes et libertaires, en particulier la question de l'État, mais *cette différence importante, essentielle qu'il ne faut pas cacher ou mettre sous le tapis en se faisant des papouilles, n'interdisait pas, que sur le court terme, on pouvait faire des choses ensemble*.

Et il a raison, Christian, quand il pointe certains réflexes conditionnés chez les anars, quand il suffit qu'*on se penche à l'oreille d'un libertaire pour lui souffler les mots de Trotsky, Makhno, Cronstadt et c'est reparti comme en 1921*.

Et donc, ce livre permet de retrouver de nombreuses notes de lecture, plus ou moins étoffées mais toutes témoignent de la diversité des luttes. Christian va chercher la substantifique moelle de chaque ouvrage, parfois ça pique un peu pour un libertaire, j'en sais quelque chose, Christian ayant eu l'amabilité de chroniquer certains de mes bouquins, mais toujours cela permet un décadrage, un point de vue proche mais différent, en voisin pour qui la sincérité est préférable au terme à la mode de bienveillance.

Thierry Guilabert



CHRISTIAN EYSCHEN
Compagnons et Camarades.
Un libre penseur parle des anarchistes
Les Éditions Libertaires, 2022
158 pages. 15 euros
en vente à la librairie Publico

Maudite soit la guerre !

Le dossier du prochain numéro 22 de *Casse-rôles*, le journal féministe et libertaire, a pour thème : **« Maudite soit la guerre »**. Primo, en solidarité avec les féministes russes qui appellent à une résistance contre toutes les guerres et secundo, *« parce que la guerre est partout et que les victimes à 90 % des civils, se comptent par milliers dans le monde »*.

Mais avant le dossier, le numéro novembre/janvier de *Casse-rôles* fait un focus sur l'actualité au féminin. Les derniers chiffres en hausse des féminicides. La condition des femmes afghanes. L'avortement au Kenya. La terrible condition des femmes dans les prisons françaises. Les mauvaises surprises des féministes espagnoles. Un hommage à Margaret Maruani, syndicaliste féministe, *« pionnière des recherches sur les relations entre marché du travail et genre »*, en France et à l'international. Puis une rencontre de l'équipe de *Casse-rôles* avec Ksenia Potrapeliouk, l'auteure du court récit, *Un métier comme un autre*, qui dénonce la prostitution.

Le dossier *Maudite soit la guerre* a un menu chargé. Il s'ouvre sur le conflit de la « guerre ouverte Russie/Ukraine » et un appel des féministes à s'opposer à toutes les guerres. Petit rappel historique : *La grève des femmes* d'Eugène Pottier. Puis, une réflexion élargie sur les motivations de la guerre et, à l'opposé, une nouvelle définition du pacifisme et de l'antimilitarisme à travers le monde. Suit un hommage au dessinateur pacifiste Cabu. Les paroles du *Déserteur* de Boris Vian et de *Barbara* de Jacques Prévert *« Quelle connerie la guerre »* ! Une dénonciation de la politique belliqueuse de l'Otan. Un article percutant : la connerie militaire d'expression française : le repos du guerrier = repos éternel ! Un point sur le cocardier SNU, *« cette nouvelle crapulerie, cet apprentissage du crime »*, suivi d'informations sur l'embrigadement militaire dès le collège vs la pacifiste pédagogie Freinet. Comment les militaires ont-ils confisqué le 14 juillet ? Retour sur la soi-disant « neutralité » des États-Unis en 1917. Présentation d'un livre écrit par des femmes du Rojava (région kurde du Nord syrien). Femmes soldates, ou l'histoire occultée des combattantes soviétiques durant la Seconde Guerre mondiale. Les femmes en noir de Jérusalem : les combattantes palestiniennes de l'intifada en 2000. La Ghouta syrienne, ou le combat de quatre militantes pour les droits humains. Combattantes antifascistes durant la Guerre d'Espagne. Paroles de *La chanson de Craonne*. Des monuments pour les femmes victimes civiles ? Hiroshima : la véritable histoire. Déchets nucléaires pour militaires… Paroles de *La butte rouge*. Déserteurs de la Guerre d'Algérie en 1956. Un livre : *Le boucher de Hurlus*, ou les déserteurs en 1917. Un dossier antimilitariste d'une grande richesse historique vue du côté des femmes.

Pour clore ce numéro, petit tour dans la « cuisine genrée ». Livres : *La Malcastrée* d'Emma Santos. Petites et grandes reines du cyclisme féminin. Ces femmes d'Argentine qui, en 1896, exigeaient : *« Notre part de plaisir au banquet de la vie »* ! L'histoire tragique de Masha Amini, assassinée par la police iranienne à cause d'une mèche de ses cheveux qui dépassait de son foulard ! Délires anti-avortement en Hongrie. Enfin, présentation du dossier du prochain numéro : Féminisme et écologie.

Encore un numéro de *Casse-rôles* à ne pas rater, à promouvoir et à partager. Scoop : aujourd'hui, *Casse-rôles* est également disponible à la librairie athénienne Lexikopoleio !

Patrick Schindler
individuel FA Athènes

Casse-rôles
Journal féministe et libertaire à prix libre
n° 22, nov. 2022-janv. 2023

« Contactez votre banque »…

Je ne connaissais pas Olivier Bordaçarre avant *Carte muette*, le livre que publient les Éditions Libertaires. Écrivain quinquagénaire, comédien et formateur en théâtre, nous avons le même âge et partageons sans aucun doute une même vision, celle de boomers qui regardent avec une bonne dose de scepticisme le monde tel qu'il est où l'individualisme et son grand allié le numérique réduisent à l'état de signaux électroniques une grande partie de nos interactions sociales.

Carte muette, c'est peut-être un roman ou bien un récit, ça vous prend aux tripes parce que pour plagier un vieux jeu de rôle, vous en êtes le héros. Le personnage principal, c'est vous, c'est moi, c'est lui là-bas, ce sont tous ceux qui ne sont pas dans le camp des vainqueurs du système capitaliste, ceux qui se demandent comment faire rouler encore un mois la vieille bagnole au contrôle technique périmé qui accepte de vous transporter jusqu'au taf, ceux qui vivent la servitude en ayant conscience de leur état, ceux qui supportent le regard méprisant de leurs congénères qui ont réussi et roulent dans un 4X4 flambant neuf en se foutant bien de la planète et de ses habitants et qui sont les salauds de riches qui vous méprisent, mais aussi les quidams qui se sont installés dans le système qui les exploite jusqu'à la moelle, et qui regardent de haut le pauvre gars qui se débat et qui n'a rien compris.

Et donc, si vous êtes ce vous, en équilibre au bord du précipice, il suffit d'une carte bancaire muette à la station-service de l'hyper pour amorcer la chute, celle de l'absurde, de l'humain réduit à l'état de consommateur qui rentabilise son voyage dans la zone commerciale. Vous en avez conscience, parfois même vous empruntez la honteuse « Sortie sans achat » des grandes surfaces, de l'humain devenu suspect aux yeux du monde, parce que si votre carte est muette c'est forcément que vous êtes coupable.

Carte muette, cauchemar du quotidien mais formidablement écrit, plein d'humour, ça vous laisse sur le flanc avec un sourire aux lèvres et parfois il se passe d'étranges choses qui changent la donne.

L'autre jour, dans la bourgade où je fais mes courses, il y a eu une immense panne de courant, les générateurs de secours du Leclerc ont lâché, d'immenses queues de consommateurs se sont formées devant des caisses muettes. Je n'avais pas débuté mes achats, je suis sorti pénard en regardant l'absurde bordel ambiant avec un sourire. Oui, parfois il suffit d'un rien.

Thierry Guilabert

OLIVIER BORDAÇARRE
Carte muette
Éditions Libertaires, 2022
11 pages, 13 €
en vente à Publico.

Tierra y libertad (y muerte)

Espagne, delta de l'Èbre, dans un coin perdu des rizières, années 1930.

Le destin plus que douloureux et tragique d'une adolescente. Les prémisses de la lutte pour l'émancipation sociale. On découvre la misère paysanne, l'exploitation quotidienne et l'aliénation du travail au profit de riches, méprisants et impitoyables propriétaires terriens. Les pauvres souffrent en silence.

A travers la vision brûlante de Toya, la jeune héroïne, on découvre la complicité qui existait entre les propriétaires fonciers exploiteurs, d'une part, le clergé et l'armée, d'autre part. Préfiguration annonciatrice du pronunciamiento inéluctable de juillet 1936.

Les paysans du delta de l'Èbre n'attendent plus rien d'une République qui emprisonnera certains des leurs pour avoir simplement tenté de pénétrer dans une église. Ce sera néanmoins le point de départ d'une prise de conscience d'une grande partie de la population et d'une irrépressible envie de changer l'ordre des choses.

Toya entrevoit et surprend également les premières réunions clandestines, les premières discussions qui conduiront à la révolte de cette communauté. Elle grandit en même temps que la colère et s'émancipera par le biais d'un jeune instituteur et de son ami avocat qui joueront un grand rôle fédérateur et obtiendront la libération des travailleurs injustement emprisonnés. Sous leur égide, Toya et les paysans s'organisent enfin en syndicat et récupèrent des armes.

Ils s'empareront du château, demeure symbolique des oppresseurs, et commenceront à établir les bases d'une société plus égalitaire essentiellement bâtie sur des concepts libertaires et notamment la collectivisation des terres. La suite, malheureusement, on la connaît…

La révolution espagnole sert de toile de fond à l'existence dramatique de cette adolescente. À l'image de cette révolution, elle aimera, souffrira, haïra mais s'instruira, se révoltera, se battra et, finalement, jamais résignée, se vengera. À l'inverse de la révolution, elle sera victorieuse, mais peut-on réellement parler de victoire dans son cas ? C'est ce que vous découvrirez dans ce roman qui prend aux tripes et marque les esprits.

Ce récit violent et intense est poignant et émouvant au possible. Vous n'en sortirez pas indemnes mais fermement convaincus que la mémoire des fantômes du passé nous encourage à penser que tout reste encore possible.

Yannick
Individuel 87

LAURINE ROUX
L'autre moitié du monde,
Les Éditions du Sonneur, 2022.
255 pages, 18 €

L'anarchisme espagnol au travers de sa presse

Un formidable ouvrage - 745 pages - pour qui s'intéresse à l'anarchisme espagnol et plus particulièrement en Catalogne entre 1936 et 1939. *Les Avatars de l'anarchisme* au travers de 133 publications dépouillées émanant de l'ensemble du mouvement : CNT, FAI et FJLL (jeunesses libertaires). Avatars dont Michel Froidevaux précise le sens : évolutions, transformations, difficultés du courant libertaire, mais aussi mésaventures du mouvement anarcho-syndicaliste.

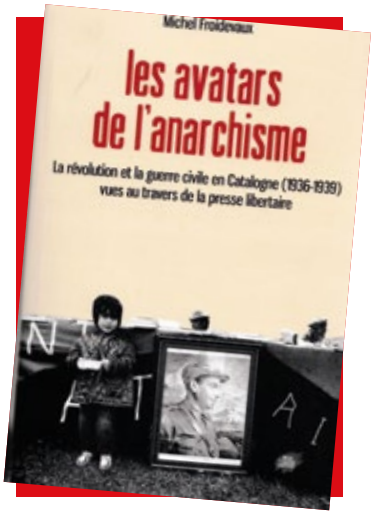
La presse écrite libertaire consciente, bien avant juillet 1936 et malgré la censure, prévoyait et dénonçait un probable coup d'État militaire en gestation. Elle prit, durant cette période, un grand essor tant à l'arrière que sur le front. Mais le mouvement, face à un analphabétisme important, sut aussi mobiliser la radio comme moyen d'information et de propagande. L'ouvrage, à l'aide de nombreuses citations, fait état de tous les questionnements d'une société en ébullition : la place des femmes, la remise en cause des jeux de hasard et de la corrida, le sport compétition, la santé, la légalisation de l'avortement, la psychiatrie carcérale… Un long chapitre est aussi consacré à la question essentielle de l'éducation et de la culture comme levier de transformation des mentalités individuelles et, à terme, de la société.

Au-delà, l'ouvrage de Froidevaux n'élude pas les questions difficiles auxquelles fut confronté le mouvement anarchiste en Espagne. Que ce soient l'entrée de ministres libertaires au gouvernement, les journées de mai 1937 à Barcelone, la militarisation des milices, la conduite de la guerre ou encore la question de la justice, voire de la répression des factieux, et du système pénitentiaire à gérer en contradiction avec l'éthique anarchiste.

Il aborde aussi, et ce n'est que justice, la question et les problématiques de l'autogestion et des collectivisations rurales et industrielles qui figurent parmi les grandes réalisations de cette révolution sociale unique en Europe.

Pour compléter l'ouvrage, un cahier central reproduit quelques « unes » de journaux. Il permet de découvrir la richesse et la variété de la presse libertaire combattante ou non. Pour conclure, même si certaines analyses de l'auteur mériteraient d'être discutées, ce livre n'en reste pas moins, au travers de la presse libertaire qu'il mobilise, un excellent outil au service d'une meilleure connaissance de ce qui fut le bref été de l'anarchie.

Hugues
Groupe Commune de Paris



MICHEL FROIDEVAUX
Les Avatars de l'anarchisme
Atelier de création libertaire, Lyon, 2022
disponible à Publico

Lire la postface de l'ouvrage en page 40

Dans le vent de l'histoire

Après les belles aventures de Louis La Guigne et Louis Ferchot, des regrettés Franck Giroud et Jean-Paul Derhorey qui avaient bercé les années 1980 et 1990 des aventures de cet anarchiste au grand cœur, ballotté dans le vingtième siècle et celles de l'inclassable libertaire Corto Maltese, Jean-Pierre Gibrat a ouvert une nouvelle série avec son *Mattéo*.

Il vient clore avec ce volume, les aventures d'un autre anarchiste perdu dans le XX^{e} siècle. Le récit est aidé par un très beau trait crayonné sur lequel la couleur se superpose avec élégance jouant remarquablement sur les contrastes. L'histoire s'achève même si elle laisse entrouverte une suite encore possible.

Pour mémoire, rappelons que ses aventures commencent dans les tranchées de la grande boucherie. Fils d'immigrés espagnols, Mattéo est obligé d'assister, impuissant, aux combats avant de déserter à la faveur d'une permission. Il se rend en Russie, où la machine implacable des bolcheviques se met en place contre les soulèvements ouvriers et paysans.

De retour en France, il est condamné à vingt ans de travaux forcés. Libéré, Mattéo se retrouve dans la France du Front populaire, à l'enthousiasme des grèves succède l'appel de compagnons ibériques où l'arrière-fond est constitué par les affrontements de Barcelone et par la victoire des franquistes. C'est après la *Retirada* que l'on retrouve Mattéo, prisonnier de deux gendarmes qui le libèrent sans autre raison que la sympathie qu'ils ont pour le personnage et pour sa mère, un autre personnage central du récit.

Loin des clichés, Mattéo, pour retrouver le fils qu'il a eu avec Amélie, bénéficie de l'aide d'un ecclésiastique ressemblant au curé de la « messe *au pendu* » de Georges Brassens. Ce dernier réussit à le faire évader alors qu'il est fait prisonnier par les Allemands lors de la débâcle, pour réussir à fuir une nouvelle fois.

Comme un rappel de tous les épisodes précédents, le père et le fils dialoguent à bord d'un bateau, évoquant ce dialogue jamais achevé entre Mattéo et son père. Le récit des espoirs et des tragédies à échelle humaine. Cette bande dessinée est une belle illustration de la chanson du père Léo Ferré (*Les anarchistes*) : « *des couteaux pour trancher le pain de l'amitié* », tel est le message de Mattéo…

Fraternel. Universel.

À contre-courant de la période actuelle.

Sylvain Boulouque

JEAN-PIERRE GIBRAT
Mattéo,
Une série de de la « première époque » (1914-1915) parue en 2008 à la sixième époque (2 septembre 1939-3 juin 1940) qui vient de paraître
Futuropolis, 68 pages, 17 €

Ricardo Flores Magón

Comme nos camarades de Fédération Anarchiste Mexicaine, nous commémorons le centenaire de la mort de Ricardo Flores Magón assassiné dans sa cellule au pénitencier de Leavenworth le 21 novembre 1922.

Texte : Anarlivres.org & Dessins : OLT - D'après *Itinéraire* n° 9-10 : https://colibris.link/0bStw

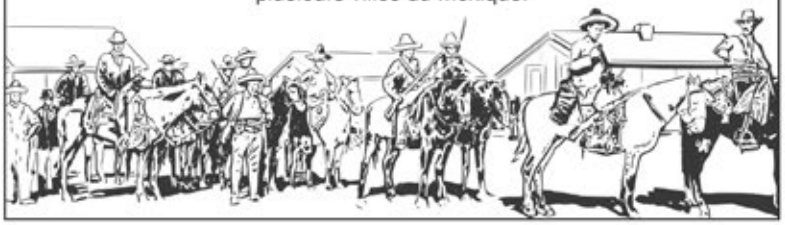
Naissance le 16 septembre 1874, son père, Teodoro Flores, est un indien Zapotec et sa mère, Margarita Magón, une métisse indienne-espagnole. Le 16 mai 1892, étudiant en droit à Mexico, il participe à une manifestation contre la dictature du président Díaz. Il est arrêté et condamné à cinq mois de prison. En 1895, il est admis au barreau comme avocat.

Le 7 août 1900, familiarisé avec les écrits des théoriciens anarchistes, il fonde avec son frère Jesús et A. Horcasitas *Regeneración*, qui deviendra en 1901 l'organe du Parti libéral mexicain (PLM). Le 22 mai de cette année, Ricardo et Jesús sont arrêtés et condamnés à un an de prison pour insulte au président.

Libéré, il édite avec son autre frère Enrique (qui lui restera fidèle) le journal satirique *El Hijo del Ahuizote* (« Le Fils du gêneur ») ; nouvelles condamnations. En 1904, il s'exile au Texas et fait reparaître *Regeneración*. On tente de l'assassiner.

Il transfère le journal à Saint-Louis mais, le 12 octobre 1905, il est investi par les détectives de l'agence Pinkerton, le matériel détruit, Ricardo et Enrique emprisonnés.

En septembre 1906, les premières insurrections du PLM ont lieu dans plusieurs villes du Mexique.



Il ne sera libéré que le 3 août 1910 et reprend alors la parution de *Regeneración* (avec une page en anglais).

A Los Angeles, Ricardo fait paraître clandestinement le journal *Revolución*, mais il est arrêté le 23 août 1907 avec Librado Rivera et Antonio I. Villarreal.

La devise en devient « *¡Tierra y Libertad!* ».

Le 29 janvier 1911, la ville de Mexicali est prise par les forces du PLM.

Avec l'aide des radicaux américains de l'IWW et des internationalistes, la Commune de Basse-Californie durera cinq mois.

Le 25 mai, Díaz démissionne. Madero le remplace, attaque les réalisations magonistes et reprend les villes conquises.

Le 25 juin 1912, aux Etats-Unis, Ricardo et ses compagnons sont à nouveau condamnés à deux ans de prison.

A sa libération, il s'installe dans une communauté près de Los Angeles. Le 16 mars 1918, avec Librado Rivera, il lance « Le Manifeste aux anarchistes du monde et aux travailleurs en général ».

Ils sont arrêtés et condamnés, le 15 août 1918, à quinze et vingt ans de réclusion pour « sédition ». Le 21 novembre 1922, il est assassiné dans sa cellule. A Mexico, son enterrement sera suivi par dix mille travailleurs.

LIBRAIRIE PUBLICO
La librairie du Monde libertaire

Dernières parutions Novembre 2022

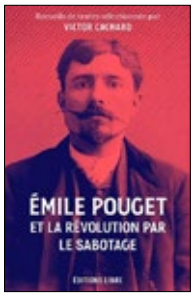
Commandes à adresser à Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris
Chèque à l'ordre de PUBLICO (Frais de port : 15 %, minimum 2 €)
ou **https://www.librairie-publico.com**
Contact : 01 48 05 34 08 librairie-publico@sfr.fr

Carte muette
Olivier Bordaçarre
Les Éditions Libertaires, 111 p., 13 €

Vous ne feriez pas de mal à une mouche. Toutefois, le jour où vous vous êtes retrouvé coincé dans la station service d'un centre commercial, piégé comme un rat, une envie de meurtre vous a effleuré. Une tuerie, un carnage, une hécatombe. Mais vous n'iriez pas jusqu'à cette extrémité ?

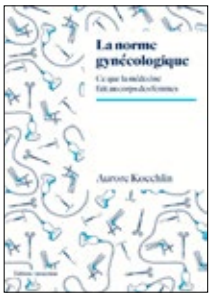
Les avatars de l'anarchisme
La révolution et la guerre civile en Catalogne (1936-1939) vues au travers de la presse libertaire
Michel Froidevaux, Atelier de création libertaire, 752 p., 26 €

Analyse de plus de 130 périodiques concernant de nombreux thèmes de la vie de tous les jours, tels que les usines, les écoles...



Emile Pouget et la révolution par le sabotage. Textes inédits sélectionnés par V. Cachard, Éditions Libre, 240 p., 16 €

Dans le langage fleuri aux images truculentes d'autrefois, on retrouve au cœur de ce recueil les tout premiers articles journalistiques qui parlent du sabotage. Cette édition rassemble de nombreux textes originaux, jusqu'alors jamais accessibles en dehors des archives.



La norme gynécologique. Ce que la médecine fait au corps des femmes
A. Koechlin, Éd. Amsterdam, 320 p., 20 €

Aurore Koechlin examine au plus près de l'expérience, le suivi gynécologique, ses étapes et ses effets psychiques, la culpabilité ou l'angoisse qu'il suscite parfois, la normalisation de la douleur qu'il implique, sans oublier les inégalités face au soin.

Le Corps des femmes
La bataille de l'intime, Camille Froidevaux-Metterie, Points, 157 p., 6.40 €

Maternité et non-désir d'enfant, menstruations et ménopause, apparence et normes esthétiques, sexualité et plaisir... Pour la philosophe Camille Froidevaux-Metterie, cela ne fait aucun doute : la déferlante #MeToo a intensifié le « tournant génital » du féminisme.

L'anarchisme : ce dont il s'agit vraiment Et autres textes anarcha-féministes
Emma Goldman, Payot (Poche), 160 p., 8.50 €

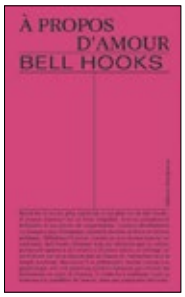
Les cinq textes publiés ici témoignent tous de la pensée vigoureuse, directe et claire de cette femme hors norme qui fut également une oratrice exceptionnelle, haranguant sans relâche des foules où les hommes n'étaient pas les moins nombreux.

La démocratie sous les bombes
Syrie-Le Rojava entre idéalisation et répression
Pierre Crétois, Edouard Jourdain
Le Bord de l'eau, 160 p., 18 €

Une expérience démocratique se développe dans le Kurdistan syrien. Mais injustement ignoré, ce mouvement devrait pourtant susciter espoirs et soutiens de la part des pays occidentaux.

Histoire générale du Bund
Un mouvement révolutionnaire juif
Henri Minczeles, L'Échappée, 476 p., 22 €

Le Bund, organisation sociale-démocrate des ouvriers juifs, né dans la clandestinité en 1897, fut le premier parti politique juif, socialiste, marxiste et laïque. Voici l'épopée de ce mouvement, de sa naissance jusqu'aux dernières purges staliniennes.



A propos d'amour
bell hooks, Éditions Divergences
241 p., 16 €

Définissant l'amour comme un acte et non comme un sentiment, bell hooks démonte tous les obstacles que la culture patriarcale oppose à des relations d'amour saines, et envisage un art d'aimer qui ne se résume pas au frisson de l'attraction ou à la simple tendresse.

Le nucléaire n'est pas bon pour le climat
Hervé Kempf, Seuil, 56 p., 4.50 €

Parier sur une énergie devenue marginale dans le monde, plus coûteuse que les énergies renouvelables, et créant des risques incommensurables, il nous faut repasser par la raison : les voies de l'avenir sont une économie reposant sur les énergies renouvelables.

ANNUAIRE DES GROUPES ET LIAISONS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Si un groupe n'a pas d'adresse postale, merci d'écrire à la Librairie Publico/RI FA, 145 rue Amelot, 75011 Paris

les mails **@federation-anarchiste.org** sont abrégés en **@fede...**

00 NOMADE
Groupe La Roulotte Noire
groupe-nomade@fede...

02 AISNE
Groupe Kropotkine
kropotkine02@riseup.net
http://kropotkine02.org/
• Le Loup Noir
8, rue Fouquerolles
02000 Merlieux
03-23-80-17-09
• L'Étoile Noire
5, rue Saint-Jean 02000 Laon
09-75-55-47-06
Ouverture tous les jours
13 h-19 h sauf le dimanche.

03 ALLIER
Liaison Étoile Noire
etoile-noire@fede...
https://liaisonetoilenoire.home.blog/

07 ARDÈCHE
Groupe d'Aubenas.
fa-groupe-daubenas@wanadoo.fr
Groupe la Chèvre noire
groupe-lachevrenoire@fede...

09 ARIÈGE
Liaison Ariège
ariege@fede...

12 AVEYRON
Liaison Sud-Aveyron
sud-aveyron@fede...

13 BOUCHES-DU-RHÔNE
Groupe Germinal
groupe-germinal@riseup.net
www.groupegerminal.lautre.net
Liaison La Ciotat
la-ciotat@fede...
Groupe Oaï
oai@federation-anarchiste.org
Groupe Chat noir
chat-noir@fede...

14 CALVADOS
Groupe Germaine Berton
groupe-germaine-berton@riseup.net
https://facaen.wordpress.com
https://m.facebook.com/facalvados/

17 CHARENTE-MARITIME
Groupe « Nous Autres »
35 allée de l'Angle, Chaucre
17190 Saint-Georges-d'Oléron
nous-autres@fede...

20 CORSE
Liaison Corsica
corse@fede...

22 CÔTES-D'ARMOR
Liaison Jean Souvenance
souvenance@no-log.org
Groupe L'émancipation sociale
emancipation-sociale@fede...

23 CREUSE
Liaison Granite
http://anarsdugranite23.eklablog.com
a.makhno@orange.fr

24 DORDOGNE
Groupe Emma Goldman Périgueux
perigueux@fede...
http://fa-perigueux.blogspot.fr

25 DOUBS
Groupe Proudhon
c/o CESL BP 121
25014 Besançon cedex
• Librairie l'Autodidacte
5 rue Marulaz,
25000 Besançon
ouverte du mercredi au samedi
de 15 h 00 à 19 h 00
groupe-proudhon@fede...

26 DRÔME
Groupe « La rue râle »
la-rue-rale@riseup.net

28 EURE-ET-LOIR
Groupe Le Raffüt
fa.chartres@free.fr

29 FINISTÈRE
Groupe Le Ferment
Librairie Coopérative autogérée
La Ferme Intention
5 rue Général de Gaulle,
29540 Spézet
du vendredi au mardi 16 h-19 h,
samedi et dimanche 10 h-19 h
leferment@fede...
Liaison May Piqueray
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

31 HAUTE-GARONNE
Groupe Libertad de Toulouse
Le chat noir
33 rue Puget
31000 Toulouse
libertad@fede...
http://libertad-fa.org

32 GERS
Liaison Anartiste 32
anartiste32@fede...
Liaison Henri Bouyé
henri-bouye@fede...

33 GIRONDE
Cercle Barrué
http://cerclelibertairejb.wordpress.com
www.facebook.com/cljb33
cerclelibertairejb33@riseup.net
Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@fede...

34 HERAULT
Groupe Son of anarchy 34
sunofanarchy34@fede...

35 ILLE-ET-VILAINE
Groupe La Sociale.
c/o local « La Commune »,
17 rue de Châteaudun
35000 rennes
contact@falasociale.org
Liaison Lacinapse
liaison-lacinapse@fede...
Liaison Redon
redon@fede...

42 LOIRE
Groupe Makhno
Bourse du Travail Salle
15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint-Étienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

44 LOIRE-ATLANTIQUE
Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@fede...
Liaison de Nantes
nantes@fede...

45 LOIRET
Groupe Gaston Couté
groupegastoncoute45@riseup.net

50 MANCHE
Groupe Manche
famanche@riseup.net
www.facebook.com/famanche

51 MARNE
Liaison Reims-Ardennes
reims@fede...

56 MORBIHAN
Groupe René Lochu
c/o Maison des associations
31 rue Guillaume Le Bartz
56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
Liaison Lorient
liaison-lorient@protonmail.com

57 MOSELLE
Groupe de Metz
groupedemetz@fede...
Groupe Jacques Turbin Thionville
jacques-turbin@fede...

58 NIÈVRE
Liaison Pierre Malézieux
pierre.malezieux@fede...

59 NORD
Groupe ô Rage Noire
o.rage.noire@federation...

60 OISE
Liaison anarcho-syndicaliste L'éponge noire
lepongenoire@riseup.net

63 PUY-DE-DÔME
Groupe Spartacus
spartacus@fede...
Liaison Combrailles
liaison.Combrailles@fede...

64 PYRENEES-ATLANTIQUES
Liaison Béarn
bearn@fede...
Liaison Lutte Libertaire Bayonne - Pays Basque
luttelibertaire.BA-PB@fede...

66 PYRÉNÉES ORIENTALES
Groupe John Cage
vente du *Monde libertaire*
au 13 El Taller Treize
13 rue Sainte-Croix
66130 Ille-sur-Tet
john-cage@fede...
Liaison Pierre-Ruff
pierre.ruff.fa66@gmail.com

67 BAS-RHIN
Liaison Bas-Rhin
liaison-bas-rhin@fede...
Groupe de Strasbourg
groupe-strasbourg@fede...

69 RHÔNE
Groupe Graine d'anar
grainedanar@fede...
https://grainedanar.org

71 SAÔNE-ET-LOIRE
Liaison « La vache noire »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris

73 SAVOIE
Groupe de Chambéry
federationanarchiste73@protonmail.com

74 HAUTE-SAVOIE
Groupe Lamotte Farinet
lamotte-farinet@fa74.org

75 PARIS
Groupe Georges Brassens
Georges-brassens@fede...
Liaison William Morris
william-morris@fede...
Groupe Salvador Segui
groupesalvadorsegui@gmail.com
Groupe « Commune de Paris »
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
commune-de-paris@fede...
Groupe Louise Michel
Publico 145 rue Amelot
75011 Paris
groupe-louise-michel@fede...
Groupe libertaire La Rue
Bibliothèque La Rue
10 rue Robert Planquette
75018 Paris
permanence tous les samedis
de 14 h 30 à 17 h 30
gllr@fede...
https://groupe-libertaire-la-rue.jimdosite.com
Groupe La Révolte
la-revolte@fede...
Groupe Pierre Besnard
vente du *Monde libertaire*
le dimanche
de 10 h 30 à 12 h 00
place des fêtes Paris XIXe
pierre-besnard@outlook.fr

76 SEINE-MARITIME
Groupe de Rouen
rouen@fede...

78 YVELINES
Groupe Gaston Leval
gaston-leval@fede...

80 SOMME
Groupe Georges Morel
amiens@fede...

81 TARN
Groupe les ELAFF
elaf@fede...

85 VENDÉE
Groupe Henri Laborit
henri-laborit@fede...

86 VIENNE
Liaison Poitiers
poitiers@fede...

92 HAUTS-DE-SEINE
Groupe Fresnes-Antony
fresnes-antony@fede...

93 SEINE-SAINT-DENIS
Groupe Henri Poulaille
c/o La Dionyversité
4 Place Paul Langevin
93200 SAINT-DENIS
groupe-henry-poulaille@wanadoo.fr

94 VAL-DE-MARNE
Groupe Élisée Reclus
Publico
145 rue Amelot 75011 Paris
faivry@no-log.org

95 VAL-D'OISE
Liaison 95
liaison95@fede...

97 GUADELOUPE
Liaison Guadeloupe Caraïbes
liaison-guadeloupe-caraibes@fede...

BELGIQUE
Groupe Ici et Maintenant
groupe-ici-et-maintenant@fede...

SUISSE
Fédération Libertaire des Montagnes (FLM)
rue du Soleil 9
92300 La Chaux-de-Fonds
Suisse
flm@fede...

Le site de la Fédération anarchiste
une mine d'informations sur ces groupes, sur leurs blogs, leurs sites, leurs librairies, leurs activités
www.federation-anarchiste.org/?g=FA_Groupes

LIBRAIRIE PUBLICO

La librairie du Monde libertaire

Prochaines animations

« Non aux guerres, non aux impérialismes – Activons la résistance internationaliste »
Semaine d'animations en lien avec la campagne fédérale décidée après l'adoption de la motion du même nom au 80e congrès de la Fédération Anarchiste adoptée le 6 juin 2022 à Merlieux.

Mardi 8 novembre à 18 h

vernissage de l'exposition (du 8 novembre au 3 décembre) :
« Faites de l'Art, pas la guerre / Make Art not War », réalisée par Claude Gaisne

Lors d'une réunion internationale de linguistes du monde entier, Claude Gaisne a demandé à plusieurs d'entre eux d'écrire la phrase « Faites de l'Art, pas la guerre » dans leur langue.

Vendredi 9 novembre à 19 h

projection-débat :
« Choisir à vingt ans »
Réalisé par Villi Hermann, écrit par Eve Martin, Algérie, Suisse (2017)

100 à 300 jeunes Français refusèrent de participer à la guerre d'Algérie et certains se réfugièrent en Suisse. Ce film aborde leurs parcours

Vendredi 11 novembre à 15 h

Après-midi antimilitariste et pacifiste menée avec l'UPF

Présentation de L'Union Pacifiste par Maurice Montet

Vendredi 11 novembre à 15 h 30

« Toutes et tous contre le SNU (Service national universel) »

Des membres du Collectif NON au SNU (dont fait partie l'UPF) animeront une projection-débat sur le SNU. La projection du document audio-visuel « SNU, EMBRIGADEMENT DES JEUNES, acte 10 » (16 minutes) sera suivie d'un débat.

Vendredi 11 novembre à 17 h

récital avec Pedro Fidalgo auteur-compositeur, chanson portugaise suivi de Marc Havet, Nathalie Solence, Nicolas Duclos, Bruno Daraquy, Pascale Loquin, Monica Jornet et sous réserve, Fabienne Elkoubi

Samedi 12 novembre de 19 h à 21 h

un DJ SET ANTIMILITARISTE :
« MUSIQUE VS LE SILENCE DES PANTOUFLES » (ROCK, PUNK, REGGAE...)

Dimanche 13 novembre à 16 h

récital de chansons et poésies antimilitaristes :
Avec Marc Havet, Nathalie Solence, Nicolas Duclos, Bruno Daraquy, Pascale Locquin, Monica Jornet et sous réserve Fabienne Elkoubi

Mardi 15 novembre à 19 h

« Maudite soit la guerre », dossier spécial Casse-rôles, n°22, journal féministe et libertaire

Les conflits armés, qu'ils soient de « haute intensité » ou de « basse intensité », qu'ils soient le fait d'armées appartenant à des états, de groupes paramilitaires, ou de groupes mafieux, leurs conséquences touchent plus durement les populations vulnérables, dont les femmes qui, même si elles ne sont pas en première ligne, ont le plus à souffrir de ces divers états de guerre au vu de leurs rôles : soin aux enfants, aux personnes âgées, rapport à la nourriture, à l'éducation…
Dans ces situations dramatiques, quelle place pour la non-violence ?

Librairie PUBLICO 145 rue Amelot 75011 Paris – Métro : République, Oberkampf, Filles du calvaire
Ouverture du mardi au vendredi et le dimanche de 13 h à 19 h 30, le samedi de 10 h à 19 h 30
Plus d'informations sur http://www.librairie-publico.info/

RETOUR AU SOMMAIRE